U d'/of OTTAWA
39003004718002

COLLECTION LIGUE DU DROIT AU TRAVAIL

JACQUES DUBOIN

LA GRANDE RELÈVE

des Hommes par la Machine

DEUXIÈME ÉDITION
REVUE ET CORRIGÉE

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITÉ D'OTTAWA
LIBRARY ANNEX

ÉDITIONS FUSTIER
8, RUE DE CHOISEUL, 8
PARIS (2e)

LA GRANDE RELÈVE

des Hommes par la Machine

DU MÊME AUTEUR :

Réflexions d'un Français moyen, avec préface de M. Henry de Jouvenel. — *Payot, éditeur.*

La stabilisation du franc, recueil d'articles et de discours prononcés à la Chambre des Députés. — *Rivière, éditeur.*

Nous faisons fausse route, avec préface de M. Joseph Caillaux. — *Édition des Portiques.*

La grande relève des hommes par la machine. — *Lair, éditeur*, 1re édition.

La grande révolution qui vient. — *Lair, éditeur*, 1re et 2e édition.

Ce qu'on appelle la crise. — *Lair, éditeur*, 1re édition.

Kou l'ahuri. — *Lair, éditeur*, 1re édition.

En route vers l'abondance. — *Éditions Fustier.*

JACQUES DUBOIN

LA GRANDE RELÈVE

des Hommes par la Machine

Deuxième Édition
revue et corrigée

ÉDITIONS FUSTIER
8, RUE DE CHOISEUL, 8
PARIS (2e)

UNIVERSITAS
O. M. I.

HD
6331
.P86

DON DU
GOUVERNEMENT FRANÇAIS
Mai 1938

AVANT-PROPOS
de la deuxième Édition

Ce livre vit le jour en avril 1932, c'est-à-dire il y aura bientôt quatre ans. Pourquoi l'auteur en fait-il paraître une seconde édition ?

Apparemment parce que la première est épuisée, direz-vous ! Peut-être.

Cependant il ne saurait l'affirmer, si étrange que cela paraisse, étant demeuré dans la plus complète ignorance du sort qu'eut la première édition de ce livre, comme aussi du sort des trois ouvrages qui suivirent (1).

Mais un livre, âgé de quatre ans, risque, par le temps qui court, d'avoir beaucoup vieilli. L'auteur a-t-il, du moins, essayé de le rajeunir ? Nullement.

Modifier un livre déjà connu de nombreux lecteurs paraît être un procédé discutable, car les événements se chargeraient vite de le transformer en véritable couteau de Jeannot.

(1) *La Grande Révolution qui vient*, réédité déjà et traduit en langue étrangère, *Ce qu'on appelle la crise* et *Kou l'ahuri*. A ce propos, il doit au public de dire, en dépit du caractère singulièrement délicat de l'aveu, qu'il n'a jamais encore touché un liard de droit d'auteur sur un seul de ces ouvrages.

Cette édition de *La Grande Relève des Hommes par la Machine* est donc conforme au texte original. L'auteur s'est borné simplement à corriger quelques temps de verbes qui lui apparurent subitement dissonants. Seules quelques notes, en bas de page, et portant indication de la deuxième édition, ont été ajoutées pour répondre à des critiques que certains passages avaient provoquées.

Cet essai, moins encore que les trois autres qui le suivirent, ne comporte qu'une allusion à la solution du problème posé. Ceci pour deux raisons : la première est que l'auteur fait tous ses efforts pour que ce soit le lecteur qui la découvre ; la seconde est que, lui-même, était encore à la recherche du raisonnement logique qui l'imposerait sans discussion possible.

Il espère être parvenu à dissiper les derniers doutes dans un livre *En route vers l'abondance* qu'il offre en ce moment à la bienveillante attention de ses contemporains.

5 novembre 1935.

Où l'auteur dévoile sa source d'information

Mon éditeur est un homme charmant. J'ai eu la bonne fortune de le rencontrer il y a quelques semaines. Comme nous parlions librement de la dureté des temps, de la fameuse crise, de ses conséquences et méfaits, voici qu'il prend son air le plus engageant pour me dire : « Écrivez donc quelque chose là-dessus. Ces questions, mal connues, évoluant si rapidement, intéressent tout le monde, car personne n'est sûr du lendemain. »

Le moyen de refuser ? J'avais émis, comme c'est l'usage, des avis péremptoires et des affirmations presque définitives. « Mais, dis-je, esquissant une retraite prudente, la crise alimente la littérature beaucoup plus que les carnets de commandes. Tout a été dit, bien dit, redit et contredit. — Cela n'a aucune importance, fut sa réponse. Faites quelque chose de neuf et apportez une solution qui tienne debout. »

Hélas ! si l'offre était flatteuse, la tâche était ingrate et difficile. Je ne fus pas long à m'apercevoir qu'elle était au-dessus de mes forces : j'en fais humblement la confession au lecteur.

Cependant je n'arrive pas au rendez-vous les mains absolument vides. Je me suis rappelé que, dans mon pays montagnard, vivait une sorte d'anachorète qui, depuis plusieurs années, mène la vie d'un sage revenu de tous les biens terrestres. Cet homme eut une existence mouvementée qui se déroula sur tous les continents. Il a pris une retraite précoce qui ne lui pèse pas. Le docteur *Hermodan* est installé toute l'année dans un chalet alpestre, posé dans un site qu'envierait un chartreux. Cet ermite se grise de l'air pur et léger des hauts sommets, monte et descend infatigablement des chemins raboteux. Il lui faut des torrents, des rochers, des bois noirs, des sapins, des précipices qui fassent bien peur. Le soir, calfeutré dans une sorte de studio, il lit, sans se lasser, tout ce qui se publie dans les grandes capitales qu'il habita jadis. Il se tient donc au courant des événements qu'il juge de ses mille mètres d'altitude.

De chez lui, me suis-je dit, on ne peut voir les choses que de haut. Il possède l'indépendance, l'expérience et surtout l'impartialité nécessaires pour émettre une opinion réfléchie sur les grands problèmes de l'heure. Mais consentira-t-il à me parler de la crise ?

Justement je lui devais une visite. Un rapide me déposa dans la plaine, un auto-car me conduisit, par des lacets impressionnants, jusqu'à un petit village accroché aux deux rives d'un torrent ; enfin un sentier muletier franchissant un premier col, puis un second, me fit déboucher sur le plateau frais et verdoyant où mon ami a installé sa solitude.

A ma grande surprise, je ne le trouvai pas seul. Quelques amis et voisins lui tiennent compagnie, lorsque tombe le soir et que la sombre nuit s'étoile.

Dans ce cadre reposant, dans cette quiétude absolue, si loin des soucis de tous genres, allai-je pouvoir mettre à exécution le plan sinistre que j'avais préparé ? Ma joie fut grande de constater que les conversations du petit cénacle n'avaient qu'un centre unique : la crise universelle.

Il faut maintenant présenter les antagonistes. D'abord un industriel de la région du Nord et un négociant parisien, venus tous deux chercher, auprès de leur ami, quelques jours de repos. Ils ne dissimulaient pas leur soif d'une dose de ce calme indispensable à ceux dont l'existence fiévreuse est empoisonnée par des préoccupations continuelles. Malheureusement ces dernières les avaient poursuivis jusque là-haut et ne les lâchaient pas. Ils étaient accompagnés d'un jeune ingénieur qui, occupé d'électrifier la plaine, avait trouvé agréable d'élire domicile chez Hermodan. Trois autres personnages venaient, en voisins, passer la soirée et deviser au coin du feu. Le premier, gros propriétaire terrien, possédait une villa aux environs ; le second était le pharmacien du chef-lieu de canton que les distractions locales ne passionnaient plus ; enfin le dernier, architecte retiré des affaires, avait longtemps milité dans un parti de gauche. Il en avait conservé des principes arrêtés sur toutes choses, en même temps que le regret de n'avoir joué d'autre rôle que celui de poursuivre, farouchement, devant son comité de discipline, des coreligionnaires trop tièdes ou coupables d'une velléité d'indépendance. Malgré le zèle méritoire qu'il avait apporté à l'exercice de ses fonctions, ses victimes ne lui en avaient gardé aucune rancune, car il était au demeurant, et comme Panurge, le meilleur fils du monde.

***

Chaque soir on parlait inflation, déflation, mauvaise distribution de l'or, excès américains, égoïsme britannique, ambitions allemandes, dettes interalliées, traité de Versailles. On déplorait les marchés fermés, la guerre douanière, l'utilisation pernicieuse du crédit. On fulminait contre l'étatisme, le socialisme, le communisme. On critiquait la dictature dans tel pays, on regrettait son absence dans tel autre. Un semblant d'accord ne se faisait guère que sur l'incompétence et l'aveuglement de tous les dirigeants sous toutes les latitudes.

Notre ami Hermodan écoutait, mais intervenait peu dans la discussion. C'était, en général, pour préciser que les prétendues causes du mal n'en étaient le plus souvent que les conséquences. C'est ainsi qu'un soir, en réponse à une diatribe du propriétaire terrien contre l'immoralité montante, il affirma que si le sens moral des individus s'élevait en période de prospérité, il s'abaissait régulièrement et dangereusement aux époques de grande dépression économique ou sociale, et qu'il ne fallait donc pas en faire une cause déterminante du désordre universel.

Un moment vint, cependant, où il dénonça le progrès technique comme l'auteur responsable du désarroi des hommes et des choses, pour employer la célèbre formule du président Caillaux.

Cette thèse, coïncidant avec ma conviction intime, me parut mériter l'attention. Je l'expose donc telle qu'Hermodan la dégagea au cours des entretiens avec ses amis.

Elle n'apprendra rien à quelques lecteurs dont la religion est éclairée depuis longtemps ; elle ne convaincra pas, non plus, ceux qui haussent les épaules dès que l'on heurte une quelconque de leurs chères petites opinions, mais elle intéressera peut-être les autres, et je serai récompensé s'ils sont les plus nombreux.

Pourquoi un désordre universel ?

— Alors, dit un soir le propriétaire terrien, quelle est, à votre avis, la cause déterminante de la crise ?

— Lorsque, dit Hermodan, tous les pays sont atteints : États-Unis, Canada, Amérique latine, Angleterre, Allemagne, Europe centrale, Italie, Espagne, France, Japon, Australie, Extrême-Orient, bref toutes les nations qui s'enorgueillissent de notre civilisation, je dis qu'un mal qui sévit brusquement, et partout à la fois, doit avoir une même origine. Pour moi, ce sont les développements du machinisme qui sont la cause principale de tous les désordres de l'économie.

— C'est l'avis de gens de plus en plus nombreux, interrompit l'industriel.

— Rien n'est plus exact, reprit Hermodan, et il faudrait être aveugle pour le contester. Depuis quelques années le rythme du progrès technique a tout bousculé. La révolution qu'il entraîne — le mot n'est pas trop fort — est la résultante de l'action combinée de plusieurs facteurs. La science a fait des pas napoléoniens et ouvert la voie à d'innom-

brables applications pratiques. L'industrie s'en est emparée en même temps qu'elle se concentrait un peu partout. On a mécanisé, automatisé, si j'ose dire, la production. En somme, le machinisme permet aujourd'hui — à travail humain égal — la multiplication des produits par un coefficient qui augmente constamment. Donc la surproduction sévit partout.

— Exact, interrompit le propriétaire terrien, mais ne croyez-vous pas que l'on ait tort d'incriminer si fort le machinisme et qu'au contraire c'est l'inflation, elle, qui fut la grande coupable ?

— Non, reprit Hermodan, et la meilleure preuve c'est que si tous les pays souffrent de la crise en proportion des progrès techniques réalisés, je puis citer des nations qui n'ont commis aucune inflation. Et cependant elles sont atteintes comme les autres. Dites que l'inflation, dans bien des cas, a dégagé une masse artificielle d'épargnes qui s'est employée à tort et à travers dans les œuvres productives, je ne vous contredirai pas. Mais l'inflation, n'en déplaise à bien des gens, n'est pas la cause essentielle de cette surproduction. Ce serait trop beau ou trop simple. Voyez-vous qu'en créant des billets on puisse faire régner l'abondance dans le monde ! Ce n'est pas sérieux. Mettez tous les moyens de paiement dont les peuples ont disposé après la guerre entre les mains des contemporains de Chilpéric, et demandez-vous s'ils seraient parvenus aux résultats que nous constatons pour peu que l'on veuille bien ouvrir les yeux ? Voyons, un petit peu de mémoire, s'il vous plaît. Je suis obligé de dire et redire les mêmes choses et d'attirer l'attention sur un phénomène extraordinaire dont nous avons été témoins. Je ne vous demande pas de remonter au déluge, mais simplement à quelques années en

arrière, à 1918, à la fin des hostilités. Refaites le bilan du monde à ce moment-là.

— Évidemment, peu brillant, on sortait d'une guerre terrible, concéda le propriétaire terrien.

— Dites d'un cataclysme, reprit Hermodan, un cataclysme comme le monde en a rarement vu. Le rythme toujours croissant de la production s'arrête, net, le 2 août 1914. Il cesse brusquement et se transforme en rythme de destruction systématique qui dure quatre ans et demi. Oui, pendant cinquante-quatre mois, tout l'effort des hommes, aidés des machines, n'est orienté que vers la destruction. On pulvérise les plus riches départements de la France, car ils servent de foyer mondial de combustion où toutes les richesses des belligérants viennent fondre au feu de toutes les armées du monde. La planète voit ses stocks disparaître dans cette affreuse fournaise au point qu'à l'armistice des pays entiers manquent de tout. Le travail, accumulé au cours de longues années de paix, est anéanti, car c'est à qui s'est ingénié à détruire le plus vite, le plus complètement, le plus abondamment.

— Sans oublier, dit l'un de nous, les millions d'hommes tués ou blessés.

— J'y viens, dit Hermodan. En effet, des millions de travailleurs avaient disparu, et ce n'étaient ni des hommes âgés, ni des hommes usés, je vous prie de le croire, mais des travailleurs robustes et dans la force de l'âge. Ajoutez encore d'autres millions d'hommes mutilés ou malades qui ne pourront désormais fournir qu'un effort très amoindri. De sorte qu'au sortir du cauchemar, lorsque l'humanité est à pied d'œuvre de la plus grande tâche de restauration économique

qui lui soit échue dans l'histoire, elle découvre qu'il lui manque de douze à quinze millions de travailleurs, et, je le répète, parmi les meilleurs de ses enfants. Sommes-nous d'accord ?

Nous fîmes un geste d'acquiescement.

— De l'avis de certains de nos grands économistes, il y avait donc là du travail pour des années et des années, puisque le problème allait se compliquer d'une grave crise de main-d'œuvre. A propos, vous souvenez-vous du sens de l'opportunité dont firent preuve les signataires du traité de Paix, en choisissant ce moment-là pour ramener à huit heures la journée de travail ? Cette réforme fut incluse dans les clauses ouvrières à Versailles.

— Alors qu'il eût fallu travailler, dix, onze et même douze heures par jour. Je m'en souviens fort bien, dit le propriétaire terrien. Il y eut une belle levée de boucliers dans la presse, les revues, les réunions publiques. Mesure généreuse, peut-être, mais bien inopportune.

— Elle fut, en effet, très mal reçue, reprit Hermodan. Supposez cependant qu'un homme se soit dressé, un illuminé comme il en existe, et se soit écrié en 1919 : « Braves gens, rassurez-vous. Vous prévoyez un siècle de dur labeur pour réparer les ruines amoncelées par la guerre. Erreur. Dix années suffiront pour tout remettre d'aplomb. » Quoi, tout remettre d'aplomb ? Les régions dévastées, les stocks de marchandises épuisés ? dix ans suffiraient pour reconstituer les richesses amoncelées au cours des années de prospérité ? « Oui, dix ans, aurait repris ce fou furieux, dix petites années. Ce laps de temps est tout juste nécessaire pour refaire des maisons, des églises et de

belles usines neuves partout où le canon a fabriqué des paysages lunaires. Dix ans pour reconstituer tous les stocks mondiaux. A propos de ces malheureux stocks, j'ajouterai qu'au bout de dix ans, non seulement ils seront bel et bien reconstitués, mais, qu'on aura fait si bonne mesure, qu'ils seront plus abondants qu'à aucune autre époque. Vous ne saurez qu'en faire, car ils vous embarrasseront. Vous serez obligés de jeter le café à la mer et de laisser pourrir les récoltes sur place, car cela ne vaudra même pas la peine de les engranger,... on aura des millions et des millions de quintaux de blé dont on ne pourra se défaire ! » Je vois d'ici l'ahurissement des auditeurs. Aussi notre bon toqué, avant d'être enfermé, se serait-il hâté de faire cette ultime prédiction : « Quant à ces millions de travailleurs qui vous manquent, pleurez-les, mais dites-vous qu'ils n'étaient plus nécessaires. Votre crise de main-d'œuvre, même aggravée par la loi de huit heures, ne se produira pas. Bien au contraire, vous vous apercevrez que ce ne sont pas les travailleurs qui manquent, mais le travail lui-même. Dans douze ans, écoutez-moi bien, il y aura de par le monde trente millions de chômeurs ! »

Hermodan s'arrêta. Comme aucun de nous ne rompait le silence, il continua ainsi :

— Etes-vous persuadés maintenant de ce que je vous disais tout à l'heure ? Le machinisme permet — à travail égal — de multiplier les produits par un coefficient de jour en jour plus élevé. On est arrivé au point où les produits sont si abondants qu'il faut réduire le travail humain. En douze années, le progrès technique a dégagé, au sens scientifique du mot, soixante millions de bras qui sont désormais sans emploi.

Voilà le miracle que la science et ses applications ont permis d'accomplir.

— Les hommes sont sans emploi à cause de la crise, affirma l'industriel.

— Pardon, reprit Hermodan, ce sont ces soixante millions de bras inutiles qui font la crise. Ne confondons pas. D'abord, procédons par ordre. Pourquoi cet essor inouï de la technique ? Je ne me l'explique que d'une façon : la guerre. Oui, c'est la guerre qui est à la base de ce progrès, comme toutes les guerres d'ailleurs. Le blocus continental, pour ne parler que de cette époque, fut aussi l'occasion d'une floraison d'inventions, d'une poussée vigoureuse de machinisme. C'est que la guerre fait naître des besoins extraordinaires qu'il faut satisfaire sur l'heure. Or la main-d'œuvre manquant parce que les hommes sont aux armées, et nécessité étant mère de l'invention, la technique accomplit d'énormes progrès ; mais ces progrès ne sont finalement réalisés qu'au détriment de la main-d'œuvre.

— Les guerres ont donc de pareilles conséquences ? s'étonna le propriétaire terrien.

— Oui, continua Hermodan, parce qu'elles raréfient la main-d'œuvre. Mais cette raréfaction peut exister sans la guerre et elle produira toujours les mêmes effets. Le grand essor industriel des États-Unis tient à ce que ce pays, pendant longtemps, manquait d'hommes puisqu'il ne pouvait s'en procurer que par l'immigration. Quand on n'en a pas, on est bien obligé de s'en passer, dit la chanson ; alors le machinisme se développa aux États-Unis à l'émerveillement du vieux monde. Chez nous, en France, les progrès de la motoculture dans nos campagnes sont dus à ce que l'agriculture manquait de bras, les ouvriers agricoles désertant les champs pour la ville. La guerre réunit les deux conditions requises pour un

développement intensif du machinisme : besoins immenses de matériel, de munitions, d'effets militaires, etc... ; manque de main-d'œuvre que le Grand Quartier Général ne lâche qu'au compte-gouttes. Alors apparurent, ou se généralisèrent, les machines-outils à grand rendement, l'outillage semi-automatique, l'usage intensif de la force motrice et notamment de l'électricité, les perfectionnements de la standardisation, le meilleur aménagement des locaux, enfin la fameuse rationalisation.

— C'est exact, remarqua l'industriel, nous avons tous été atteints du mal de la « rationalisation ». Aux États-Unis d'abord, en Allemagne ensuite, puis plus tardivement en France. On cherche à faire le maximum dans le minimum de temps et en réduisant le facteur humain à sa plus simple expression.

— Et la production, continua Hermodan, est partie comme une flèche dès que le dernier coup de canon fut tiré. Il a suffi de transposer le progrès technique réalisé, de l'industrie de guerre aux industries du temps de paix, pour arriver, en quelques années, à produire des stocks fantastiques et à libérer trente millions de travailleurs. Les vaticinations de mon dément de tout à l'heure se sont réalisées.

— N'oubliez pas que les femmes, pendant la guerre, ont envahi bureaux et usines, et qu'elles y sont toujours, observa le propriétaire terrien, et ceci doit aussi entrer en ligne de compte.

— Très juste, fit Hermodan. Cependant mon chiffre de trente millions de chômeurs ne tient compte que des chômeurs assistés. Il faut ajouter à ce chiffre tous les chômeurs partiels qui sont peut-être aussi nombreux, enfin les hommes qui, bien qu'ayant

perdu leur emploi, ont des réserves suffisantes du fait qu'ils étaient mieux payés : je pense aux directeurs, employés supérieurs, ingénieurs, etc. Le chiffre des travailleurs de tous genres, actuellement congédiés ou dont traitements et salaires sont considérablement réduits, est très supérieur à trente millions.

Les progrès surprenants de la technique

— Parlons un peu de cette grande trouvaille des industriels : la rationalisation ! continua Hermodan. N'est-ce pas le manque de main-d'œuvre pendant la guerre qui l'a fait naître ? C'est un nouveau triomphe de la technique, car elle permet, comme vous le disiez, de produire dans le minimum de temps, avec le minimum d'hommes, le maximum de produits. D'ailleurs pour aller plus vite, on tâche de diminuer la variété des objets qu'on fabrique : quelques types de modèles, c'est tout. On se lance, alors, dans la grande série, le travail à la chaîne, etc.

Cette dernière façon de travailler, *à la chaîne*, poursuivit Hermodan, est caractéristique. L'objet à fabriquer : bicyclette, machine à écrire, automobile, tracteur, etc..., est enfanté sur un chariot qui, en se déplaçant, défile devant de petits groupes d'ouvriers. Ceux-ci, au passage, en quelques gestes rapides et toujours les mêmes, ajoutent quelque chose au monstre en gestation. Au bout de la chaîne, il sera bicyclette, machine à écrire, automobile... Elles arrivent ainsi toutes faites le plus vite possible. Quant aux ouvriers qui accomplissent toujours les mêmes gestes monotones, on s'arrange pour qu'ils soient

en très petit nombre. Si vous parvenez à retrancher de la chaîne un ouvrier, c'est un succès ; deux ouvriers, c'est mieux encore et ainsi de suite. On cherche aussi à économiser le temps. Si la chaîne a pu défiler en gagnant cinq minutes sur l'horaire, c'est un succès ; si elle gagne dix minutes, c'est un triomphe.

Grâce aux machines et à l'organisation méthodique, le rendement de chaque ouvrier a donc augmenté dans des proportions étonnantes ; de sorte qu'avec un nombre toujours plus restreint d'ouvriers et un outillage toujours plus perfectionné, on parvient chaque jour à produire davantage. Production accrue et main-d'œuvre en diminution constante. Les résultats obtenus au cours de ces dernières années tiennent tout simplement du prodige.

A cet égard, la palme revient aux États-Unis et à l'Allemagne. Ces deux pays sont aussi ceux où la crise a fait ses premiers ravages. Prenez au hasard le fer, l'acier, le verre, les chaussures, etc... Dans un grand nombre d'industries, la production d'un ouvrier a passé du simple au double, au triple, souvent au quadruple, quelquefois à bien davantage encore. Et tout cela en l'espace de quelques années. L'automobile ? Avec le même nombre d'ouvriers on fait aujourd'hui cinq fois plus d'automobiles qu'il y a quinze ans. Dans l'industrie du verre ? Il suffit de se servir de la machine Owens, et 9 ouvriers en remplacent 90. Il y a mieux encore : un ouvrier, il y a quelques années, fabriquait une centaine d'ampoules électriques par jour. En lui adjoignant une machine automatique, ce même ouvrier en fabrique 3.143 en 8 heures. Voulez-vous d'autres exemples encore ?

— Ces chiffres sont très éloquents, interrompit l'un de nous. Ils expliquent la surproduction.

— Ils expliquent bien autre chose encore. C'est que les ouvriers perdent leur travail puisqu'on a de moins en moins besoin de leurs services. Car vous supposez bien que, devant cette production inouïe, ce ne sont pas les machines que l'on supprime, ce sont les ouvriers que l'on congédie. Ceux qui restent suffisent pour fabriquer tout ce dont on a besoin, et même davantage. Tenez, voici encore un chiffre qui vous fera rêver. Les États-Unis sont équipés pour fabriquer 700 millions de paires de chaussures par an ! Bien entendu, le cordonnier a complètement disparu. Choisissons un autre exemple, celui du verre en Tchéco-Slovaquie. Il illustre remarquablement notre raisonnement. Les Tchéco-Slovaques sont des verriers et il n'est pas nécessaire de faire l'éloge des verres de Bohême. Or, en 1920, le pays comptait sept entreprises différentes qui, au total, employaient 3.000 ouvriers spécialisés et 5.000 manœuvres. Retenez bien ces chiffres. Ces 8.000 ouvriers fabriquaient de 50 à 60 millions de bouteilles chaque année. Aujourd'hui les 7 entreprises sont réduites à quatre, dont chacune produit 75.000 bouteilles par jour ! Cela fait près de 100 millions de bouteilles chaque année ! Mille ouvriers seulement au lieu de 8.000 parviennent à fabriquer deux fois plus ! Dans l'industrie du papier, dans celle de la cellulose, dans d'autres encore, je puis vous donner des chiffres du même ordre. Rien que pour les chemins de fer, les États-Unis ont diminué leur personnel de plus de 250.000 unités en moins de dix ans.

Prenons le tabac et, en particulier, la fabrication des cigarettes. Il existe des machines en Amérique qui roulent 2.500 cigarettes à la minute ! Pour la conduite d'une de ces machines, un seul ouvrier suffit.

Un seul ouvrier suffit encore à surveiller la fabrication journalière de 30.000 barils de farine. Un seul ouvrier, toujours, suffit à surveiller la fabrication automatique de 400.000 tuiles dans la journée.

Dans la grande centrale de Rummelsberg, un seul homme, devant un tableau, règle la distribution de tout le courant électrique à une ville importante.

Deux ouvriers suffisent à la manœuvre d'une presse hydraulique capable de forger des pièces d'acier pesant 30.000 kgs. Vous rencontrez fréquemment, dans les usines, des portiques aériens qui élèvent de vingt mètres, à la minute, des charges de 500.000 kgs ; savez-vous combien d'hommes sont nécessaires pour les actionner ? Deux ; il en eût fallu deux mille autrefois.

L'homme devient ainsi l'accessoire momentanément indispensable à la machine.

Vous allez peut-être croire que je choisis des exemples exceptionnels ? Le progrès technique, c'est exact, n'a pas fait partout des bonds aussi prodigieux, sinon la crise serait encore plus grave. Il est donc intéressant de rechercher des moyennes. On s'est livré à l'étude qui consiste, en quelque sorte, à découvrir le rythme du progrès, au cours de ces dernières années, en tenant compte du développement de l'usage de la force motrice et notamment de l'électricité. L'examen attentif a porté sur quatre années seulement en Allemagne, de 1925 à 1929. Quatre ans, c'est peu de choses dans la suite des siècles ! Cependant, dans ce court laps de temps, quelles troublantes constatations !

Dans les mines de houille, la puissance produc-

trice d'un ouvrier augmente d'un tiers. Elle augmente de 39 % dans l'industrie de la potasse. Pour le coke, l'augmentation est plus considérable encore et atteint 67 %. Pour la fonte et l'acier, un ouvrier a augmenté sa force productive de moitié.

Aux États-Unis, l'étude du phénomène a porté sur une durée un peu plus longue, soit sur huit années d'après-guerre. Ces huit années ont suffi pour qu'un ouvrier moyen ait vu sa production journalière augmenter de moitié dans les aciéries, mais de 139 % dans les hauts-fourneaux. Elle a augmenté de 88 % dans le raffinage du pétrole, de 97 % dans l'industrie automobile, de 163 % dans la fabrication des pneus. Je vous répète qu'il s'agit là d'une moyenne et que ce progrès a été réalisé au cours de huit années seulement !

Si l'on envisage un laps de temps un peu plus grand, on arrive à des résultats ahurissants. Le canal de Suez a été creusé aux environs de 1865. A cette époque, un certain cube de terre à déplacer nécessitait l'emploi de 4.000 ouvriers. Il y a quelques années, on creusait le canal du Welland au Canada, et la même masse de terre a été déplacée par cinq ouvriers seulement. Évidemment les premiers se servaient de brouettes ; les seconds, d'un matériel compliqué : excavateurs mécaniques, appareils électriques ou à air comprimé qui perforent les roches, enlèvent les terres... Vous me direz que la fabrication de cet outillage a absorbé, lui aussi, de la main-d'œuvre. C'est juste, mais il a été fabriqué avec un nombre incomparablement plus petit de spécialistes de tous genres et il servira longtemps avant d'être hors d'usage.

Telle est l'augmentation de la puissance créatrice de l'homme en un peu plus d'un demi-siècle. Je la

concrétise encore d'une manière plus saisissante, si c'est possible, en vous disant qu'un ouvrier — dans l'industrie du fer — fait aujourd'hui en une heure le travail qui aurait exigé huit jours il y a 50 ans.

— C'est vrai, dit le propriétaire terrien, d'une manière générale, l'électricité a permis de faire des prodiges.

— Quels prodiges ! et à quelle allure ! reprit Hermodan. Il y a quarante ans, une dynamo donnait péniblement 250 kilowatts. Les groupes générateurs, en ce moment, donnent 150.000 kilowats à la tension de 220.000 volts. En trois ans, de 1925 à 1928, — et qu'est-ce que trois ans dans la suite des siècles —, l'énergie électrique, mise à la disposition de la production, a augmenté de 37 %. Mais si l'on fait entrer en ligne de compte toutes les forces domestiquées par l'homme : charbon, huiles, gaz minéraux, eau, etc..., on constate que, dans le monde entier, l'homme a, en moyenne, une énergie mécanique dix fois supérieure à celle de ses bras. Étonnez-vous donc si son travail, grâce à l'énergie empruntée à la nature, a un rendement qui ne cesse de croître !

Comme nous restions silencieux, le commerçant parisien se souvint brusquement que son arrière-grand-oncle avait été un simple paysan. Il émit donc l'idée originale que voici :

— Croyez-en le vieux paysan que je suis, dit-il. Que chacun retourne à la terre dont il a eu tort de s'éloigner. Il y a place pour des millions de bras dans les campagnes qui se dépeuplent. Mais voilà, l'existence y est dure, les soirées sont longues..., il n'y a pas de cinéma...

— Vous ne voulez pas dire que le machinisme est encore inconnu à la campagne ? répondit Hermodan.

— Non, mais il y a de la place encore pour tous nos chômeurs, répliqua le commerçant. Ils n'ont qu'à venir partager *notre* labeur et *nos* peines. Mais voilà, ces messieurs ont pris l'habitude de vivre à la ville, et ils s'imaginent que ce serait déchoir que de reprendre la pioche du laboureur.

— Quelle illusion ! fit Hermodan. La campagne s'est « rationalisée » elle aussi, toujours pour la même cause : manque de main-d'œuvre. Comme les paysans ont été happés par l'industrie qui leur promettait de gros salaires, il a bien fallu se passer d'eux. L'agriculture a fait des progrès inouïs et si son machinisme n'a pas encore atteint l'intensité qui règne dans l'industrie, il est en train de mettre les bouchées doubles et rien ne l'arrêtera. Croyez-moi, les « mangeuses de journées » font des petits partout, elles foisonnent un peu plus chaque année.

Mais regardez donc nos routes et comptez les véhicules traînés par des chevaux ? Ils deviennent de plus en plus rares. C'est qu'un camion vaut une bonne douzaine de tombereaux et accomplit sa besogne dix fois plus vite. Où sont nos attelages puissants qui traçaient péniblement leurs sillons ? C'est maintenant une « brabant » que conduit une fillette sans se donner trop de mal. Son travail est même beaucoup plus régulier que celui des six bœufs marqués de roux. Petit à petit tout s'industrialise. Voyez le lait. Où sont les barattes de nos grand'mères ? Aujourd'hui, une laiterie, même coopérative, fonctionne presque mécaniquement. L'écrémage ne se fait plus en laissant reposer le lait pendant une demi-journée ; c'est la force centrifuge qui s'en charge, entraînant l'écré-

meuse à la vitesse de six mille tours à la minute. Crème et caséine se séparent instantanément, l'une file par la gauche, l'autre par la droite. Le ruisseau de crème se dirige vers la chambre à maturation d'où il repart pour l'opération, mécanique encore, du barattage, tandis que le ruisseau de caséine va se solidifier en fromage et sérum d'engrais. Qu'est-ce qu'il faut pour tout cela ? Un moteur de dix chevaux qui donne force, chaleur et lumière, une ou deux manettes que l'on relève ou que l'on abat, un bouton que l'on pousse, quelques manœuvres insignifiantes qu'un enfant mène à bien, et voici des mottes de beurre, des centaines de kilogrammes de fromage. L'électricité a transformé déjà l'agriculture au point qu'un homme qui a quitté la terre il y a vingt ans ne s'y reconnaît plus. Produit en quantité astronomique par la force de l'eau, le courant transformé peut effectuer des parcours énormes sans trop grande perte d'énergie. Puis on le fractionne, on le coupe, on le raccorde ; tout cela automatiquement. On arrive ainsi à l'utiliser presque à toutes fins ; il va actionner des turbines, traîner des trains express, illuminer cités et chaumières, mouvoir l'aiguille fragile d'une machine à coudre. Ce courant invisible a remplacé des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses. Le voici qui fait la traite des vaches en série, écorche la terre en sillons profonds, écrase des tonnes de raisin dans de gigantesques pressoirs. Il va broyer les engrais et les tourteaux, égrener le maïs, concasser les grains. Il hache les racines et les pailles. Plus loin, il actionne un pétrin et moud la farine, il scie le bois, pompe l'eau, bat le blé, l'orge, le seigle, l'avoine, monte le foin dans la grange.

— Arrêtez-vous. Cela, c'est pour demain ou, tout au moins, c'est, pour l'instant, réservé aux pays de grande culture, trancha le commerçant parisien.

— Erreur, dit Hermodan de plus en plus lyrique. Prenez un département pauvre et dont la population a été réduite de moitié depuis la guerre — c'est Joseph Barthélémy, membre de l'Institut, qui l'a constaté — ; ce pauvre département abandonné fournit plus de céréales, plus de bétail, plus de vin qu'il n'en a jamais produit. Après cela, vous pouvez bien tirer l'échelle !...

— En appuyant sur le bouton électrique, dit le pharmacien.

— Si vous voulez, dit Hermodan. En tous cas, la dépopulation des campagnes a conduit à leur surproduction. Tels sont les effets du machinisme.

Dans le monde civilisé, et plus particulièrement en Amérique, les travailleurs agricoles, devenus presque inutiles, connaissent une misère noire. Car la science a permis de labourer, ensemencer, récolter, battre, moudre avec un outillage qui n'exige qu'un personnel de plus en plus squelettique. Les terres rendent davantage, grâce à l'emploi de nouveaux engrais chimiques qui fertilisent les sols les plus ingrats. On sélectionne les graines, les plantes alimentaires, les textiles. On sait les défendre contre les maladies. Mêmes progrès en ce qui concerne l'élevage, les procédés de récolte et de transport. On conserve mieux les matières alimentaires et on tire profit des sous-produits.

Voyez ce qui s'est passé pour le blé. Nous allons ici mettre le doigt sur l'action directe qu'a eue la guerre. Les agriculteurs, à la mobilisation, quittent leurs champs et partent pour les armées. Conséquence immédiate : la récolte du blé est tout de suite déficitaire. Vous me direz que les femmes ont pris la place

des cultivateurs qui manquaient. C'est exact, mais leur intervention n'a pu que diminuer le déficit qui fut considérable dans tous les pays belligérants. Alors Américains et Canadiens, devant cette occasion inattendue, s'empressent de semer du blé sur une superficie plus que doublée. C'est parfait, puisqu'ils vont pouvoir ravitailler les populations des pays alliés. Mais tout a une fin, même la guerre. Les agriculteurs sont démobilisés et se remettent à faire du blé comme avant 1914. Alors il y a trop de blé dans le monde, d'autant plus que l'on a fait appel aux tracteurs, aux moissonneuses-batteuses, etc., qui permettent de produire beaucoup plus avec moins de monde. Ne parlons pas du « dry farming », cette nouvelle méthode de faire du blé là où il n'avait jamais pu pousser. Certes, les États-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Australie ont, depuis lors, restreint leurs emblavements. Ceux-ci dépassent cependant, rien que pour ces quatre pays, de plus de quinze millions d'hectares ceux d'avant-guerre. Crise du blé, chute des prix et, malgré tous les procédés de stockage connus, on finit par être obligé de le laisser pourrir sur place. Et je n'ose aborder la question des blés russes...

L'histoire du sucre est tout aussi édifiante. C'est la guerre, mais pas la dernière, qui nous a valu la découverte du sucre de betterave. Cela remonte au blocus continental qui nous privait des arrivages du sucre de canne. Les savants se mirent au travail et, grâce à eux, on fabriqua du sucre en France. Arrive la grande guerre qui, de nouveau, va tout bouleverser. Les champs de betteraves sont situés dans les régions envahies. Qu'à cela ne tienne, les États-Unis et le Canada vont se mettre à cultiver de la betterave afin de nous ravitailler en sucre. Mais les pays qui font de la canne à sucre veulent profiter de l'aubaine et se mettent à doubler leur production. La canne à sucre

finit même par triompher de la betterave, alors qu'en 1914, les deux concurrentes étaient à égalité. Mais la guerre se termine et les régions envahies sont libérées ; vite, on se remet à cultiver la betterave et, bien entendu, on offre des primes aux cultivateurs pour qu'ils puissent concurrencer le sucre de canne qui, lui, a bénéficié d'un grand progrès technique pendant les hostilités. D'où crise du sucre qu'on essaie d'atténuer par des droits protecteurs. On réussit si bien à maintenir les prix que, bien que les stocks mondiaux aient doublé, des pays comme la Colombie s'outillent pour faire du sucre de betterave. Pendant ce temps, Java a quelques millions de tonnes sur lesquelles le gouvernement a accordé des avances et qu'on ne parviendra peut-être jamais à écouler !

A quoi bon vous parler du café. Vous savez que les Brésiliens ont été réduits à le jeter à la mer. En cinq années la production avait tout simplement décuplé. Là où il y avait un sac de café, il y en avait dix. C'est dur de détruire ces richesses sans profit pour personne. Malgré tout, les stocks sont amplement suffisants pour alimenter le monde pendant longtemps. Or une nouvelle récolte est en terre et des pays qui, jusqu'ici, ne possédaient aucun plant de café, se sont mis à le cultiver en raison des prix élevés que le gouvernement brésilien a trouvé moyen de maintenir. Coton, caoutchouc, laine, etc..., la plupart des matières premières ont augmenté dans des proportions du même ordre. Partout les conséquences furent les mêmes : abondance et chute des prix. Souvenez-vous-en, car nous en reparlerons.

Plus la production augmente et plus la consommation diminue

— Parlons-en tout de suite, reprit le propriétaire terrien. Abondance et chute des prix ! Mais ce sont précisément les conditions idéales pour que le nombre des heureux sur terre augmente en progression géométrique. La multiplication des richesses ne peut jamais être un mal, leur bas prix encore moins. Soutenir le contraire est un paradoxe.

— Voire, dit Hermodan. Plus la production augmente, sous l'influence du progrès technique, et plus la consommation diminue. C'est le phénomène auquel nous assistons depuis plusieurs années, n'en déplaise aux petits hommes d'État qui font des conférences pour prouver le contraire. L'homme, je ne cesse de le répéter, a vu, grâce à la machine, augmenter sa puissance de production à un rythme de plus en plus rapide. Alors l'homme, dont le travail n'est plus nécessaire, perd son salaire et, du même coup, sa puissance de consommation. Dans l'ordre actuel des choses, contesterez-vous que toutes les richesses dans le monde n'aient un légitime propriétaire ? Pour se les procurer, il est indispensable de fournir quelque chose en échange, car personne ne les distribue gratuitement. Or la majorité des hommes

n'ont qu'une richesse, leur travail. C'est en louant leur intelligence ou leurs bras qu'ils obtiennent de l'argent avec lequel ils pourront consommer. Si le travail manque, la consommation disparaît ou est réduite dans la mesure du secours que reçoit celui qui n'avait que son labeur pour vivre. C'est tellement évident que cela n'a plus même besoin d'être démontré. Le progrès technique a déjà dégagé, au sens chimique du mot, trente millions de chômeurs. Ces hommes sont rayés de l'armée des consommateurs et toute la crise vient de là.

Trente millions de chômeurs dans le monde ! Mettez que chacun d'eux ait deux personnes à sa charge, c'est un minimum. Cela fait 90 millions d'êtres humains qui ne consomment que juste ce qui est indispensable à les maintenir en vie. C'est presque la population réunie de la France et de l'Allemagne ! Vous avez entendu parler du pouvoir d'achat ? C'est ce que les moyens de chacun de nous permettent d'acquérir. Calculez la diminution de pouvoir d'achat de ces 90 millions d'êtres humains ! Une étude du Bureau International du Travail l'évalue à 500 milliards de francs chaque année. N'est-ce pas amplement suffisant pour expliquer la lente paralysie qui gagne toutes les affaires agricoles, commerciales, industrielles ? Ce n'est pas tout. A côté de ces chômeurs complets (c'est-à-dire régulièrement secourus par les États ou les collectivités), il y a les chômeurs partiels. C'est une armée dont le nombre ne le cède en rien à la première. Ceux-là ne sont pas assistés, mais vous admettrez bien qu'ils ne consomment guère plus qu'un chômeur qui touche une allocation. Voilà donc une nouvelle diminution du pouvoir d'achat frappant une autre masse de millions d'hommes qui passent, avec leur famille, au camp des sous-consommateurs. Nous pouvons hardiment l'éva-

luer à la même somme, soit encore 500 milliards de francs chaque année. Ajoutez encore tous les autres consommateurs qui sont forcés de se restreindre parce que leurs ressources ont diminué : appointements réduits, revenus inférieurs ou toute autre cause. Nouvelle diminution du pouvoir d'achat pour une troisième catégorie de consommateurs. Car tout se tient.

La rationalisation, cette nouvelle mystique de la production, consiste, nous l'avons dit, à faire une chasse impitoyable aux efforts déréglés ou mal conçus. C'est la destruction systématique de la main-d'œuvre partout où elle peut être remplacée par une machine qu'il suffira désormais d'entretenir et de surveiller. Les ouvriers ont changé d'usine d'abord, de métier ensuite, puis le progrès technique les jette un beau matin pêle-mêle sur le pavé où ils vont rejoindre les contremaîtres, les comptables, les ingénieurs et les petits patrons. La machine tourne, plus elle tourne et plus la production enfle, déborde..., et plus les consommateurs disparaissent.

— C'est évidemment le côté tragique de la technique, dit le propriétaire terrien, mais cela s'est vu à toutes les époques et chaque fois on en est sorti.

— Mais cette fois-ci, reprit Hermodan, on n'en sort pas.

— Que vous dites ! interrompit l'industriel.

— Que je répète ! répliqua Hermodan. On en sortait autrefois parce que la technique n'avait pas accompli les progrès qu'elle vient de réaliser au cours de ces dernières années, mais il devait forcément arriver un jour où le volume du travail offert serait

toujours inférieur à la demande. La guerre a rapproché cette échéance d'un certain nombre d'années, mais celle-ci devait fatalement sonner.

Permettez-moi, une fois de plus, de décomposer ce phénomène qui nous déroute. Dès que la consommation a commencé à diminuer pour les causes que je dénonce, les commerçants ont vu qu'ils vendaient moins. Ils se sont empressés de passer moins de commandes aux fabricants. Ceux-ci, dont le rythme de production, dans les années qui ont suivi la guerre, était extraordinairement élevé, précisément en raison des destructions qui avaient été la conséquence du conflit, ont vu leurs carnets de commandes se dégarnir. Tout naturellement ils ont dû réduire leur cadence de fabrication. Comme les commandes diminuaient toujours, ils ont dû ralentir encore, puis diminuer leurs frais. Par quel procédé ? En faisant appel à la déesse « rationalisation », c'est-à-dire en congédiant des ouvriers. On a fermé un, puis deux ateliers. Du même coup on créait quelques sous-consommateurs. Et ainsi de suite... Pour les ouvriers congédiés, la diminution du pouvoir d'achat est évidente. De même pour les comptables, contremaîtres, ingénieurs, directeurs qui ont perdu leur emploi. Le commerçant vendant moins, voit son bénéfice diminuer ; or son bénéfice, c'est son pouvoir d'achat. L'industriel dont le chiffre d'affaires diminue, gagne moins d'argent, puis en perd ; son pouvoir d'achat est en baisse. Il fait perdre de l'argent à ses commanditaires, ou à ses actionnaires, ou à ses prêteurs. Le pouvoir d'achat de tous ces gens-là fond à vue d'œil. Le ralentissement des affaires a mis nombre de commerçants et d'industriels en mauvaise posture. Or ils avaient fait appel à leurs banquiers qui leur prêtèrent de l'argent. Ceux-ci sont obligés de faire rentrer leurs créances, et ce n'est malheureusement plus

possible : grosses pertes pour les banques dont certaines sont obligées de fermer leurs guichets, diminution du pouvoir d'achat des déposants. De proche en proche, tout le monde est atteint : la Bourse, le théâtre, l'hôtellerie, les compagnies de navigation, les chemins de fer, la rue de la Paix, les commissionnaires, les tailleurs, les restaurants, etc..., tout le monde voit ses ressources diminuer. A leur tour, ce sont les agriculteurs qui ne joignent plus les deux bouts... et les impôts augmentent, d'une part, parce qu'ils rentrent mal, d'autre part, parce qu'il faut venir au secours des chômeurs. Dans quelles poches va-t-on puiser l'argent nécessaire aux allocations ? Dans celles des contribuables dont l'État, à son tour, est obligé de rogner le pouvoir d'achat. C'est un cercle infernal dans lequel tous les pays sont entrés et je ne vois pas bien par quel miracle ils en pourraient sortir...

— On arrivera bien à un palier, comme disent les économistes qui étudient les conjonctures, interrompit le propriétaire terrien.

— Pourquoi ? reprit Hermodan. Je vois au contraire, chaque jour, le mal faire des progrès en obligeant les producteurs à employer des machines plus souples, plus dociles, moins coûteuses que la main-d'œuvre, et cela dans un seul but : tenir, tenir coûte que coûte. Le progrès technique va-t-il s'arrêter ? Est-ce que, lui aussi, va atteindre un palier et s'y tenir ?

— Ce que vous dites là, fit l'industriel, est excessivement grave. Cela ne peut pas être vrai.

— L'idéal du progrès technique n'est-il pas la suppression totale de la main-d'œuvre ? reprit Her-

modan. C'est vers ce but qu'il tend. Il ne l'atteindra peut-être pas demain, mais il s'en rapproche un peu plus tous les jours. Le chômage étant la rançon du progrès technique, comment celui-ci ne s'accroîtrait-il pas du moment que le progrès ne ralentit jamais ?

Cette diminution du pouvoir d'achat est un mal qui sévit dans tous les pays du monde. Tous en sont atteints dans la mesure où leur production s'est mécanisée. Les États-Unis en ont souffert les premiers, car c'est chez eux que la rationalisation, le travail à la chaîne, les usines gigantesques, réglées comme les rouages d'une montre, ont pris une extension prodigieuse. Après avoir battu le record du progrès technique, il était juste qu'ils battissent le record du chômage. Ils ont de treize à quinze millions de sans-travail. En Allemagne, l'essor industriel fut aussi extraordinaire. Ce pays a une capacité de production qui, pour un bon nombre d'objets, exigerait la clientèle de toute la planète. Résultat : l'Allemagne a six millions de chômeurs. Les Anglais, les Tchéco-Slovaques, les Italiens, les Hollandais, les Belges, les Japonais, et j'en oublie, ont eux aussi des outillages perfectionnés. Chez eux aussi sévit le chômage. Quant à nous autres Français, nous avons été atteints les derniers par la crise, parce que nous n'avions pas — sauf dans le Nord — commis trop d'excès de ce genre. Il me semble cependant que le chômage ne nous a pas épargnés non plus. Partout, asphyxie générale, et chute du bien-être social.

— Et mêmes réactions? demanda le propriétaire terrien.

— Partout mêmes réactions, continua Hermodan. Dès que le pouvoir d'achat des consommateurs diminue dans un pays, ce sont les commerçants, puis les

industriels qui en ressentent le contre-coup. Avant de se décider à réduire leur fabrication, ces derniers cherchent par quels moyens ils pourraient quand même écouler leurs stocks et ils font vite le raisonnement suivant : si le pouvoir d'achat a diminué chez nous, dépêchons-nous d'aller nous emparer de celui des voisins. On ne songe donc plus qu'à exporter pour aller découvrir, de l'autre côté des frontières, ces consommateurs désirés. Mais les voisins ont déjà constaté le même phénomène chez eux. Ils ressentent déjà la diminution du pouvoir d'achat de leurs nationaux et veulent en conserver le monopole, coûte que coûte. D'urgence ils demandent au gouvernement d'élever la barrière douanière qui les protège. Et si cette élévation ne suffit pas, on la surélèvera encore. En quelques années, toutes les frontières se sont hérissées de tarifs plus protecteurs les uns que les autres. C'est une guerre économique qui s'est déclanchée, de pays à pays, sur toute la surface du globe. Mais en cette matière également, si j'ose dire, le progrès technique a été mis à contribution ; on a inventé de véritables gaz asphyxiants d'une nature spéciale : les contingentements. Quel perfectionnement remarquable de la défense économique ! Grâce à cet affreux mot, un pays règle l'importation au compte-gouttes et ne laisse échapper qu'une fraction infinitésimale du pouvoir d'achat de ses nationaux. Grâce à cet artifice, on n'a presque plus rien à redouter des primes à l'exportation et du dumping qui permettaient de pénétrer chez le voisin, sinon par la porte, du moins par la fenêtre. Mais d'autres raffinements, insoupçonnés jusqu'ici, n'ont pas tardé à faire leur apparition. On a concentré tous les échanges de devises entre les mains de l'État ou de la banque d'émission, qui se sont mis à contrôler la légitimité des paiements et du même coup des importations.

On s'est aperçu, aussi, qu'en altérant la monnaie d'un pays, — en diminuant sa valeur comme de juste — les industriels indigènes voyaient, plus ou moins rapidement, baisser leurs prix de revient, ce qui permettait encore un raid sur les marchés situés de l'autre côté de la frontière. C'est un avantage bien problématique et en tous cas excessivement passager, car ils ne tarderont pas à payer plus cher la main-d'œuvre et le percepteur. Peu importe ; pendant quelques mois, au moins, on pourra razzier le pouvoir d'achat du voisin. On a vu ainsi des pays laisser choir délibérément leur monnaie, dans l'espoir de la rattraper adroitement un peu plus bas et celui de réaliser momentanément un bénéfice sur le change. Hélas, peine perdue. A cette torpille nouvelle, les assaillis trouvèrent une cuirasse plus épaisse sous forme de taxes compensatrices de change. C'est d'une simplicité charmante : les produits sont frappés d'un impôt proportionnel à la dévalorisation de leur monnaie d'origine...

— C'est ce qu'a fait l'Angleterre, interrompit l'industriel.

— Non, elle ne l'a pas fait exprès, continua Hermodan, mais nous avons riposté comme si elle l'avait fait volontairement. D'ailleurs le chômage, chez elle, n'a pas baissé comme la livre. Au contraire, il a augmenté.

— Alors cette guerre économique n'est pas une des causes de la crise comme on aime à nous le répéter. Elle en serait une des conséquences, conclut l'industriel.

— Sans aucun doute, répondit Hermodan. C'est, je l'affirme, une conséquence de la diminution uni-

verselle du pouvoir d'achat. Mais ce n'est pas tout. La volonté bien arrêtée de conserver le pouvoir d'achat de ses propres nationaux a inspiré toute une littérature. « Achetez Français » — « Achetez Allemand » — « Achetez Belge, Tchéco-Slovaque, Japonais, Bulgare »... C'est le leit motiv d'une symphonie internationale. On fait cette bonne recommandation à ses nationaux en même temps qu'on les encourage chaudement à vendre à tous leurs voisins.

— J'ai même lu à Neuilly des affiches criant « Habitants de Neuilly, achetez à Neuilly », fit observer le pharmacien.

— Les idées simples sont celles qui font le plus de chemin, conclut Hermodan.

De quelques conséquences...

— C'est évidemment très regrettable, dit le propriétaire terrien qui se souvient de la vieille théorie libérale. Mais tout finit par se tasser, car on a toujours connu le chômage. Il finit par être résorbé grâce à des inventions nouvelles qui créent des besoins insoupçonnés. Des industries se créent et absorbent les chômeurs et tout repart... jusqu'à la crise suivante.

— Je voudrais bien que vous me disiez, répondit Hermodan, comment vous pouvez concevoir une industrie ou des industries — à votre choix — capables d'absorber 30 millions de chômeurs ! C'est-à-dire fournir un pouvoir d'achat aux populations réunies de la France et de l'Allemagne ! C'est impossible à imaginer.

— D'abord vous oubliez qu'une reprise des affaires diminuera ce chiffre colossal. Les nouvelles inventions absorberont le reste.

— Une reprise ? dit Hermodan. Mais cette reprise n'est possible que si un nouveau pouvoir d'achat veut bien tomber en pluie bienfaisante sur tous les peuples. S'il ne tombe pas du ciel, d'où pourrait-il bien surgir ?

— Quel dommage, dit le pharmacien, que la machine ne puisse multiplier le pouvoir d'achat des hommes comme elle multiplie les produits qui leur sont nécessaires !

— Pardon, répliqua Hermodan, l'essai en a été tenté. On a inventé la presse à billets. Malheureusement, plus elle fabrique et plus ce qu'elle fabrique se déprécie. Le problème n'a pas fait un pas.

— Il est clair, dit l'industriel, que le travail est la grande source du pouvoir d'achat et dès qu'il vient à manquer...

— J'allais oublier qu'un essai d'un autre genre a été tenté, interrompit Hermodan. Il est dû à l'esprit inventif des Américains. Ils ont fait le raisonnement suivant : le pouvoir d'achat baisse chez nous, qu'à cela ne tienne, nous allons escompter le pouvoir d'achat des années futures. Ce fut leur grande politique dite de la prospérité : vente à tempérament de tout ce que vos moyens ne permettaient pas de payer aujourd'hui. Cette tentative audacieuse conduisit au krach de 1929. Il fut le début de la catastrophe mondiale.

— Cependant, dit le propriétaire terrien, toute l'économie est actuellement au ralenti, car personne ne veut dépenser. A côté des gens qui ne dépensent pas, parce que leur travail s'est évanoui, il y a ceux qui pourraient dépenser et qui ne le font pas, soit parce qu'ils sont inquiets, soit pour toute autre cause. Sans ces derniers, il n'y aurait pas de thésaurisation.

— La thésaurisation, nous en reparlerons, dit Hermodan. Remarquons seulement, en passant, qu'elle sévit partout, même en Amérique, ce pays des auda-

cieux et des risque-tout. On thésaurise, à mon avis, parce que les affaires sont incertaines et qu'on court plus de risques de perdre son argent que de chances d'en gagner. On thésaurise aussi à cause de la déflation générale des prix. Personne n'a intérêt à acheter lorsque les prix baissent. Pourquoi acheter aujourd'hui, puisqu'on ne cesse de répéter que l'objet que je convoite sera moins cher demain ?

— Il y a quand même des achats que vous ne pouvez pas différer trop longtemps, rétorqua l'industriel. Votre pardessus s'usera bien un jour, et vous serez obligé de le remplacer.

— Très juste, répondit Hermodan, pour moi surtout qui en ai encore les moyens. Mais ceux pour qui c'est une dépense somptuaire ! J'ai eu l'occasion de visiter, l'année dernière, quelques pays de l'Europe centrale où la misère est installée à demeure depuis quelques années. On ne se fait qu'une faible idée des compressions que peut supporter le budget d'une famille lorsque la détresse l'impose. Mais voulez-vous que nous revenions à nos moutons ? Les affaires, en reprenant, diminueront le nombre des chômeurs. Je le souhaite. Nous avons un industriel parmi nous, qu'en pense-t-il ?

— En ce qui me concerne, répondit l'interpellé, ma situation est facile à résumer. J'ai réduit mon personnel au strict minimum. J'y suis parvenu après plusieurs compressions successives auxquelles j'ai procédé, chaque fois, avec l'espoir que ce serait la dernière. Je marche en veilleuse et c'est encore un peu trop pour satisfaire la poussière d'ordres que je reçois.

— Et si demain les affaires reprenaient ? pour-

suivit Hermodan, procéderiez-vous tout de suite à des embauchages de personnel ?

— Comme vous y allez ! répondit l'industriel. Vous n'y pensez pas ! Je puis facilement faire face à une sérieuse augmentation de mon chiffre d'affaires sans modifier la composition de mes ateliers. Comme je joins tout juste les deux bouts, je ne puis espérer réaliser un léger bénéfice qu'autant que je resterai dans le statu quo en ce qui regarde mes frais d'exploitation. Il me suffirait d'augmenter mes approvisionnements de matières premières et de subir une dépense supplémentaire de force motrice, pour répondre à une augmentation de la demande. Et je crois avoir oublié de vous dire que je tourne cinq jours seulement par semaine et six heures par jour. Mon usine est fermée tous les samedis. Si les affaires reprennent, il me suffirait de faire travailler sept heures, puis huit heures si le mouvement s'accentuait, puis le samedi si vraiment je sentais qu'une avalanche d'ordres fut imminente. Il faudrait revenir à mon chiffre de 1929 pour que je sois contraint d'embaucher du monde.

— Et vos confrères ? interrogea Hermodan.

— Ils vous tiendraient le même langage, répondit l'industriel. Cette crise a été pour nous une grande école d'économie. Nous avons fait la chasse à tous les mouvements inutiles, à toute fausse conception d'organisation. C'est à ce prix que nous tenons. Vienne la reprise et je vous assure qu'il faudra d'abord reconstituer nos réserves évanouies avant de nous lancer dans des dépenses nouvelles.

— Vous vous exprimez, dit Hermodan, comme tous les industriels de ma connaissance. Je crois

qu'il faudrait une reprise sérieuse et durable avant que l'on n'aille puiser dans le réservoir des trente millions de chômeurs. En tous cas, personne n'espère pouvoir reconstituer les effectifs d'autrefois.

— Et de loin, je vous assure, conclut l'industriel. D'ailleurs, le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas. Nous avons trop amélioré nos conditions de fabrication sous l'empire des dures nécessités de ces dernières années.

— Donc, résuma Hermodan, ne comptons pas trop sur la reprise des affaires pour dissiper le cauchemar du chômage. Affecter de le croire est puéril. Restent les industries nouvelles qui pourraient surgir, disions-nous, à l'occasion de besoins insoupçonnés. Que peut-on en espérer du point de vue particulier qui nous préoccupe ? Là-dessus, je vais encore dissiper quelques idées toutes faites. S'agit-il d'un produit de remplacement ? Ou, si ce mot de remplacement vous choque, s'agit-il d'une nouveauté qui viendra s'ajouter à des articles déjà existants ? Si oui, l'industrie nouvelle commencera d'abord par faire disparaître quelques maisons existantes et augmentera encore le chômage. Elle n'absorbera ensuite qu'une partie de cette main-d'œuvre.

— Expliquez-nous ça, interrompit le propriétaire terrien, assez surpris.

— Par la simple observation des faits, dit Hermodan. La musique mécanique et la T. S. F. ont porté un préjudice considérable, non seulement à l'industrie du piano, mais encore à l'ensemble des musiciens professionnels dont la détresse est grande dans tous les pays. Un orchestre, enfermé

dans une salle à Paris, peut se faire entendre dans les cafés de toutes les villes de province. Les gens qui vivent de l'industrie du phonographe ou de la T. S. F. sont certainement beaucoup moins nombreux que les musiciens qui perdent leur gagne-pain. Le cinéma se contente de beaucoup moins d'artistes dans ses studios que les théâtres n'engageaient d'artistes en province. La fabrication des moteurs Diesel n'a pas absorbé le chiffre d'ouvriers que réclamait la fabrication des chaudières. Les usines de ciment à fours rotatifs absorbent beaucoup moins de main-d'œuvre que les carrières de pierres, et ainsi de suite.

— Et l'automobile, s'écria triomphalement le jeune ingénieur. Elle fait tout de même vivre plus de monde que le cheval. Elle y a mis le temps, car c'est depuis peu qu'elle chasse le cheval de ses derniers retranchements. La cavalerie ! Entre nous, n'était-ce pas délicieux de conserver, pour le temps de guerre, un animal dont on ne voulait plus se servir en temps de paix ? Enfin, on motorise l'armée !

— Dites qu'on la *moteurise*, protesta Hermodan, car je ne sache pas que le mot *motor* soit français. La moteurie remplacera la cavalerie, comme l'a prévu et correctement exprimé le général Estienne, père de la nouvelle arme. Mais l'automobile ne s'est pas bornée à remplacer le cheval ; la voici qui, depuis plusieurs années, s'attaque au chemin de fer lui-même. Attendons encore pour décider si votre exception confirme la règle.

Mais qui veut trop prouver ne prouve rien. Admettons que je fasse erreur et que les industries de remplacement absorbent tous les ouvriers des industries remplacées. Nous n'aurons encore rien

fait pour atténuer la crise de chômage. Restent les industries entièrement nouvelles, nées d'une découverte sensationnelle créant des besoins nouveaux. L'aviation me paraît en être le prototype. Il est clair que l'aviation a fourni du travail sans en enlever à personne. Une industrie née d'un besoin nouveau vient puiser dans le réservoir immense des sans-travail. Non pas, évidemment, en n'embauchant que des chômeurs, mais en prélevant du personnel dans certaines industries qui, à leur tour, doivent compléter leurs cadres en offrant du travail, ce qui revient exactement au même. Il y a là un espoir, mais il ne faudrait pas en exagérer l'importance, car toute industrie nouvelle est « rationalisée » dès sa naissance. Elle prend le progrès technique au degré le plus élevé où il est parvenu. Ce qui revient à dire que ces nouvelles venues s'équipent, tout de suite, avec le minimum de main-d'œuvre, en empruntant aux industries existantes tous les perfectionnements, toutes les applications les plus récentes de la science. Pourrait-il en être autrement du moment qu'il s'agit de faire du neuf ?...

— Sur ce point, interrompit l'ingénieur, vous avez complètement raison. J'ai eu l'occasion d'étudier de près des industries qui viennent d'apparaître. On « standardise » au départ et c'est d'autant plus facile qu'on ne lutte ni avec la routine, ni avec la force d'inertie, ni avec le matériel déjà en place.

— Alors, conclut le propriétaire terrien, il n'y a que peu d'espoir de voir diminuer le chômage dans le monde ? C'est simplement effrayant ce que vous dites là.

— Le progrès technique va-t-il s'arrêter demain ? riposta Hermodan. Sûrement non, puisque la crise

accélère encore son rythme. Je ne dis pas que le chiffre colossal des chômeurs d'aujourd'hui ne diminuera pas légèrement sous l'influence d'événements qu'il m'est impossible de prévoir ; mais ce que j'affirme, c'est que cette atténuation devrait être logiquement de courte durée, et la montée croissante du nombre des sans-travail reprendra bien vite. Je ne serais pas surpris que le monde comptât bientôt 35, 40, 45 millions de chômeurs. Je ne vois aucune raison pour qu'il en soit autrement, bien au contraire.

— Bien au contraire ! reprit le propriétaire terrien.

— Bien au contraire, répondit Hermodan. Non seulement je vois des causes d'aggravation, mais je constate que la soupape de sûreté a complètement disparu. C'était l'émigration. On oublie toujours que le progrès technique, bien avant la guerre, avait déjà dégagé un nombre considérable de travailleurs ou, ce qui serait plus juste, on perd complètement de vue qu'il n'y avait pas en Europe, déjà à cette époque, du travail pour tout le monde. C'est qu'on ne tient jamais compte des vingt millions d'Européens qui, en l'espace d'une quarantaine d'années, sont allés se fixer en Amérique. Les États-Unis, le Canada, le Mexique, l'Argentine n'ont pu être mis en valeur que grâce à l'appoint de ces déserteurs involontaires. Cet exutoire n'existe plus. Aucun pays neuf n'accepte de main-d'œuvre étrangère, car, chez lui aussi, l'industrie et l'agriculture se sont développées rapidement et, déjà, il souffre du chômage. Nous connaissons des nations qui reconduisent à la frontière les travailleurs étrangers qu'une nécessité passagère avait laissé pénétrer sur leur territoire. Combien de sans-travail compte-

rions-nous en ce moment en France, si nous n'avions pas été contraints d'avoir la cruauté de remercier — c'est-à-dire de condamner à la misère dans leur pays d'origine — ceux que nous étions allés chercher pour relever nos ruines ?

— On leur rendait la vie impossible dans les ateliers et sur les chantiers, ajouta l'industriel.

— Oui, continua Hermodan, la masse ouvrière n'est vraiment internationaliste que lorsqu'il y a du travail pour tout le monde. Elle a l'excuse que le chômage actuel est une chose abominable.

Le chômage technologique

Le lendemain soir, nous discutâmes du chômage et des secours que l'on donnait aux chômeurs. Soudain le propriétaire terrien émit un doute sur l'intensité réelle du fléau.

— On signale de tous côtés, dit-il, de véritables escroqueries au chômage. Ne croyez-vous pas que des paresseux ne sont que trop portés à embrasser cette nouvelle profession ? Il ne faudrait pas que ces gens-là vinssent s'installer dans le chômage et vécussent désormais aux crochets de la communauté. Il y a tant de gens qui sont fatigués par tempérament ou par destination.

— Ne vous illusionnez pas à cet égard, répliqua Hermodan. Qu'il y ait quelques resquilleurs, le contraire serait surprenant. Mais qu'ils forment, eux et leur famille, la population réunie de la France et de l'Allemagne !... Vos craintes ne sont pas justifiées. Bien au contraire, le fléau du chômage est celui que redoutent le plus les ouvriers, car il leur paraît inexplicable.

— C'est vrai, dit l'industriel, et je vous assure que j'ai le cœur serré lorsque je suis obligé de signifier à des hommes qui n'ont aucune ressource, que je

n'ai plus de travail pour eux. J'ai conscience de la détresse que va provoquer ma décision.

— Oui, appuya Hermodan, c'est la détresse, l'affreuse misère qui fait son entrée au logis. Et c'est aussi immérité qu'incompréhensible. La maladie de l'ouvrier, chef de famille, est déjà une épreuve bien dure. C'est l'épée de Damoclès suspendue sur la tête de chaque travailleur. Cette crainte empoisonne l'existence de beaucoup. Savoir que femme et enfants ne mangeront, ne seront vêtus, n'auront un foyer modeste qu'autant que la santé ne vous jouera pas de mauvais tour ! C'est le fond de la conversation des ménagères dont la famille est nombreuse. Je connais ce milieu pour y avoir donné mes soins. Dès que la maladie frappe le père, les petites dettes s'accumulent. On doit au boulanger, à l'épicier, au boucher, puis au propriétaire. Seuls quelques rares privilégiés exigent d'être payés comptant, les autres font crédit... Alors, dès que la santé est revenue, la mère s'emploie pendant des mois à éteindre ces petits comptes et à boucher le trou. Quelle chance quand tout le passif a disparu, avant qu'une nouvelle maladie ne ramène la catastrophe. Les ouvriers, croyez-moi, aiment leur travail ; ils ont presque tous la fierté de leur métier. Quelle est la première phrase qui m'accueille lorsque je donne mes soins à la victime d'un grave accident ? Invariablement celle-ci : « Pourrai-je encore travailler ? » Il y a, dans ces mots, toute l'angoisse de l'homme qui craint d'être ruiné d'un seul coup, lui et les siens. « Il ne pourra plus travailler ! », dit par une femme d'ouvrier en regardant ses enfants, est l'annonce du plus grand malheur qui puisse fondre brutalement et sans appel !

Aujourd'hui, à la maladie, à l'accident toujours possible, il faut ajouter le chômage, c'est-à-dire la disparition de l'unique gagne-pain, alors que, bien portant, on est prêt à accepter le labeur le plus pénible. Allez donc comprendre...

Car celui qui n'a que son travail pour vivre, se trouve, si ce travail manque, dans une situation pire que celle du sauvage qui, lui, peut cueillir où bon lui semble de quoi se nourrir. Mais dans nos sociétés policées, tous les biens existant sur terre ont un légitime propriétaire, et cette propriété n'est pas un vain mot puisqu'il est possible de la transmettre à ses enfants et même à qui bon vous semble. Celui qui vient au monde, tout nu, surtout au sens figuré, est-il donc condamné à mourir de faim ou de froid ? Est-ce son lot dans cet univers qui regorge de richesses au point qu'on les gaspille ou qu'on est obligé de les détruire ? Non, il peut avoir sa part, mais à condition qu'il travaillera au préalable. « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Bien, il accepte la dure loi qu'on lui enseigne dès qu'il est en âge de se servir de ses bras. Il accepte de vivre médiocrement, au jour le jour, du produit de son labeur. Mais voilà que le travail disparaît ! Le seul moyen qui lui ait été laissé de subsister n'existe plus ! C'est affreusement barbare lorsqu'on y réfléchit. J'en viens à me demander sur quel droit exorbitant on pourrait bien justifier la propriété elle-même, si le droit au travail ne peut plus se dresser, en face, comme la contre-partie toute naturelle de ceux qui n'ont rien. Du moment qu'ils sont venus au monde, tous les hommes ont droit à la vie.

— Hum, c'est bien révolutionnaire ce que vous dites là, fit le propriétaire terrien.

— C'est tout simplement logique, fit Hermodan, et tout le monde le sent si bien que l'on s'empresse de fournir aux chômeurs le minimum indispensable à la vie. Il s'agit là d'une solidarité élémentaire. Mais ce qui me choque, c'est qu'on se refuse à voir dans ce drame autre chose qu'un phénomène passager, intermittent. On vote des secours comme aux victimes de la grêle ou d'un incendie.

— On organise une tombola, appuya le pharmacien, comme on se propose de le faire pour sauver les finances publiques !

— C'est ridicule, dit Hermodan. Considérer comme un accident fortuit qu'une masse d'hommes et leurs familles, égale à la population réunie de la France et de l'Allemagne, n'ont plus de travail et n'en auront plus jamais ! Cela passe l'imagination. Voilà qu'on organise des petites fêtes mondaines pour la caisse des chômeurs. On dîne et on se fait photographier en leur honneur. C'est à pleurer !

— Et on fait mettre ça dans les journaux avec le nom des invités, dit le pharmacien. Le baron Cabot, la sémillante vicomtesse de Venézy-Myvoire, et cette excellente marquise douairière de Glozel et autres lieux...

— Pardonnez-leur, Seigneur ! reprit Hermodan. En attendant, les États se ruinent, les budgets enflent à vue d'œil ! Exemple : l'Angleterre et ses trois millions de chômeurs. Combien de gens ont cru, avec M. Mac Donald, que la baisse de la livre, en donnant un coup de fouet à la production, per-

mettrait de résorber les chômeurs ! Ils n'ont jamais été aussi nombreux !

Comme de juste, les États-Unis battent tous les records avec, dit-on, une bonne quinzaine de millions de chômeurs. C'est aussi le pays, répétons-le, où la technique avait fait le plus de progrès. L'Allemagne vient ensuite en bon rang, avec un chiffre dépassant six millions. Remarquons que les statistiques fournies par les gouvernements ne concernent que les chômeurs enregistrés et ne donnent, donc, qu'une idée approximative du chômage effectif. En Suisse et même en Belgique, on se sert du terme « chômeur intermittent » pour désigner celui qui, bien qu'étant sans travail, a reçu l'assurance qu'il serait réintégré, dans un délai déterminé, dans son ancien emploi.

— Les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, observa le propriétaire terrien, sont les pays les plus durement atteints, mais ce sont aussi ceux qui avaient commis le plus d'excès en tous genres.

— L'Angleterre, dit Hermodan, ne me paraît pas jusqu'ici avoir fait des folies. Elle avait péniblement revalorisé sa livre avant l'accident d'août 1931. Le progrès technique, encore, est à la base de son chômage. Il débuta dans les mines de charbon le jour où l'on commença à préférer le mazout et l'électricité au vieil anthracite. Puis la guerre provoqua la création de grandes industries dans les dominions et, par contre-coup, les exportations anglaises furent sévèrement touchées.

Tous les pays sont durement atteints, presque sans exception, même ceux chez qui l'industrie est de date toute récente. Aucun n'a échappé aux

conséquences du progrès technique. Prenons-les au hasard, dit-il, tels que je les trouve dans un rapport du Bureau International du Travail, que voici :

— L'Autriche ? questionna le pharmacien.

— Fâcheusement éprouvée. En sept ans, le chômage a passé de 149.000 à 300.000. L'allure ne cesse de croître et, bien entendu, je ne vous cite que la moyenne mensuelle des chômeurs secourus.

— La Belgique ? fit l'industriel.

— Suit la même progression, répondit Hermodan. 9.000 il y a sept ans, près de 160.000 aujourd'hui. J'allais oublier les chômeurs « intermittents » dont vous connaissez la définition. Leur chiffre a passé de 25.000 à 121.000. Voici les chiffres des dominions anglais, ils sont éloquents car ils passent de 34.000 à 117.000 en Australie ; de 17.000 à 71.000 au Canada ; de 3.000 à 41.000 dans la Nouvelle-Zélande.

— Et nos voisins les Suisses, demanda le propriétaire terrien. Leur économie était autrefois remarquablement équilibrée.

— Ils passent de 5.000 chômeurs, en 1926, à 22.000 aujourd'hui. Mais, eux aussi, ont des « intermittents ». On en comptait 6.000 au début de la crise, ils sont 45.000 en ce moment !

— Et la Tchéco-Slovaquie ? questionna l'industriel ; c'est un pays où la rationalisation a fait de rapides progrès.

— Comme son chômage, continua Hermodan.

Il était de 8.000 unités en 1925, il dépasse 500.000 aujourd'hui. La Roumanie a progressé de 10.000 à 35.000. La Suède de 24.000 à 41.000. Les Pays-Bas de 26.000 à 153.000 !

— Et la Pologne ? s'enquit le pharmacien.

— Statistiques assez compliquées, dit Hermodan. Je prends le chiffre des chômeurs enregistrés par les bureaux de placement. La moyenne mensuelle en 1927 était de 165.000 ; elle avoisine le chiffre de 300.000 quatre ans plus tard.

— Et le Japon ? demanda le jeune ingénieur.

— Je trouve 481.000 chômeurs en juin 1932, répondit Hermodan.

— Et l'Italie que nous allions oublier ? fis-je à mon tour.

— Il faut distinguer les chômeurs complets qui passent de 110.000 en 1925 à 900.000 en 1932, et les chômeurs partiels qui vont de 9.000 à 37.000 dans le même laps de temps. Mais nous avons encore quelques petits pays très intéressants : le Danemark, par exemple. Je prends, en ce qui le concerne, les chiffres fournis par les bureaux de placement : 38.000 en 1925, 131.000 en novembre 1932, dernier chiffre indiqué. J'ajoute que le chômage sévit aussi bien dans les mines que dans l'industrie du bâtiment, le bois, la métallurgie, la construction mécanique, le papier, l'imprimerie, le textile, l'habillement, le cuir, l'industrie chimique, l'alimentation, les transports, l'hôtellerie, etc...

— Et la France ? demanda l'industriel. On nous avait cependant bien dit que nous échapperions à la crise !

— C'était de la politique, dit Hermodan. Nous avions 705 chômeurs secourus en 1925. Ils dépassent 300.000 au début de 1933. Le chiffre serait plus élevé si nous n'avions rapatrié un certain nombre d'ouvriers étrangers... Vous voyez, continua-t-il, que le fléau n'épargne personne, bien que, dans chaque pays, on s'évertue à le combattre. Peut-être a-t-on réussi à ralentir sa marche ascendante ; quant à renverser la vapeur, c'est une autre affaire. L'Allemagne a imaginé de faire exécuter de grands travaux d'utilité publique...

— Ou sans utilité du tout, interrompit le pharmacien.

— Tout marcha à peu près bien tant que les crédits étrangers affluèrent, reprit Hermodan ; puis ils tarirent d'abord et se congelèrent ensuite. Le chômage, aux dernières nouvelles, n'était pas en décroissance.

Si nous passons aux secours distribués aux chômeurs par les États et les collectivités, ils atteignent des sommes très élevées. Je puis vous indiquer quelques chiffres suggestifs. Nos amis belges versaient 22 millions de francs à leurs chômeurs en 1925. Ils leur ont versé un peu plus de 260 millions en 1931. C'est coquet pour un petit pays. Je ne connais pas le chiffre de 1932, mais il est certainement supérieur encore.

Aux Pays-Bas, les secours ont quadruplé. En Italie, on consacrait aux sans-travail une somme de 44 millions de francs en 1924. Elle a augmenté, d'année en année, et atteint 151 millions en 1930. Elle est certainement plus élevée en ce moment.

La Grande-Bretagne, comme vous savez, a institué

le « dole ». Cette dépense annuelle atteignait quatre milliards de francs en 1924, elle s'élève à onze milliards en 1932.

Je puis vous fixer sur les allocations que paie l'Allemagne avec deux chiffres impressionnants : 7 milliards de francs en 1928 qui passent à 18 milliards en 1931. Le total de 1932 m'est inconnu, mais il doit être plus grand puisque le chômage a encore augmenté.

Ces dépenses, qui vont croissant sans cesse, finiront par devenir intolérables, car, de même qu'un ultime fétu ajouté à la charge du chameau le plus robuste l'oblige à ployer les jambes, de même un dernier chômeur finira par faire craquer le dernier budget de la dernière nation. Les secours en espèces conduisent à la ruine.

Mais ce qu'il y a de plus poignant encore dans le drame que nous vivons, c'est que la jeunesse ne trouve plus à s'employer. Les jeunes gens sortent des écoles, chargés de diplômes et de connaissances variées. Or, toutes les carrières sont au complet et, de quelque côté qu'ils se tournent, l'horizon est bouché. La jeunesse sans avenir ! Du moins sans avenir comme celui pour lequel elle avait été élevée. Impossible pour les jeunes d'entreprendre et de risquer ; plus de vie active comme nous la comprenons.

Pensez que sur les quelque dix mille chimistes qui sortent des universités allemandes, deux ou trois douzaines d'entre eux, à peine, peuvent exercer leur métier !

— Ah ! l'instruction obligatoire, l'école unique, les cités universitaires ! comme c'est beau en théorie,

dit le propriétaire terrien. Mais si toute cette élite ne peut aspirer qu'à une allocation de chômage, quel gaspillage !

— Allons donc ! dit le Militant. Rien de cela ne se produirait si l'on avait socialisé les moyens de production.

— Tant que le progrès technique, reprit Hermodan, laisse des possibilités de travail supérieures à la demande, le chômage n'est que momentané. Il dure juste le temps nécessaire pour que les capitaux économisés trouvent à se réemployer d'une manière productive. Mais dès qu'il a atteint et surtout dépassé l'étiage qui permettait de donner du travail à tous les hommes, n'ouvrirait-il pas la porte à la sous-consommation, puis à la misère, pour provoquer, en fin de compte, l'effondrement total de la Société ?

La tenace illusion des besoins illimités et des débouchés nouveaux

— Non, non, non ! mille fois non ! s'écria le négociant parisien. Votre raisonnement paraît logique, mais il présente une lacune, une véritable crevasse. Que le monde souffre en ce moment et que chaque nation se replie sur elle-même, d'accord. Mais demain ! Voyons, c'est au moment où nous regorgeons de richesses : vin, blé, café, coton, laine, métaux, charbon, pétrole, électricité, produits manufacturés, etc..., que la misère s'installerait partout ? Vous oubliez les possibilités immenses que représentent les pays neufs ! Songez aux centaines de millions de Chinois qui vivent encore misérablement, à tout le continent noir qui est à peine entr'ouvert à la civilisation ! Votre surproduction actuelle fait hausser les épaules. Peut-on parler de trop de richesses dans un monde où les trois-quarts des habitants manquent encore de tout ! Les besoins sont illimités, tout existe pour les satisfaire, et vous annoncez les pires catastrophes ! Ce n'est pas sérieux. Non, mille fois non, votre raisonnement ne tient pas debout !

— Bravo, crièrent tous les auditeurs, dans un

magnifique unisson à faire pâlir le chœur antique. Bravo, voilà le langage qu'il fallait tenir !

Hermodan laissa passer cette manifestation collective sans s'émouvoir. Il attendit que nous fussions calmés et reprit en ces termes :

— Voilà le grand mot lâché : les besoins sont illimités. Théoriquement oui. Les Arabes, les Chinois, les nègres ont besoin d'automobiles, de phonographes, de machines à écrire, de vêtements confectionnés, de parapluies, de brosses à dents... Oui, ils ont un impérieux besoin de tout ça, comme vous avez un impérieux besoin d'un château historique, d'une écurie de courses, d'une galerie de tableaux de maîtres et de la bibliothèque d'Alexandrie...

— Je ne comprends pas, dit le négociant parisien.

— C'est cependant très simple, continua Hermodan. Si vous ne vous achetez pas une Rolls-Royce, qui vous serait cependant bien utile, c'est probablement parce que vous n'en avez pas les moyens. Les Chinois, les Arabes, les nègres n'achètent pas nos produits industriels parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Et voilà !

Il fit une légère pause, puis continua :

— Toujours la même erreur , on aime à répéter : la production et les besoins sont illimités, donc tout va s'arranger. C'est inexact, c'est malheureusement inexact. Oui, la production est illimitée grâce à la science. Prenez le blé : j'admets parfaitement qu'il soit théoriquement possible d'extraire, de l'air que nous respirons, assez d'azote pour fabriquer la quantité d'engrais nécessaire pour rendre fertiles les ter-

rains les plus réfractaires à la culture, et nourrir ainsi toute la terre. Il y a des mines de fer, de cuivre, de plomb, de charbon, des champs pétrolifères, etc., etc..., capables de fournir des quantités inépuisables de matières premières. C'est affaire de capitaux et d'organisation. Malheureusement la consommation, elle, est bien loin d'être illimitée. Les seuls besoins qui entrent en ligne de compte sont les *besoins solvables*, ceux qui sont accompagnés d'un paiement. Dire que des millions de Chinois ont besoin de mille choses que nous pouvons leur procurer, c'est faire pleuvoir des vérités premières, car il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'en Chine pour rencontrer des gens qui seraient enchantés de pouvoir s'offrir quelques douceurs. Vos Chinois peuvent-ils payer ce que nous serions trop heureux de leur vendre ? Toute la question est là. Si oui, soyez persuadés qu'ils satisfont d'ores et déjà leurs désirs. Si non, alors ces millions de Chinois, d'Indiens, d'Arabes et de nègres n'existent pas pour vous. Ils n'existent pas plus que s'ils habitaient la lune.

Car, enfin, il n'est cependant pas question de donner les marchandises, mais de les vendre. Or malheureusement ils ne peuvent pas acheter, parce qu'ils n'ont rien à donner en échange de ce que vous êtes disposés à leur vendre.

— Autrement dit, ils n'ont pas d'argent, cela me paraît évident, dit le pharmacien, sans quoi il y a gros à parier qu'ils s'en serviraient.

— Alors c'est une simple question d'argent ? demanda le négociant qui avait de la peine à se laisser convaincre.

— C'est une simple question d'argent, comme

vous dites si bien, confirma Hermodan. C'est pour cette même raison banale que vos clients d'autrefois font grève aujourd'hui, et que votre magasin reçoit si peu de visiteurs sérieux.

— C'est donc une simple question de numéraire ? demanda encore le négociant parisien de moins en moins convaincu.

— De numéraire ou de carnet de chèques à votre choix, reprit Hermodan ; on pourrait même dire que leur pouvoir d'achat est réduit à sa plus simple expression.

— Mais on ne peut donc pas créer un pouvoir d'achat à ces gens de couleur ? dit le négociant parisien.

— Si, comme aux blancs, dit Hermodan, en leur fournissant du travail. Mais si vous êtes capable de procurer du travail aux Chinois et aux nègres, vous feriez bien de commencer par en donner à vos trente millions de chômeurs d'Europe et d'Amérique.

— Voyons, dit le propriétaire terrien, il faudrait tout de même s'entendre. Les Chinois ont une monnaie d'argent. Si nous adoptions le bimétallisme, comme d'excellents esprits le suggèrent, nous pourrions faire des affaires avec les Chinois et leur vendre nos produits.

— D'accord, dit Hermodan ; nous pourrions leur vendre *quelques* produits. Nous leur en vendrions jusqu'à concurrence de leur stock monétaire. Leurs pièces d'argent viendraient en France et iraient grossir l'encaisse de la Banque de France. Cette institution aura ainsi doublé son stock d'or d'un stock

d'argent. Et ensuite ? Ensuite les Chinois n'auront plus de numéraire. Pour qu'ils puissent continuer à vous acheter, il faudra que vous trouviez le moyen de leur rendre ce fameux numéraire. Comment vous y prendrez-vous pour qu'il fasse retour à la Chine ?

— En leur achetant, dit le propriétaire terrien. Je parle de faire des affaires avec les Chinois, ce qui veut dire des achats et des ventes. Il est clair que je ne puis pas leur vendre toujours sans rien leur acheter.

— Bravo, dit Hermodan, nous y sommes. Dites-moi, s'il vous plaît, ce que vous leur achèterez ? Vous avez déjà trop de tout, trop de blé, trop de riz, trop de maïs, trop de coton, trop de laine, trop de charbon, trop de pétrole, trop de produits manufacturés. Voulez-vous que je reprenne l'énumération impressionnante de notre ami le négociant ?

— On peut leur acheter de la soie, risqua l'ingénieur.

— Ah non ! intervint vivement le négociant parisien. Il y a des stocks à Lyon, à Turin, au Japon ! Grand merci. Son prix est inférieur à celui de la soie artificielle, ce qui est inouï puisque la soie artificielle, en principe, devait se substituer à la soie naturelle en raison de son prix moins élevé.

On proposa le riz. Mais l'Indochine et l'Italie en regorgent. Les métaux, les bois exotiques, etc..., n'eurent pas plus de succès à cause encore des stocks existants. Finalement on convint que l'on pourrait faire venir quelques objets d'art chinois.

— A condition de pouvoir les vendre à Paris ou

à Londres, ce qui est douteux. On a déjà beaucoup de peine à les écouler, crut devoir faire observer le négociant parisien.

— Reste un moyen, dit le pharmacien : intensifions nos importations de nids d'hirondelles.

— En résumé, reprit l'ingénieur, vous ne croyez donc plus aux débouchés nouveaux ? D'immenses marchés sont actuellement fermés, d'autres, plus considérables encore, sont à peine prospectés, et cependant ils ne constituent plus, selon vous, la soupape de sûreté nécessaire à notre production momentanément déréglée ?...

— Je répète ce que nous disions il y a un instant, répondit Hermodan. Il est impossible de vendre sans acheter quelque chose en contre-partie. Un marché n'est pas un endroit où l'on écoule sa marchandise. C'est un endroit où l'on achète et où l'on vend. Impossible de faire longtemps l'une de ces opérations sans faire l'autre ensuite. Croire qu'un pays peut toujours vendre sans rien acheter, c'est appliquer la théorie du mouvement perpétuel à l'économie politique, et, malheureusement, cette théorie ne tient pas debout. Le commerce international revêt toujours la forme du troc — marchandises contre marchandises, — la monnaie ne servant qu'à le faciliter. Or les matières premières et les objets fabriqués surabondent partout. Et vous me proposez froidement d'augmenter encore ces stocks ? S'il vous est impossible d'acheter, il va vous devenir impossible de vendre.

— Mais, continua le propriétaire terrien qui tenait à son idée, je puis bien vendre aux Chinois sans être obligé de leur acheter moi-même quelque chose ?

Il suffit que d'autres peuples achètent à ma place ; c'est tout le secret du commerce international.

— Bravo, dit Hermodan, mais déplacer le problème n'est pas le résoudre. Je vous dis qu'aucun peuple ne peut acheter, parce que partout il y a des stocks de matières premières dont le prix ne cesse de baisser et des produits fabriqués qui ne trouvent pas preneurs.

— Mais ils finiront bien par être absorbés, ces fameux stocks ! répliqua le propriétaire terrien, en désespoir de cause.

— Je voudrais que vous eussiez raison, continua Hermodan imperturbable. Mais rien n'est moins certain. D'abord parce que leur écoulement est très lent en raison de la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs, ensuite parce qu'ils continuent à augmenter à l'instant même où nous parlons. C'est que les stocks existants ne découragent pas un certain nombre de producteurs, et notamment ceux qui n'hésitent pas en constituer d'autres à un prix de revient moins élevé. S'ils y parviennent, grâce à de nouveaux progrès de la technique, il est clair qu'ils écouleront ces nouveaux stocks malgré la concurrence des anciens. Ensuite parce que, si par hasard ces stocks venaient à diminuer, il suffirait d'appuyer sur l'accélérateur pour que le mécanisme de la production reparte à toute allure. Trop de gens sont à l'affût, n'attendant que ce signal, pour se servir à nouveau de tous les moyens que le machinisme ultra-moderne tient toujours à leur disposition.

— Je reviens à ce que vous disiez tout à l'heure, précisa le propriétaire terrien. Les besoins solvables sont les seuls qui comptent. On a donc tort, évidem-

ment, de les confondre avec les besoins réels qui, eux, sont incomparablement supérieurs. Or ces besoins solvables vont en diminuant, dites-vous ?...

— Permettez-moi de vous interrompre, dit Hermodan. Comprenons-nous bien : il y a la masse des besoins réels qui sont pratiquement illimités, mais leur total ne signifie rien, je vous ai dit pourquoi. Dans cette masse de besoins réels, il y a une fraction constituée par les besoins solvables. Ceux-là sont intéressants, parce que la production peut les satisfaire. Mais cette fraction de besoins solvables va toujours en diminuant, au fur et à mesure que la technique progresse, car ses progrès ont pour effet de supprimer du travail humain, donc de créer du chômage avec toutes ses conséquences, donc de grossir le nombre des sous-consommateurs, puisque les machines qui remplacent les hommes ne consomment pas. Ce qui revient bien à dire que le volume des besoins solvables est une peau de chagrin. Est-ce clair ? Alors, posez-moi votre question.

— Du moment que le volume de ces besoins solvables va en diminuant, reprit le propriétaire terrien, il est clair que les stocks existants vont peser très longtemps sur le marché. La crise ne pourrait prendre fin que si, au contraire, le volume des besoins solvables voulait bien augmenter ?

— Jean Chrysostome ne s'exprimait pas mieux, dit Hermodan.

— Alors, continua le propriétaire terrien, le problème consiste à augmenter le volume des besoins solvables.

— C'est ce que nous formulons en d'autres mots, en prétendant qu'il faudrait grossir le pouvoir d'achat

des consommateurs, précisa Hermodan. Je souhaite, en effet, qu'un nouveau pouvoir d'achat veuille bien tomber du ciel, en pluie bienfaisante, sur toute la surface de la planète. Cela mettrait fin à la crise.

— Et le pouvoir d'achat, poursuivit le propriétaire terrien, ne peut être créé que par le travail, du moins pour la très grande majorité des hommes. Alors le problème...

— Est très compliqué, sinon insoluble, termina Hermodan, car, dans notre régime social, la machine me semble finalement obligée de tourner à vide puisqu'elle n'a de débouchés que dans la mesure des besoins solvables, et que ceux-ci ne sont solvables que dans la mesure où la machine n'a pas tourné...

Comme nous restions un peu abasourdis, — on le serait à moins — la voix du Militant se fit entendre :

— Dans ces conditions, il n'y a qu'à distribuer gratuitement les stocks. Brûler le blé aux États-Unis et au Canada, jeter le café à la mer comme au Brésil, c'est une honte pour notre civilisation. Des gens meurent de faim en Chine et on se sert du blé pour chauffer les locomotives. N'est-ce pas simplement révoltant ?

— Un milliardaire, s'il en reste, dit Hermodan, pourrait s'amuser à votre petit jeu. Prendre possession des richesses au Canada et au Brésil et les transporter en Chine, puis les distribuer sur un territoire qui est aussi grand que l'Europe. En supposant qu'il n'ait à payer que le frêt et les frais de distribution sur des millions de kilomètres carrés, à travers des régions où il n'existe ni routes, ni moyens de trans-

port..., il pourra se distraire ainsi pendant quelque temps avant d'être réduit à la mendicité.

— Et les gouvernements ? questionna l'ingénieur.

— Nous en reparlerons, répondit Hermodan. En tous cas, ce qui se passe sous nos yeux étonnés ne devrait pas nous surprendre. La logique des choses y conduisait tout droit.

— Développez cette pensée, dit le propriétaire terrien.

— Ce serait trop long et il se fait tard, répliqua Hermodan, nous en discuterons demain, si vous le voulez bien.

Propriété individuelle et profit

Le lendemain soir, assis auprès d'un feu clair, toutes pipes allumées, nous priâmes Hermodan de tenir sa promesse. Il débuta par ce préambule :

— Ce que je vais vous dire n'a aucune prétention historique. C'est une hypothèse, une série d'hypothèses qui, à mon avis, fournissent une explication satisfaisante des événements que nous vivons. Interrompez-moi dès que mes déductions vous sembleront un peu trop risquées.

Tout le monde fit un signe d'assentiment, et Hermodan continua :

— Le régime capitaliste est bâti sur deux pierres fondamentales : la propriété individuelle est une de ses assises. L'autre, si vous me permettez cette image audacieuse, c'est le profit. Il est l'aiguillon de toute notre activité économique. Sommes-nous d'accord ?

— Parfaitement, dit le propriétaire terrien, l'homme travaille dans le but de réaliser un profit. Il ne le dépense pas complètement et accumule des épargnes grâce auxquelles il devient propriétaire.

— C'est fort bien raisonné, dit Hermodan. Il est donc clair que si la propriété individuelle ou le profit venaient à disparaître, c'est le régime capitaliste qui s'effondrerait comme une maison en plein tremblement de terre.

Propriété individuelle et profit ! A quel moment ces deux notions ont-elles fait leur apparition dans le monde ? Cela se perd évidemment dans la nuit des temps et il faut, par un bel effort d'imagination, vous reporter aux premiers âges. Comme nous manquons d'indications précises sur la pré-histoire, mes suppositions en valent bien quelques autres.

J'ai idée que les premiers hommes, vivant à l'état sauvage, durent avoir, comme nous, quelques préoccupations alimentaires.

Ils avaient encore, outre le besoin de se nourrir, celui de se défendre contre les bêtes féroces et de se mettre à l'abri des intempéries. Ils ont donc recherché les objets qui leur étaient utiles, c'est-à-dire ceux qui leur permettaient de satisfaire ces désirs élémentaires. Si ces objets étaient abondants, vous m'accordez que ces premiers hommes n'ont jamais eu l'idée de se les approprier. L'air, l'eau du ruisseau, les glands des chênes sont choses utiles, mais existent en quantité illimitée. Qui peut songer à en devenir propriétaire ? Mais notre arrière-grand-père, talonné par la faim et instruit déjà par l'expérience, cherche à abattre du gibier, car il le sait comestible. Le gibier en liberté est innombrable, mais il n'est pas comestible précisément parce qu'il est en liberté. Or, voici qu'en lançant adroitement une pierre, notre ancêtre a abattu un lièvre. Certes cet animal est pareil à tous ses congénères, mais il présente cette particularité que, en raison du jet heureux de la pierre, il va pou-

voir faire l'objet d'un repas. Voilà une qualité qui le distingue de toute la faune qui erre en liberté dans la forêt. Cet animal abattu est *rare* : l'homme va immédiatement se l'approprier parce qu'il est rare.

De même, le premier troglodyte qui passa la nuit dans une grotte dut s'apercevoir qu'il avait pu goûter un sommeil tranquille à l'abri des bêtes fauves. Supposons que les grottes fussent très abondantes dans la région. Il n'y a pas de raison pour qu'il ne se réfugie pas la nuit, tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre, au hasard de son vagabondage. Mais en voici une qui se distingue des autres : elle est spacieuse, presque confortable ; de plus elle est étanche ; enfin elle est difficilement accessible, donc il sera facile d'en défendre l'entrée. Le troglodyte va se l'approprier parce qu'elle est *rare*. Dorénavant elle est sa chose, il y entreposera sa chasse, il y reviendra tous les soirs. Elle est tellement à lui qu'il en interdira l'accès à ceux de ses semblables qui voudraient s'en emparer. Je conclus donc que c'est la *rareté* qui est à l'origine de la propriété individuelle.

— La rareté et l'utilité, crus-je bon de faire remarquer.

— J'ai dit que je sollicitais les interruptions, reprit Hermodan, mais les interruptions intelligentes seulement. Bien entendu il s'agit des choses utiles. Si elles n'étaient pas utiles, vous ne vous apercevriez même pas qu'elles sont rares. Le cerceris antonia est un hymenoptère excessivement rare, mais, comme il ne sert à rien, vous ne vous en doutiez même pas.

Je décidai de me tenir coi.

— Les hommes ont recherché les choses rares dont ils avaient besoin, continua Hermodan. C'est là le

point de départ de l'idée de propriété. Elle devait faire son chemin. Du gibier à la demeure, puis à une portion de terre, la propriété recouvre, petit à petit, presque tout le globe et tout ce qu'il porte à sa surface. Ce n'était pas encore assez ! Elle s'étendit aux brevets d'invention, aux valeurs mobilières, aux marques de fabrique, à la clientèle commerciale. On vit apparaître la propriété littéraire. On put disposer de la propriété de son vivant...

— Et même après sa mort, interrompit le propriétaire terrien.

— Oh, après sa mort ! dit le pharmacien. Même si vous vous faites enterrer dans votre champ, je crois que le champ vous possède beaucoup plus que vous ne possédez votre champ !

— Je reviens à mes moutons, dit Hermodan. Quelqu'un conteste-t-il que c'est la rareté qui fasse la valeur des choses ? Égaré en plein Sahara, je donne ma fortune pour un verre d'eau, mais je donne aussi cette même fortune pour être débarrassé de l'eau, dans nos régions, en période d'inondation. Si je tiens à cette affreuse petite pendule Empire qui est sur la cheminée, c'est qu'elle est un souvenir de famille, donc une chose rare pour moi.

— Où voulez-vous en venir ? dit l'ingénieur.

— A ceci, dit Hermodan : que si tout existait en abondance, la propriété individuelle n'aurait jamais eu de raison d'exister. Elle disparaîtrait donc, comme dit Sismondi, le jour où le roi d'Angleterre, en tournant une manivelle, produirait tout ce qui est nécessaire à la vie de ses sujets. Je continue. Les hommes ont donc recherché les choses rares dont ils avaient

besoin, puis, peu à peu, comme ils sont intelligents et industrieux, ils se sont efforcés d'en augmenter le nombre. Ils inventent le travail qui va multiplier les choses rares. Toute la civilisation n'aura plus qu'un but : diminuer la rareté des choses dont les hommes ont besoin. Mais la variété des choses rares augmentera de siècle en siècle, car dès qu'un désir est satisfait, l'imagination fertile des hommes s'entend très bien à créer de nouveaux désirs.

La rareté est donc l'ennemie du genre humain. Il va lui faire une guerre qui ne s'arrêtera que le jour où elle sera vaincue. Dans cette lutte, au cours des âges, les hommes font des progrès incessants. Après le travail, ils découvrent la division du travail grâce à laquelle ils vont produire vite et mieux. Désormais, chacun se cantonne dans la fabrication d'un objet déterminé à l'exclusion des autres. Ce fut le premier effort de rationalisation et vous savez dans quelle carrière brillante nos grands-pères se sont engagés ! C'est la division du travail qui donna naissance à l'adresse ; c'est la dextérité qui, en permettant de réduire la besogne de chaque homme à une seule opération, va permettre d'augmenter prodigieusement les résultats obtenus. Dans cette guerre contre la rareté, l'homme remporte victoires sur victoires. Il découvre l'outil, ce merveilleux auxiliaire, cet allié incomparable qui va combattre désormais à ses côtés. Puis, des efforts combinés des savants et des praticiens, surgira la machine qui va centupler la force de l'homme. Et un beau jour la rareté est vaincue, grâce aux progrès gigantesques de la technique ! C'est le règne de l'abondance qui commence. Ce devrait être l'âge d'or puisque la rareté condamnait l'homme à la misère !

— Donc tout est pour le mieux dans le meilleur

des mondes, dit l'ingénieur. Nous avons trop de blé, trop de coton, trop de laine, trop de sucre, trop de café, trop de caoutchouc, trop de chaussures, trop de tout !

— Patience, homme pressé, reprit Hermodan. Je me suis laissé emporter par les progrès de la technique ; revenons en arrière, à l'époque si reculée où l'intelligence de l'homme lui révèle les avantages qu'il retirera de la division du travail. Limitant son activité à ne fabriquer qu'un seul objet, l'homme ne va pas être condamné à ne consommer que cet objet. Il découvre l'échange : donne-moi ce que tu fais et dont j'ai besoin, en échange de quoi je te donnerai ce que j'ai fait et dont tu as besoin.

— C'est là qu'apparaît le profit, dit l'ingénieur.

— Non, homme pressé, reprend Hermodan, c'est d'abord le troc. Le profit ne fera son apparition que des milliers d'années plus tard.

— Je suis bien surpris, dit le Militant, qu'il n'ait pas existé des profiteurs à toutes les époques.

— Chronologiquement, reprit Hermodan, vient d'abord la propriété, individuelle ou commune à un petit groupe d'hommes ; beaucoup plus tard vient le troc, car, pour échanger, il faut déjà être propriétaire de ce qu'on offre ; enfin beaucoup, beaucoup plus tard encore, le profit. Analysons le troc primitif. Grâce à la division du travail, j'ai pu produire un objet dont mon voisin a besoin. De son côté il me fournira quelque chose qui m'est indispensable. Je lui rends service en lui donnant ce que j'ai, il me rend service en me donnant ce qu'il a. Mais quel genre de service nous rendons-nous simultanément et réci-

proquement ? Attention, c'est assez subtil ! Le service que se rendent nos deux ancêtres consiste à diminuer la rareté de l'objet que chacun d'eux convoite. Je m'explique : avec ma meule, je fais de la farine. mais j'ai besoin d'un javelot. Puisque je cherche le moyen de m'en procurer un, c'est que je souffre de la rareté de cette arme. Le voisin qui va me la procurer en échange de ma farine, me rendra donc le service de diminuer cette rareté pour moi, au point de la faire disparaître même complètement dès que je posséderai mon javelot. Je lui rends le même service en lui donnant de la farine en échange. Ce double service rendu, nous sommes quittes.

Car le trait caractéristique du troc, c'est l'équité. J'accepte un javelot contre une certaine quantité de farine. Puisque c'est moi qui fabrique la farine, je tâcherai d'en donner le moins possible. Mon partenaire résistera en essayant d'en obtenir davantage. Bref, un moment viendra où nous serons satisfaits l'un et l'autre, car nous estimerons que les services que nous nous rendons sont équivalents. Mais, dans cette opération, la notion de profit n'apparaît pas encore. Elle vient beaucoup plus tard, à l'époque où le troc primitif va se perfectionner à son tour, au point de faire un pas de géant, avec l'invention de la monnaie. Quelle simplification ! Au lieu de me mettre en quête de l'homme qui a précisément ce dont j'ai besoin et qui, en même temps, convoite ce que je possède, je n'ai plus à faire que la première opération : trouver l'homme qui détient ce que je désire, sans me soucier s'il voudra ce que j'ai fabriqué moi-même. Je lui donnerai de la monnaie qu'il acceptera, car il pourra la troquer le jour qu'il lui plaira contre l'objet dont il aura besoin. Quelle découverte magnifique que celle de la monnaie !

— Nous arrivons aux temps modernes, dit l'industriel.

— Pas encore, homme pressé, reprit Hermodan. La monnaie, vous le savez bien, exista dès la plus haute antiquité. Les Hébreux la connaissaient déjà.

— Et sûrement savaient aussi s'en servir, ajouta le pharmacien.

— Mais avant d'arriver à l'or et à l'argent, reprit Hermodan, que d'objets hétéroclites servirent de monnaie ! D'abord les produits de la nature : noix de coco, riz, thé, pointes en silex taillé, coquillages, des animaux, des bœufs...

— Des bœufs ! s'étonna le Militant.

— Des bœufs, reprit Hermodan... Acheter le silence de quelqu'un, c'était lui mettre un bœuf sur la langue. Après les animaux vinrent presque tous les métaux, enfin exclusivement l'or et l'argent. Nous disions que l'usage de la monnaie a permis de simplifier le troc en le décomposant en deux opérations : marchandise contre monnaie, puis monnaie contre marchandise. Tout le monde est prêt à accepter de la monnaie puisque avec elle on se procure toutes choses aussi bien aujourd'hui que dans l'avenir. Mais remarquez que, dans ce troc perfectionné, si les deux échangistes sont bien toujours en présence, les objets dont ils ont respectivement besoin n'y sont plus. Sur ces deux objets il n'y en a plus qu'un seul en scène. Si je reprends l'exemple de tout à l'heure, je vois que je suis seul à offrir de la farine. J'ai, en face de moi, un ou plusieurs acheteurs qui en ont besoin et qui sont détenteurs de monnaie. Il est clair qu'il est presque impossible désormais de mesu-

rer l'intensité des désirs qui s'affrontent. Quelle quantité de monnaie vais-je réclamer en échange de ma farine ? La quantité qui me sera demandée plus tard par celui qui détient le javelot ? Jamais de la vie. Je vends ma farine alors que je n'ai pas encore besoin du javelot. Qu'est-ce qui va donc me décider ?

— Vous en demanderez le plus possible, dit le pharmacien, c'est du moins ce que je fais tous les jours pour mes produits.

— Et vous avez raison, reprit Hermodan. D'une part, j'ai plusieurs acheteurs devant moi et il est assez naturel que je les mette en concurrence. D'autre part, je suis obligé d'apprécier en monnaie le sacrifice que je fais ; donc je calcule, oh ! très approximativement j'en conviens, le prix de revient de ma farine. Ce calcul est possible du moment que toutes les valeurs s'expriment maintenant en monnaie. Et alors je demanderai un petit peu plus que ce prix de revient, car je ne veux pas avoir travaillé pour rien. Je veux un profit ! Voilà la naissance du profit, ce fameux profit qui va devenir le grand moteur de l'activité humaine. Le régime capitaliste est né. Évidemment, je ne saurais trop le répéter, je vous ai simplifié tout ce mécanisme à l'extrême et sans prétendre à l'exactitude historique, mais il me paraît logique que les choses se soient passées de la sorte.

Je continue. La recherche du profit devient le mobile de la plupart de nos actions. Aujourd'hui on ne fait pas pousser du blé pour nourrir des hommes, mais pour gagner de l'argent, cette marchandise idéale que tout le monde désire, puisque, grâce à elle, il devient possible de se procurer toutes les autres. On n'élève pas une maison de six étages pour loger ses concitoyens, mais pour gagner de l'argent. On ne

fabrique pas des vêtements pour habiller les hommes et les femmes, mais pour gagner de l'argent. On extrait du charbon des mines, non pour chauffer ses semblables, mais pour gagner de l'argent. On n'élève pas des animaux de boucherie pour approvisionner les cuisinières, mais pour gagner de l'argent. On ne fabrique pas du ciment pour construire des immeubles, mais pour gagner de l'argent, et ainsi de suite... Bref, la production des richesses n'est plus une fin en soi, mais un moyen de réaliser un profit, c'est-à-dire de gagner de l'argent.

Si ce profit n'est pas consommé, si on l'épargne comme on dit couramment, il devient du capital dans le sens étroit du mot.

Alors on a recherché ce « capital », car, grâce au progrès technique, il va servir à se procurer l'outillage nécessaire pour produire en grand. Le détenteur de ce capital se bornera à le prêter à celui qui s'en servira, et il exigera un profit pour le service rendu.

Le détenteur de ce capital, un beau jour, pourra vivre sans travailler, rien qu'en le prêtant. Il vivra des revenus de son capital à condition que celui-ci en produise, c'est-à-dire à condition qu'il soit investi dans une entreprise de production. Travail, capital, technique, tout est dirigé vers un seul but : produire, produire encore, produire toujours, et réaliser le plus de profit possible.

— Il y a cependant des exceptions à votre règle, interrompit le propriétaire terrien. Nous connaissons des hommes désintéressés qui travaillent pour la science, les arts ; d'autres qui se consacrent au bien public. Toutes les professions libérales, par exemple.

— Évidemment, il n'y a rien d'absolu dans ce que je dis, réplique Hermodan. Mais si la recherche du profit s'applique aux agriculteurs, aux industriels, aux commerçants, aux banquiers, je puis bien affirmer que cette recherche dirige les actes de la presque totalité de nos contemporains.

— Y compris le pharmacien, dit l'ingénieur en s'adressant à son voisin, car enfin vous avez avoué que vous ne travailliez pas pour la gloire.

— Pas de personnalités, dit Hermodan. Je reconnais qu'il y a des professions désintéressées, mais j'ajoute que les hommes d'élite se plaignent souvent de ne pouvoir que « joindre tout juste les deux bouts », ce qui peut paraître comme l'expression du regret discret de ne pas réaliser le plus petit bénéfice. En tous cas, si des savants désintéressés font des découvertes sensationnelles, celles-ci ne tardent pas à être exploitées par d'autres en vue d'un profit substantiel, et l'on peut dire que le progrès technique...

— Ah ! nous y revoilà, interrompit l'ingénieur en souriant.

— Ce n'est pas de la science que je fais le procès, reprit Hermodan en souriant lui aussi, mais je trouve qu'elle devrait profiter à l'ensemble des hommes, alors qu'elle a été détournée, et, si j'ose dire, confisquée par l'intérêt particulier qui ne s'en sert que pour en tirer profit. Une invention n'est exploitée qu'autant qu'elle rapportera de l'argent. Est-ce vrai ?

— Toute la collectivité en tire bénéfice tout de même, fit l'industriel, plus ou moins j'en conviens.

— Hum ! fit Hermodan, on pourrait objecter que

certains progrès techniques ne favorisent qu'une toute petite quantité d'hommes, une quantité presque infinitésimale. Exemple : les grands paquebots de luxe, les trains Pullman, etc... Mais là n'est pas la question. Il y a un côté beaucoup plus grave.

— Nous vous écoutons, dit l'ingénieur.

L'abondance tue le profit et provoque la thésaurisation

— Le profit trouve sa justification, continua Hermodan, dans le service rendu et nous avons dit que ce service consistait toujours à supprimer la rareté dont souffre le consommateur à l'endroit de l'objet déterminé qu'il convoite. Il est donc clair que plus les marchandises seront rares et plus le profit sera grand.

— C'est évident, risquai-je, le profit est proportionnel à la rareté.

— Par exemple, continua Hermodan, si je pouvais être seul à Paris à posséder des oranges, je les vendrais plus cher qu'aujourd'hui où ce fruit se trouve dans toutes les maisons d'alimentation. Le profit intégral, sans discussion aucune, c'est celui qui résulte de l'exploitation d'un monopole. Au contraire, le profit diminue, au point de disparaître complètement, si l'abondance survient. Que valent les pommes en Normandie dans une année de pommes ? Je connais des coins où l'on ne se donne même pas la peine de les ramasser. Voyez-vous où je veux en venir ?

— Au blé qui ne se vend plus, tellement il est

abondant, au point que l'on considère une bonne récolte comme un cataclysme, répondit le négociant parisien.

— Ce qui devrait justifier l'élevage en grand des charançons, dit le pharmacien.

— Je veux en venir à ceci, dit Hermodan. C'est que l'abondance finit par tuer le profit. Or, grâce au progrès technique, la production enfle avec une rapidité de plus en plus grande, et le marché — pour me servir du mot juste — est vite saturé. A ce moment-là, c'est un renversement brutal de la vapeur, et l'économie déraille d'abord, chancelle ensuite.

— Nous n'en sommes pas là, dit le propriétaire terrien.

— Nous en sommes parfaitement là, rétorqua Hermodan. N'avez-vous pas entendu parler des récoltes qu'on laisse pourrir sur place en Amérique, et du café du Brésil que l'on jette à la mer ? Je ne vais pas reprendre notre vieille discussion. Je vous répète qu'il y a deux sortes d'abondance, et c'est de leur confusion que proviennent tous nos malentendus. Il y a l'abondance réelle, celle du langage courant, et qui signifie « qu'il y en a pour tout le monde ». Divisons l'ensemble des récoltes que produit la planète par l'ensemble de la population du globe, et nous voyons, en effet, que tous les hommes sont encore loin de pouvoir manger à leur faim. Cette abondance théorique n'a aucune espèce d'importance dans notre civilisation. S'en préoccuper, c'est commettre l'erreur de Ford qui prétendait s'entêter à construire des voitures jusqu'à ce que chaque homme possédât son automobile. Puis, il y a l'abondance effective qui, elle, est beau-

coup plus restreinte que l'autre, car elle se limite à la satisfaction des *besoins solvables*. Et ceux-ci sont infiniment moins nombreux que les besoins humains. La saturation du marché se produit de plus en plus vite, au fur et à mesure que la technique, en progressant, dégage du travail humain et fait disparaître des consommateurs. Cette abondance-là est la seule dont nous ayons à tenir compte dans l'état actuel des choses. Elle va en se rétrécissant comme une peau de chagrin. Pourquoi cette saturation du marché vient-elle si vite ? Parce que deux voies y conduisent : d'une part, la production augmente — grâce au progrès technique ; d'autre part, la consommation diminue — du fait encore du progrès technique.

— On n'a qu'à moins produire, observa le négociant parisien.

— Si l'on produit moins, riposta Hermodan, on remerciera du personnel et l'on fermera des usines, donc on augmentera encore l'armée des sous-consommateurs.

— C'est un cercle vicieux, dit l'industriel, en s'impatientant. Je ne vous suis plus.

— Voulez-vous admettre un instant que j'aie raison, dit Hermodan froidement. Je récapitule : les hommes produisent dans le but de réaliser un profit. Ce profit n'existe qu'autant qu'il est justifié par le service que rend le producteur au consommateur en diminuant la rareté des choses utiles dont il manque. Mais voilà que la rareté disparaît pour des causes diverses, mais qui résultent toutes d'un machinisme de plus en plus perfectionné. La rareté disparaissant, le profit s'effondre. Si tout ce qui pré-

cède était exact, à quels phénomènes assisterions nous ?

— Ma foi, dit le propriétaire terrien, j'aperçois quelques conséquences logiques. Si le profit vient à disparaître, tous les producteurs subissent des pertes, car il faut réaliser des bénéfices pour amortir le matériel et payer les intérêts des sommes qu'ils ont été obligés d'emprunter.

— Donc la paralysie gagnerait les affaires et diminuerait le bien-être général, dit Hermodan.

— Oui, reprit le propriétaire terrien, et l'on devrait assister à d'innombrables faillites.

— C'est une chose évidemment très rare par le temps qui court, dit ironiquement Hermodan ; et puis ?

— Les capitaux investis dans les affaires, continua le propriétaire terrien, seraient de moins en moins rémunérés.

— Et que deviendraient les capitaux disponibles ? interrogea Hermodan.

— Je ne vois pas bien ce qu'ils pourraient faire, répliqua le propriétaire terrien, dès l'instant où aucun emploi rémunérateur n'existerait plus pour eux. Ils attendraient des jours meilleurs.

— Tiens, dit Hermodan, la thésaurisation ferait-elle son apparition dans le monde ? Nous n'en sommes sûrement pas là, puisque mon hypothèse est fausse, fit-il en souriant ; cependant j'ai entendu dire que les billets se cachaient partout, aussi bien

aux États-Unis qu'en France. On parle de milliards qui dormiraient dans les coffres. Au reste, qu'iraient faire les capitaux hors de leur cachette ? Alimenter des affaires existantes qui ne rapportent plus ! En créer de nouvelles pour augmenter encore cette abondance désastreuse qui aboutit à la sous-consommation ? J'ai l'impression, mais ce n'est qu'une impression, je me hâte de le dire, que si l'argent ne travaille pas, c'est parce qu'il a intérêt à ne pas travailler. Il a remarqué que tous les emplois sont dangereux, que tout investissement est aléatoire. Le capitaliste agit comme s'il s'était aperçu qu'il existe plus de risques de perdre son argent que de chances de le faire fructifier. Alors il s'abstient.

— Ici non plus, je ne puis pas vous suivre, dit le propriétaire terrien. Cette thésaurisation universelle a une autre cause : le manque de confiance. Si l'argent circulait comme autrefois, votre fameuse crise serait bien vite terminée.

— Evidemment, dit Hermodan, mais voilà ! il ne circule pas ; trouvez donc le moyen de le faire circuler !

— En rétablissant la confiance, en rassurant l'épargne, répliqua le propriétaire terrien.

— J'ai essayé votre formule auprès d'un de mes malades, dit Hermodan. Je le trouve alité, en proie à la fièvre et dans l'impossibilité de se sustenter parce que son estomac ne digère rien. Levez-vous, lui dis-je, sortez, mangez, dormez que diable ! — Hélas, docteur, je ne puis pas. — C'est que vous manquez de confiance, mon ami, lui dis-je, et j'endossai mon pardessus...

L'industriel fit alors remarquer que, si l'abondance n'anéantissait pas encore complètement le profit, la fiscalité était en train de s'en charger. Comme on le priait de développer sa pensée, il le fit en ces termes...

Si l'abondance ne réussissait à tuer le profit la fiscalité s'en chargerait

— Entreprendre ? C'est bien joli, dit l'industriel, mais est-ce encore possible à l'époque où nous vivons? Entreprendre, c'est risquer ; il y a des gens qui ont le goût du risque. Mais c'est aussi espérer la réussite sous forme d'un bénéfice raisonnable. Si cette réussite est impossible en tout état de cause, pourquoi s'étonner que les gens ne risquent rien en s'abstenant d'entreprendre quoi que ce soit ? Je vais prendre un exemple vécu, ce sont les meilleurs.

Je dis que notre fiscalité stérilise l'esprit d'entreprise, et je le prouve.

Ce qu'on appelle la crise a sévi durement dans mon industrie. Le chiffre de mes ventes a baissé de semaine en semaine et les stocks se sont rapidement accumulés. C'est dangereux d'avoir des stocks. Ils engloutissent votre fonds de roulement, de sorte qu'un beau matin on ne peut plus tourner. J'ai commencé par réduire ma fabrication. Au lieu de travailler 8 heures, j'ai diminué progressivement la durée du travail, au point de ne tourner que 30 heures par semaine. Peine perdue : les stocks augmentaient toujours puisqu'on vendait de moins en moins. Vint

le moment où l'on ferma un atelier, puis deux ; finalement j'ai dû congédier 50 ouvriers. Le moyen de faire autrement ? Le moment était venu où je ne pouvais plus assurer la paie. C'est terrible pour ces pauvres gens, chargés de famille, qui vont se disperser aux quatre coins de l'horizon à la recherche d'un travail quelconque. Mais c'est triste aussi pour moi, car mes cinquante ouvriers étaient spécialisés dans ma fabrication. Si jamais les affaires reprennent, où irai-je les rechercher ? Sans aucun doute ils sont perdus définitivement pour moi. En cas de retour à meilleure fortune, il me faudra de nouveau rassembler de la main-d'œuvre, puis la former : deux années de perdues au minimum. L'idée me vint alors de fabriquer quelque chose d'inédit, qui avait beaucoup de succès en Allemagne. C'était la possibilité pour moi de retenir mes cinquante ouvriers et de leur fournir le travail dont ils ont besoin pour vivre. C'est vous dire si l'étude technique de la nouvelle fabrication fut menée d'arrache-pied ! Evidemment, il y a des risques : celui qui découle essentiellement de cette nouvelle affaire, et celui qui résulte de la situation générale. Tant pis ; qui ne risque rien n'a rien. Avec un peu de chance, il paraît vraiment possible de bien s'en tirer. On peut compter sur un chiffre d'affaires annuel de l'ordre d'une quinzaine de millions, en tenant compte des cours actuels. Si tout marche bien, si aucune invention nouvelle ne surgit, si le tarif douanier n'est pas modifié de fond en comble, si la demande reste ce qu'elle est aujourd'hui, bref si aucune catastrophe ne survient, je puis compter que ces quinze millions de chiffre d'affaires laisseront un bénéfice de 10 % environ. Cela vaut la peine de s'engager, car le capital dont j'ai besoin, en aménagements intérieurs et en matériel nouveau, atteindra au maximum cinq millions de francs (vous supposez bien que l'on ne se lancera pas dans des

dépenses somptuaires et que tout sera calculé au dernier carat). Vous voyez que l'affaire se présente comme le type de l'entreprise saine : cinq millions de capital, permettant un chiffre d'affaires trois fois plus élevé, et un bénéfice de 10 %. Voilà la possibilité de conserver mes cinquante ouvriers.

Oui, mais il me manque quelque chose de très important : ce sont les cinq millions de francs nécessaires. Je m'adresse à mon banquier. Il me décourage tout de suite en me disant : « Je ne vais pas, vous le supposez bien, vous prêter cinq millions que je prendrai sur mes dépôts. Je n'ai pas le droit de *m'immobiliser* ». C'est le terme dont il se sert à tout bout de champ. « Il faudrait donc faire une société et s'adresser au public. Mais le public ne marche pas. Pour se créer des disponibilités, mes clients seraient obligés de réaliser une partie de leur portefeuille et cela entraînerait une trop lourde perte pour eux ». Alors je m'adresse aux concurrents de mon banquier. Ils m'éconduisent tous très poliment avec une autre formule : « Nous ne voulons pas que nos crédits gèlent chez vous ». L'un d'eux a même ajouté qu'il fallait une certaine dose d'inconscience pour espérer placer du papier par le temps qui court.

Que faire ? J'ai quelques amis riches, ce qui veut dire que leur appauvrissement n'est pas encore complet. Ils ont des rentes sur l'État qu'ils ont prudemment achetées après la dévaluation du franc. Je les convaincs qu'en les arbitrant — c'est le terme technique — contre les actions de ma nouvelle société, ils ne manqueront pas d'en être récompensés. « Vos rentes, leur dis-je, vous fournissent un revenu de 5 %. Mon affaire donnera du 10 % ». Aucun argument n'est plus opérant que celui-là. Mes rentiers vont se décider... lorsque, soudainement,

je pense au fisc, à cet associé qui viendra prendre sa part sur les bénéfices, car c'est la seule chose qui l'intéresse. Les pertes, discrètement, il les ignore et les ignorera toujours.

Je vais donc — avant de faire un pas de plus — supputer, calculer, additionner toutes les soustractions dont je vais être l'objet de sa part au cours d'une année d'exercice. Mais il est encore plus simple de lui donner la parole : « Société nouvelle au capital de cinq millions de francs, vous me verserez avant toute opération une petite contribution de 3 % ». — « Quoi ! cent cinquante mille francs avant de commencer ? » — « Parfaitement, le calcul est juste : cent cinquante mille francs. Mais, vous saisissez bien qu'il s'agit d'un versement unique, payable à la constitution ? » — « Je l'espère bien ».

— « Vous me les versez en bloc, mais sur vos comptes vous pouvez les amortir en 10 ans ».

— « Cela me regarde. En tous cas, c'est bel et bien 150.000 francs que je sors de ma caisse en une fois. Ensuite ? »

— « Ensuite, il y a quelques petites contributions, taxes, impôts accessoires, mais cela ne vaut presque pas la peine d'en parler. Ainsi, sur les actions, quelques taxes, timbres, droits de transmission ; c'est peu de chose : 22.500 francs. J'arrive, il est vrai, à une somme un peu plus importante : 110.000 francs ; ce sont les impôts directs et la patente ».

— « C'est fini, dis-je, légèrement inquiet ? »

— « Presque, continua-t-il. Il ne faut pas oublier une petite somme de 150.000 francs que vous vou-

drez bien verser au titre des assurances sociales. Enfin, une obole minuscule pour votre part dans l'apprentissage ».

— « L'apprentissage ? Je sais ce que c'est, puisque je compte deux années pour former les ouvriers spécialistes dont j'ai besoin. C'est même pour cela que je ne veux pas lâcher ceux que j'ai eu tant de peine à éduquer. C'est chez moi qu'ils feront leur apprentissage ».

— « C'est possible ! reprit le fisc, mais vous me verserez quand même vingt mille francs chaque année pour les autres ».

— « C'est vraiment tout, cette fois-ci ? »

— « Le reste mérite à peine d'être mentionné... Je suppose que vous ferez traite sur vos clients. Cela représente quelques timbres. Etant donné votre chiffre d'affaires probable, comptez 15.000 francs ».

— « C'est parfait. J'ai fait le compte. Vous m'avez déjà demandé, sous des prétextes variés, 332.000 francs, et, dans ce compte, je n'ai fait figurer qu'un dixième de votre première exigence massive. C'est assez copieux pour un bénéfice de 1.500.000 francs au bout de la première année ».

— « Vous oubliez la taxe sur le chiffre d'affaires, que vous vous arrangerez d'ailleurs pour faire payer à vos clients ».

— « S'ils le veulent bien. Ça va chercher loin ?

— « Ma foi, pour quinze millions, c'est trois cent mille francs ».

— « De mieux en mieux. Aux 332.000 francs de tout à l'heure, j'ajoute les 300.000 francs de maintenant. Cela fait 632.000 francs, si je calcule bien ».

— « Vous calculez toujours fort bien, répliqua le fisc ; cela m'encourage à vous prier de calculer encore ; car je n'ai pas tout à fait fini. Du moment que vous réalisez des bénéfices, j'ai droit à une petite part que j'intitule : cédule des bénéfices industriels et commerciaux. Je me contente de 15 %. Cela fait 130.000 francs ».

— « Charmant ! Nous sommes à 762.000 francs. Continuez, fis-je froidement. Vous n'oubliez rien ? »

— « Si. Je vous prends encore 15% sur les bénéfices distribués aux actionnaires. Cela fait 106.200 francs ».

— « Ils vont être contents les actionnaires ».

— « Pour les consoler, vous les engagerez à ne pas dissimuler le montant de leurs coupons déjà amputés, et à le faire figurer sur leur déclaration d'impôt général sur le revenu ».

— « Cela pourrait les mener loin ? »

— « En correctionnelle, s'ils l'oubliaient. Dans le cas contraire, hésita le fisc... sont-ils riches ? »

— « Encore pour un petit moment ».

— « Alors cela peut faire du 40 %, ce qui représente, pour vos amis, une contribution additionnelle de 223.200 francs ».

Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai arrêté là, conversation et projet. En comptant bien, j'avais découvert que les 10 % promis à mes amis avaient pris, en très grande partie, le chemin qui conduit chez le percepteur. En vendant leur rente pour acheter les actions de mon affaire brillante, ils couraient tous les risques possibles : ralentissement des affaires, mauvais payeurs, transformations du tarif douanier, inventions nouvelles, etc..., etc..., et dans l'espoir de quel bénéfice mirifique ? Si tout allait bien, si rien ne contrariait la marche prévue, en mettant, en un mot, toutes choses au mieux, ils pouvaient prétendre à un bénéfice supplémentaire de trente sous pour chaque cent francs engagés !

Risquer cent francs, qui peuvent être perdus à tout instant par des causes indépendantes de la volonté humaine, pour gagner trente sous ! Grand merci. Ils préfèrent dormir tranquilles, quittes à ne pas faire preuve d'esprit d'entreprise.

— C'est grave ce que vous dites là ! observa Hermodan. Agriculture, commerce, industrie ne pourraient-ils vivre désormais qu'à condition de ne plus payer d'impôts ?

— Ma foi, dit le pharmacien, faites le tour des anciennes fortifications de Paris et vous constaterez que tous les immeubles neufs sont construits par la Ville de Paris ou des collectivités exonérées d'impôts. C'est assez peu rassurant pour la continuation du régime capitaliste.

— Il est évident, dit Hermodan, que les budgets de tous les Etats connaissent un déficit astronomique. Comme ils sont établis en fonction de l'activité économique, il est clair que les recettes fondent au

fur et à mesure que l'activité se ralentit. Les ministres des Finances font de leur mieux, mais ils courent après le déficit comme un chien après sa queue.

— On ne peut donc plus mettre un budget en équilibre ? questionna l'industriel.

— C'est une impossibilité absolue tant que le chômage s'accentuera, répondit Hermodan : d'abord, à cause de l'augmentation des secours qu'il entraîne, ensuite, en raison des répercussions désastreuses qu'il a sur l'économie tout entière et dont l'incidence immédiate sur les recettes du Trésor n'est que trop visible. Se réjouir des plus-values du Trésor lorsque les affaires sont prospères, ou constater les moins-values aujourd'hui que ces mêmes affaires s'arrêtent, c'est tout ce que peut faire un ministre des Finances (1).

(1) Ceci était écrit en 1932. Depuis lors, tous les ministres des Finances, sans exception, ont promis d'équilibrer le budget et ont affirmé qu'ils y étaient parvenus. On sait avec quel succès ! Cependant, fin 1935, une polémique sur le meilleur moyen d'équilibrer le budget mettait encore aux prises MM. Lamoureux, Blum et A. Bayet. Une modeste intervention de l'auteur, dans l'*Œuvre*, aux fins d'expliquer que c'était *impossible*, fut fort mal reçue. Il est vrai qu'au même moment M. Régnier, l'actuel ministre des Finances, résolvait élégamment le problème. Il met *hors budget* tout ce qui est cause du déséquilibre. Le reste, alors, est indéfiniment équilibré. Le Dr Hermodan lui a télégraphié les félicitations de Christophe Colomb et y a ajouté les siennes.

Alors on détruit l'abondance pour ressusciter le profit

Il me parut nécessaire de revenir sur nos pas et d'élucider un point qui m'avait troublé.

— Les hommes, dis-je, ont lutté contre la rareté des choses utiles, car elles n'étaient pas assez nombreuses pour pouvoir satisfaire les besoins de tous. Jusqu'ici, c'est très clair. Nous avons dit, ensuite, que le service que l'on rend à son prochain, en faisant disparaître la rareté de l'objet qu'il convoite, justifie le profit. C'est encore admissible. Mais la recherche du profit a provoqué l'invention de machines de plus en plus perfectionnées qui, travaillant mieux et plus vite que les hommes, finissent par faire disparaître la rareté à laquelle le progrès technique substitue peu à peu l'abondance. C'est ici que les difficultés commencent, puisque l'abondance, détruisant la rareté, fait disparaître *ipso facto* le profit. Ce serait le phénomène auquel nous assistons impuissants et qui se traduit par un ralentissement de plus en plus accentué de l'activité économique. La solution consisterait à rétablir le profit. Est-ce donc impossible ?

— J'allais précisément vous le demander, dit

UNIVERSITAS

Hermodan. En ce qui me concerne, je ne vois qu'un moyen : supprimer la cause qui le détruit, donc supprimer l'abondance. Les hommes s'y emploient avec ardeur et ingéniosité depuis un certain nombre d'années. Cela vous étonne ?

— Rien ne nous étonne plus, depuis que nous causons avec vous, dit le propriétaire terrien.

— Dès que la notion du profit a fait son apparition dans le monde, continua Hermodan, les hommes ont compris que ce profit serait d'autant plus grand que la marchandise serait plus rare. Ils se sont donc toujours efforcés d'être seuls, ou le moins nombreux possible, dans leur spécialité. Combien de fois avons-nous entendu dire par un commerçant ou un industriel : « Mon métier, qui était bon, est aujourd'hui gâté, nous sommes trop nombreux ». C'est que chacun recherche une « exclusivité », comme on dit de nos jours. Etre seul ou presque seul à fabriquer ou à vendre un produit quelconque, voilà l'idéal ! Pourquoi un monopole de droit ou de fait nous paraît-il exorbitant ? Parce qu'il implique la garantie du profit perpétuel et discrétionnaire. Mais, si peu d'hommes parviennent à ce monopole, tous tendent à s'en rapprocher le plus possible. La recherche des bas prix, favorisée par le machinisme, n'a pas d'autre raison d'être. On veut pouvoir vendre moins cher que les concurrents, car si l'on y réussit, à qualités égales bien entendu, on est sorti du peloton ; le résultat est le même que si l'on était seul sur le marché, ambition suprême de tout producteur et même de tout intermédiaire.

— Comme une jolie femme, dit le pharmacien. Être la plus belle de toutes les femmes présentes !

— Les pharmaciens, eux aussi, demandent qu'une loi limite le nombre des pharmacies, continua Hermodan. C'est avouer que personne n'échappe à cette règle puisqu'elle est la condition nécessaire du profit. Alors, dès que disparaît la rareté pour faire place à l'abondance générale, le profit s'évanouit, et pour le faire renaître, tel le phénix de ses cendres, on est contraint d'engager la lutte contre l'abondance.

— L'homme est décidément un être bizarre, fis-je remarquer. Il se tue de travail pour lutter contre la rareté, ensuite il s'attaque à l'abondance.

— Il a une bonne excuse, dit Hermodan. C'est qu'en luttant contre la rareté il fait naître le profit. Donc cette rareté bienfaisante ne doit pas disparaître. Et si ce malheur arrive, il faut reconstituer cette rareté par tous les moyens. Car dès qu'on aura ressuscité, même artificiellement, cette bienfaisante rareté, on pourra s'empresser de la détruire à nouveau... avec profit.

Dans ce nouveau sport, les hommes ont fait, depuis quelques années, des progrès merveilleux. Ils ont plus d'une corde à leur arc. Dès que le profit faiblit, agriculteurs, commerçants, industriels s'empressent d'aviser aux mesures à prendre. Ils ont le choix : ou s'entendre entre eux et créer artificiellement la rareté par leurs propres moyens, ou envoyer un S. O. S. à l'État. Les ententes entre négociants ou entre industriels sont de types assez variés suivant les pays. En France, je ne vous parlerai pas des innombrables comptoirs de vente, la plupart clandestins, qui s'efforcent de limiter la production et de se partager les bénéfices de la rareté ainsi miraculeusement obtenue. Saluons le comité des Houillères et son impuissance à réaliser son programme

de production contingentée. Vous n'avez pas oublié non plus le syndicat rhéno-westphalien en Allemagne, le plan britannique pour réglementer les saignées d'hévéas et empêcher ainsi l'effondrement du prix du caoutchouc. Et le cartel économique de l'industrie de l'acier, du cuivre, du zinc, de l'étain, etc...

— Je veux croire que ce sont des exceptions, dit l'ingénieur.

— Détrompez-vous, continua Hermodan. N'auriez-vous donc jamais entendu parler de la resserre aux Halles ? Et du poisson qu'on jette à la mer si la pêche est trop abondante ? Ignoreriez-vous l'existence d'une loi Tardieu obligeant le producteur de vin à conserver une partie de sa récolte sous la surveillance de la régie ? N'est-ce pas pour rétablir la rareté sur le marché du vin ?

— Bref, dit le propriétaire terrien, c'est une politique suivie par les producteurs de tous les pays ?

— Rien qu'en Allemagne, continua Hermodan, les producteurs ont créé plus de 2.500 cartels ! Il y en a pour l'industrie chimique, le fer, l'acier, la potasse, les textiles, etc... L'éminent professeur Rist en fait une savante analyse dans son cours de la Faculté. Lisez-la et vous serez complètement édifié. En général, je n'ai pas besoin de vous l'apprendre, ces mesures patronales, ou semi-étatiques, n'ont rien arrêté du tout, et la meilleure preuve, c'est le spectacle des stocks qui encombrent tous les marchés du monde.

Mais je vous ai dit qu'agriculteurs, commerçants, industriels avaient encore une autre ressource :

s'adresser à l'État pour qu'il devienne le soutien indispensable du profit qui s'effondre. Le fléau de l'abondance, puisqu'il faut l'appeler par son nom, risque-t-il d'envahir notre malheureux pays ? Qu'on se hâte de fortifier les frontières en les hérissant de tarifs douaniers ! Et si, par hasard, la barrière n'était pas assez haute, si la terrible abondance réussissait à s'infiltrer quand même ? Vite des contingentements, puis des taxes compensatrices de change et, si c'est encore insuffisant, la fermeture brutale de la frontière. On peut encore demander à l'État des subventions, des primes à la culture, à l'exportation, des dégrèvements d'impôts, des facilités de transport. Mais hélas! la terrible ennemie ne lâche toujours pas, rôdant aux portes et bousculant tous les calculs. Alors on somme l'État de décréter la hausse et on envahit les préfectures pour faire remonter au plus vite les cours du blé ! — Quelle folie ! pensent les mauvais esprits. — Mais il n'a qu'à retirer du marché la masse qui nous gêne, répondent les autres, il n'a qu'à s'en rendre acquéreur pour quelques centaines de millions. — Où les prendra-t-il ? — Dans la poche des contribuables.

Peine perdue, l'abondance triomphe, portée par le progrès technique et sans aucun souci du profit. Alors des hommes détruisent ce que d'autres hommes ont produit. On laisse pourrir les récoltes, on brûle le grain dans des foyers de locomotive, on jette le café à la mer.

Comme un ange passait, Hermodan reprit d'une voix grave :

— La recherche du profit a multiplié un outillage destiné à jeter tous les jours un peu plus de mar-

chandises sur un marché qui se rétrécit sans cesse. On accumule ainsi des richesses dont manquent des millions et des millions d'êtres humains. Alors il faut détruire ces richesses pour pouvoir ressusciter un fantôme de profit ! Avouez que c'est déconcertant !

Où l'on cherche à établir que le progrès technique poursuit inlassablement sa carrière

— Tout ce désordre qu'a dénoncé M. Joseph Caillaux, fis-je observer, nous prouve que la crise actuelle est loin d'être terminée. Cependant toutes les autres se sont atténuées, puis ont disparu. Celle-ci est plus grave, mais elle se terminera bien un jour comme ses devancières qui parurent bien dures à ceux qui les vécurent, puis, avec le recul du temps, s'estompèrent dans le souvenir des hommes.

— Ce qu'on appelle crise, me répondit Hermodan, c'est le déséquilibre entre la production et la consommation. On espère que ce déséquilibre n'est que momentané, car, en effet, chaque fois que ce phénomène s'est produit, le monde est revenu à des conditions à peu près normales. Sitôt qu'il est terminé, la santé économique redevient plus florissante.

— Ce sont des crises de croissance, dit le propriétaire terrien, et, malgré toutes les apparences, je suis d'avis, moi aussi, que celle-ci prendra fin. Elle aura été plus longue que d'ordinaire.

— Pourvu que votre opinion soit juste et que l'expérience vous donne raison ! dit Hermodan.

— Depuis que le monde est monde, insistai-je, les crises économiques se renouvellent périodiquement ; ce sont des crises cycliques.

— Non, reprit Hermodan, pas depuis que le monde est monde ; depuis l'avènement du progrès technique. C'est une ère qui s'ouvre avec la machine à vapeur et à partir de laquelle on a fabriqué plus de richesses qu'au cours de tous les siècles écoulés depuis Jésus-Christ. Les crises économiques étaient inconnues de l'antiquité et du Moyen Age.

— Oh ! fit le propriétaire terrien.

— On connaissait alors les crises de disette, mais non pas celles de prospérité, continua Hermodan. L'antiquité n'admettait pas que la science descendît des spéculations de l'esprit pour se matérialiser sur le terrain technique. Quant au Moyen Age, il sut limiter l'outillage aux exigences de l'équilibre social. On s'ingéniait alors à entraver l'essor industriel par une réglementation méticuleuse, et les rois, seuls, pouvaient s'intéresser à un produit nouveau que l'on fabriquait dans les manufactures royales. Colbert se méfiait de l'évolution du machinisme qui — ce sont les propres termes dont il se servait — ne manquerait pas de fausser l'équilibre harmonieux qui doit régner dans l'économie du Royaume. Vous rappellerai-je que Montesquieu disait, au sujet des moulins, que « diminuer le nombre des ouvriers est chose pernicieuse » ? Et la reine Élisabeth refusant de laisser délivrer un brevet d'invention au créateur d'un métier pour fabriquer les bas de laine ? Elle accompagnait ce refus d'une réflexion savoureuse :

« J'aime trop les pauvres gens qui gagnent leur pain en tricotant pour admettre une invention qui va les transformer en mendiants ».

— J'espère que vous ne l'approuvez pas, tout de même ! dit l'industriel.

— Ce n'est pas la question, dit Hermodan ; je cherche les raisons pour lesquelles les crises de prospérité, je le dis sans sourire, n'existaient pas au Moyen Age. Je trouve qu'à cette époque le progrès technique était soigneusement garrotté. Je rapproche ces deux faits sans plus. Mais je ne sortirai pas de mon propos si je vous lis un court passage d'une ordonnance de la ville de Thorn. Elle est datée de 1523 et résume admirablement la profession de foi économique de nos arrière-grands-pères.

Il prit un livre, d'allure respectable, qui se trouvait dans sa bibliothèque.

— Voici, dit-il, écoutez bien : « Personne d'entre vous n'aura la permission d'inventer quelque chose de nouveau ou d'y réfléchir ou de l'employer ; mais chacun est obligé de suivre son prochain comme l'ont fait nos ancêtres, par amour fraternel chrétien et afin de ne pas agir au détriment de son semblable ».

— C'était un fameux calotin, votre maire de Thorn, dit le Militant. J'espère qu'il fut révoqué ?

— Mon livre est muet sur ce point, continua Hermodan. C'est la révolution française, dans la nuit du 4 août, qui donna la liberté de produire ce qu'on veut, comme on veut, quand on veut, et tant que l'on veut... tout au moins dans la mesure de ses moyens.

— A la bonne heure ! conclut le Militant.

— Il n'y a plus qu'une sanction, continua Hermodan, la faillite pour le patron, le chômage pour ses ouvriers. Alors apparurent les fameuses crises cycliques.

— Décidément vous exprimez un regret, ob[illegible] l'industriel.

— Non, dit Hermodan, il serait puéril de nier les immenses avantages de la civilisation industrielle des temps modernes. Je critique simplement le terme de « crises cycliques ». Il faut que les économistes, pour en faire une loi de l'économie, aient mis leurs méninges et les statistiques à la torture. J'admets simplement que les fameuses crises se succèdent, depuis quelque temps, à un rythme inusité.

— Autrement dit, interrompit le pharmacien, les crises de croissance deviennent des crises croissantes...

— A chaque apparition du phénomène, continua Hermodan, il y a rupture d'équilibre provoquée par la production dont les progrès deviennent un beau jour trop rapides pour que la consommation puisse suivre. La crise de sous-production est, en effet, très rare ; elle est causée, soit par des récoltes déplorables, soit par la guerre. Exemple : la famine de coton pendant la guerre de Sécession. C'est toujours la production qui est en avance. Cherchez la cause de cette avance trop rapide et vous trouverez toujours le même coupable : le machinisme. Car, en remplaçant constamment des hommes par des machines, il permet de produire davantage en même temps qu'il oblige les hommes à consommer moins.

— Oui, vous nous l'avez expliqué, dit l'industriel ; les hommes dont le travail a disparu ne peuvent plus consommer comme auparavant.

— Je dis que le mal ne peut aller qu'en empirant, continua Hermodan. Le progrès technique rompt et rompra toujours l'équilibre entre la production et la consommation. Dès qu'on croit être revenu à la santé, ce diable de progrès technique vous replonge dans le désordre. Car, en somme, l'idéal ne serait-il pas que production et consommation voulussent bien se maintenir en équilibre constant ? Dans cette hypothèse, il n'y aurait ni surproduction, ni sous-consommation. Je dis que c'est impossible.

— Prouvez-le, dit le propriétaire terrien.

— Voici une balance, reprit Hermodan, composée de deux plateaux. J'appelle l'un : plateau de la production ; l'autre : plateau de la consommation. Ces deux plateaux ne resteront jamais à la même hauteur...

— C'est évident, interrompit l'industriel, ils ne supportent pas toujours les mêmes poids, car on en ajoute continuellement des deux côtés ; on produit plus, mais on consomme davantage tous les ans ; nous vivons tout de même mieux que nos ancêtres !

— Vous me suivez mal, dit Hermodan. Mes deux plateaux pourraient quand même rester à la même hauteur, c'est-à-dire en équilibre, mais il faudrait, pour cela, ajouter sur chacun d'eux des poids rigoureusement égaux. Or, en en met toujours davantage sur le plateau « production ».

— Pourquoi toujours ? dis-je à mon tour.

— Parce que, dès que vous en placez sur le

plateau « production », vous en retirez sur le plateau « consommation ».

— Impossible de vous suivre, dit l'industriel.

— C'est cependant simple ! continua Hermodan. Qu'est-ce qui augmente la production ? Le progrès technique. Ce progrès n'ajoute un poids que d'un côté seulement de la balance. Mais il libère de la main-d'œuvre, car il fabrique des chômeurs qui deviennent des sous-consommateurs ; donc il faut enlever quelque chose sur l'autre plateau. Vous augmentez les poids de l'un ; vous diminuez les poids de l'autre : l'équilibre est rompu.

— C'est la crise, dit l'industriel, mais alors les producteurs font faillite et tombent comme châteaux de carte, autrement dit le plateau « production » se vide d'une partie de sa charge. Il remonte et retrouve le plateau « consommation ».

— Mais le progrès technique ne s'arrête pas, reprit Hermodan. Bien au contraire, et l'équilibre est à nouveau rompu. Sans compter l'épargne...

— Que vient faire l'épargne dans cette galère, ou plutôt dans cette balance ? interrompit le pharmacien.

— Elle y joue un grand rôle, reprit Hermodan sans se troubler. L'épargne, c'est, comment dirai-je, une richesse non consommée, mise en réserve. Que fait-on des épargnes ?

— On les place plus ou moins bien, plutôt mal que bien, dit le pharmacien.

— Pardon, on les enlève du plateau « consommation », puisque ce sont des richesses non consommées, et on les place sur l'autre plateau de la balance, c'est-à-dire sur le plateau « production », car on veut que les épargnes soient productives. C'est le plateau « production » qui recueille ces épargnes. D'où accentuation du déséquilibre.

— Ce que vous dites là, fit remarquer le propriétaire terrien, c'est encore et toujours de la théorie. Les faits heureusement ne le confirment pas.

— Je vous demande respectueusement pardon, dit Hermodan, les faits prouvent, comme j'ai eu l'honneur de vous l'exposer, que la production, augmentant avec le progrès technique, ne cesse de s'accroître, presque d'une façon illimitée, tandis que la consommation, elle, est strictement bornée par les besoins solvables, ceux-ci diminuant dans la mesure où le travail humain est réduit. Le déséquilibre des deux plateaux est constant et le plateau « production » se charge de plus en plus au détriment du plateau « consommation ». La production procède par bonds, aiguillonnée par le progrès du machinisme, que permettent de réaliser les découvertes scientifiques ou les perfectionnements des praticiens. Chaque fois que l'écart entre production et consommation est trop grand, c'est la crise obligatoire. Les stocks apparaissent, l'argent renchérit, la production est obligée de freiner ; alors, comme vous le disiez, la débâcle survient qui décharge le plateau « production » d'une partie de son excédent. Il monte ; le plateau « consommation » baisse ; l'équilibre est rétabli ; la crise est terminée ; tout repart jusqu'à la prochaine. Mais chaque fois le désordre est plus grand, car l'écart est plus considé-

rable. Cette fois-ci, vous reconnaîtrez que les deux plateaux ont quelque peine à retrouver le même niveau.

Comme aucun de nous ne disait mot, Hermodan continua sa démonstration :

— La phase moderne de l'économie commence, à mon avis, avec les dernières années du XVIIIe siècle. C'est 89 qui, supprimant la féodalité, les maîtrises et les jurandes, proclama la liberté de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Bien vite les braves physiocrates vont baisser la voix, et Adam Smith entonnera l'hymne à la richesse des Nations. Sommes-nous d'accord sur le point de départ ?

— Oui, fit le Militant, les siècles qui précèdent 89 sont ceux de l'obscurantisme. Le peuple est opprimé, le progrès terrorisait les tyrans.

— Alors, dit Hermodan, s'ouvre l'âge du coton, et, avec lui, débute la grande industrie. C'est Manchester et le dogme du libre échange. Puis c'est le tour de l'acier, du puddlage. Mais voilà qu'éclate la première grande crise. Nous sommes en 1815, et c'est déjà le machinisme qui la provoque. C'est qu'on vient de découvrir la machine à vapeur et les premiers tissages mécaniques, ce qui va permettre à la production de faire un grand bond en avant. Un bond tellement grand qu'elle est en avance démesurée sur la consommation de l'époque. Si mes souvenirs sont exacts, et je vous prie de rectifier si je me trompe, la maladie fut sérieuse. Le chômage dut sévir durement puisqu'il provoqua des émeutes en Angleterre et que les ouvriers brisèrent les premières machines.

L'équilibre se rétablit, et tout repart. Alors, on

voit les premiers bateaux à vapeur, limités d'abord à la navigation fluviale. Cependant, dès 1825, nouvelle alerte et malaise prolongé dans les quelques pays où l'industrie a fait son apparition. La crise est grave, en Angleterre encore, où de nombreuses banques immobilisées — on ne parlait pas encore de crédits gelés — sont obligées de fermer leurs portes. L'équilibre se rétablit encore et l'on repart avec entrain. Quelques années plus tard, c'est aux États-Unis que les progrès techniques sont très rapides. La crise de 1836 est très dure pour la jeune république, à tel point que ses finances vont sombrer lorsque la Banque d'Angleterre, heureusement, vient à leur secours. L'ordre économique se rétablit une fois de plus. Mais le progrès technique se réveille avec les chemins de fer qui vont permettre les communications nombreuses et rapides. Quel bouleversement complet dans les conditions d'existence ! Quelle floraison industrielle, quel épanouissement du machinisme un peu partout ! La conséquence ne tarde pas à se produire sous forme de la grande crise de 1847, la première qui atteint la plupart des pays ; de sorte que l'on pourrait dire qu'elle aussi s'était servie du chemin de fer pour étendre ses ravages le plus loin et le plus rapidement possible. Au fait, je crois que peu de pays échappèrent. Les banques sautent, les usines ferment, les ruines s'amoncellent, la misère gagne de proche en proche et des mouvements révolutionnaires se font sentir un peu partout. Déjà les masses ouvrières prennent conscience de leur force et le manifeste communiste s'élabore.

— Déjà ! fit le Militant qui commençait à s'assoupir.

— Eh oui ! répondit Hermodan, Lénine est un plagiaire de génie... Enfin la redoutable crise s'atténue, et, comme toujours, le progrès technique

repart à toute allure. Ce sont alors les grandes compagnies de navigation, une nouvelle extension des réseaux de chemins de fer. Puis le progrès gagne la chimie et voici les succédanés du goudron de houille, en même temps que les premières applications de l'électricité font leur apparition. La production part, débridée, et se brise sur la crise de 1857. Très curieuse, cette crise de 1857; elle offre plus d'un trait commun avec les temps que nous vivons. Elle débute déjà aux États-Unis par une baisse prodigieuse du prix de tous les produits, car la surproduction est énorme. Au début, on ne s'alarme pas outre mesure, mais le mal s'aggrave et les faillites sont innombrables. L'Angleterre et l'Allemagne ne tardent pas à ressentir les premières atteintes du mal, car c'est une véritable épidémie qui se déchaîne. Quelques attaques localisées se produisent en France, mais beaucoup plus tard, en 1863 seulement, ce qui prouve que la crise fut longue. Cependant on en triomphe encore et tout repart à la suite d'une reprise provoquée par les applications nouvelles de l'électricité. Dès que le monde est remis de ce bouleversement général, la marche en avant reprend, plus triomphale que jamais. Nouvelle crise américaine en 1869, cette fois-ci bien localisée. La catastrophe suivante ne se produit qu'en 1873, mais elle laissera de tristes souvenirs. D'abord l'Autriche, puis l'Allemagne, puis l'Angleterre, puis toute l'Europe. La crise traverse alors l'Océan, mais cette fois-ci en sens inverse, et gagne les États-Unis.

Nouveaux désastres industriels et bancaires, mais l'organisme finit par prendre le dessus et la crise s'atténue. Bien vite de nouveaux progrès de la mécanique, de la chimie, de l'électricité enflent la production et provoquent de nouvelles atteintes du mal en France en 1882, en Argentine et en Angle-

terre en 1890, aux États-Unis en 1893. Heureusement des débouchés s'ouvrent tous les jours au delà des mers, et des marchés, inconnus jusqu'alors, sont prospectés. Les prix montent, les affaires battent leur plein, des créations nouvelles éclosent un peu partout, puis foisonnent à qui mieux mieux... jusqu'au craquement sinistre de 1900.

— Tout le monde, en effet, fut sérieusement atteint, confirma l'industriel.

— Dites que ce fut le coup fatal, répliqua Hermodan. Dites que, depuis lors, nous n'en sommes pas remis.

— Quoi, la crise actuelle date de 1900 ? fit l'un de nous, incapable de cacher son étonnement.

— J'en suis persuadé, reprit Hermodan. Voilà trente-deux ans qu'elle dure. Certes il y a eu des hauts et des bas, mais jamais, depuis 1900, l'équilibre économique ne s'est rétabli, même de loin !...

— Et la guerre ? m'écriai-je.

— Simple conséquence de la crise. La guerre de 1914 fut provoquée par la nécessité de trouver des débouchés. Elle éclata sous un prétexte futile, mais tout le monde s'accorde pour dire qu'elle était inévitable.

— Je crois tout de même que vous exagérez un peu, fit observer le propriétaire terrien.

— Rappelez donc vos souvenirs. Les années qui précédèrent la guerre ne furent-elles pas exceptionnellement dures ? Est-ce que tous les industriels et les commerçants ne se plaignaient pas ? Et la

situation pénible des agriculteurs dont les terres étaient si lourdement hypothéquées ? Et la mévente du blé, des vins, des textiles ? Voyons, souvenez-vous de 1900 et de l'ouragan qui traversa l'Océan, après avoir fait de graves dégâts aux États-Unis — c'est presque toujours de ce côté que vient la tourmente —, puis de la panique des banques allemandes ! Ce fut le point de départ du chômage en Angleterre qui, depuis lors...

— N'a fait que croître et embellir, interrompit le pharmacien. Mais vous oubliez que, depuis la guerre, le monde a connu des périodes de prospérité, très courtes je le reconnais, mais réelles cependant.

— La guerre, c'est évident, provoqua une demande exceptionnelle pour la raison bien simple que, pendant quatre ans, toutes les armées du monde n'avaient que détruit et détruit encore. Des richesses immenses sont allées fondre dans le gigantesque creuset du champ de bataille français. On pouvait craindre que des années et des années d'un travail intensif fussent nécessaires pour réparer un désastre aussi universel. D'autant plus que des millions de travailleurs valides avaient disparu, et cependant... quelques années ont suffi pour tout remettre d'aplomb et reconstituer des stocks tellement abondants que l'activité du monde en reste paralysée. Quant aux bras qui manquaient par millions, ils étaient inutiles, comme le sont aussi les 60 millions de bras croisés de l'armée des chômeurs. Vous n'allez pas, cependant, m'obliger à recommencer ma démonstration ?

— Oui, crus-je bon de dire, toujours le progrès technique que la guerre aura singulièrement favorisé : les machines-outils, le travail à la chaîne, la rationalisation !... Nous avons compris.

— Ajoutez au tableau, dit Hermodan, que des peuples consommateurs se sont industrialisés à outrance, au point de devenir des exportateurs forcenés. Sans parler du Japon qui trouve aujourd'hui moyen de venir vendre de la fonte en Belgique et de la cristallerie en Bohême, n'oublions pas que le Nord-Africain ne sait que faire de son blé et de ses vins, songeons à l'Amérique du Sud que les Allemands ont équipée à outrance, à l'Australie, au Canada, aux Indes, au Transvaal, à la Russie ! ! On est allé apprendre à tous ces braves gens la façon élégante de nous concurrencer ; voyez-les à l'œuvre ! Ils profitent, non seulement de notre enseignement, mais de nos expériences. De plus, ils n'ont pas, comme nous, à amortir les frais des techniques périmées qui grèvent si lourdement nos prix de revient ! Enfin, ils ont une main-d'œuvre abondante et à vil prix ! C'est complet !

— Voyons, dit le propriétaire terrien, reprenant l'interruption du pharmacien, nous avons connu des éclaircies depuis la fin de la guerre. Et même des périodes de prospérité.

— Hum ! répondit Hermodan, parce que le malade a été traité par la morphine.

— La morphine ? questionna le pharmacien, très intéressé.

— Oui, reprit Hermodan, la morphine à haute dose ou, si vous préférez, la fausse monnaie. Le dérèglement fut tel, que sur 35 monnaies saines que comptait le monde avant la guerre, combien en reste-t-il maintenant ?

Oh ! vous n'avez pas besoin de faire un calcul

bien compliqué : le dollar (1), le florin, le franc suisse. Trois sur trente-cinq ! Avec cela on peut provoquer artificiellement des accès de prospérité, ou, mieux, des déplacements de richesses à l'intérieur d'un pays, ou de pays à pays.

— Alors, ce serait la crise de 1900 qui vraiment durerait encore ? fit l'industriel sceptique. Cependant le chômage inouï qui sévit ne date que de quelques années. Si votre raisonnement était juste, s'il était la rançon du progrès technique, la mesure de la crise, il aurait fait son apparition avant 1918.

— Le chômage, répondit tranquillement Hermodan, existait déjà en Angleterre au début du siècle. Si ses progrès ne se sont pas généralisés avant la guerre, cela tient à une raison bien simple. Le progrès technique, de 1900 à 1914, a bel et bien dégagé du travail en Europe, mais il y avait un exutoire pour les chômeurs : c'était l'Amérique. Les États-Unis, le Canada, le Mexique, la République Argentine, le Brésil ont recueilli quelques millions d'Européens qui sont allés chercher fortune de l'autre côté de l'Océan. On estime leur nombre à une quinzaine de millions. Si ces Européens n'avaient pas pu quitter leur pays pour aller s'embaucher ailleurs, le chômage se serait développé chez nous beaucoup plus tôt. Mais les pays neufs, aujourd'hui, n'absorbent plus personne ; ils ont verrouillé leur porte d'entrée. C'est la raison pour laquelle le chômage endémique est relativement récent en Europe, mais je crois que nous sommes en train de mettre les bouchées doubles.

— Décidément — et ce fut ma conclusion — je

(1) Le dollar depuis lors... (*Note de la 2e édition*).

commence à croire que le régime capitaliste est assez malade.

— Oui, fit Hermodan, car, pour la première fois depuis qu'il est instauré dans le monde, il vient de subir une perte territoriale d'une belle envergure. Je fais une allusion discrète aux vingt-cinq républiques soviétiques, aux dix-huit territoires autonomes, et enfin à cette région démesurée et pleine de mystère qui s'appelle la Chine.

— C'est à croire, dit le pharmacien, que les vérités éternelles ne sont plus vraies, aujourd'hui, que pendant un court laps de temps.

Où l'on consulte sans succès les doctrines économiques

Le lendemain soir, le propriétaire terrien alluma son cigare en même temps qu'une discussion académique :

— Ne resterait-il qu'un libéral impénitent sur la surface de la terre, je serais celui-là ! fit-il en souriant.

— Dites un réactionnaire, répliqua le Militant ; un libéral et un réactionnaire, c'est tout un.

— Il s'agit de libéralisme économique, reprit-il sans s'émouvoir. Pour être plus clair, je dirai que j'appartiens à l'école individualiste classique. Jusqu'à nouvel ordre, je m'y tiens. Je professe que le libre jeu des lois économiques naturelles donnera toujours, pour la société, les meilleurs résultats ; qu, si vous voulez, les moins mauvais.

— Ne vous en déplaise, dit Hermodan, votre libéralisme économique n'a été, à l'origine, qu'une protestation contre le régime d'avant 89, une réaction contre des privilèges abusifs. Mais je crains bien qu'il n'ait fait son temps. Mussolini, lui-même, l'a mis en sommeil.

— Momentanément, je l'espère, reprit le propriétaire terrien. En tous cas, le vieux libéralisme permet à chaque individu de chercher à satisfaire son intérêt personnel et d'obtenir le maximum de rendement avec le minimum d'effort. La concurrence joue entre les individus. Celui qui aura le mieux réussi à adapter son produit aux besoins, sortira victorieux de la lutte, puisque c'est à lui, qu'à égalité de prix, les consommateurs s'adresseront. Ainsi les produits augmenteront constamment de qualité, tandis que leur prix de revient diminuera. Si je fais une invention, d'autres trouveront mieux encore et m'enlèveront l'avantage que j'ai pu avoir momentanément sur eux. Ainsi disparaîtra le profit exceptionnel que j'aurais pu réaliser. Si, ailleurs, les offres sont supérieures aux besoins, les cours baissent et font perdre de l'argent aux producteurs ; ils seront obligés de quitter le métier et de chercher autre chose qui leur soit plus favorable. Votre fameux déséquilibre entre production et consommation se transformera en équilibre, et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le jeu de l'intérêt personnel, que notre ami Hermodan appelle profit, assure ainsi l'équilibre économique et le progrès social, du moment que joue la libre concurrence. C'est l'utilité qui règle l'échange des produits et des services. N'est-ce pas juste, puisque chacun reçoit en proportion de ce qu'il fournit ? Croyez-moi, laissons jouer les lois naturelles... et buvons frais.

— Votre libéralisme, répliqua Hermodan, a fait de grandes choses. Il a permis le vaste essor du XIXe siècle : Manchester, Glasgow, Birmingham, Lille, Mulhouse, Sedan, Rouen. Je disais, tout à l'heure, qu'il fut une réaction contre les privilèges de l'ancien régime. J'ajoute qu'il fut un moment de l'évolution et même, qu'il n'a pas peu contribué à la

faciliter. Ce que je reproche à votre individualisme, c'est son âpreté dans la victoire. Il a voulu en stabiliser pour toujours les résultats. Ensuite, il affirme péremptoirement que, ce qui a été bon à un moment donné, doit l'être toujours. Pourquoi croit-il être le dernier mot de l'histoire ?... Puis, ce vieux libéralisme s'est opposé à toute intervention de l'État ; il a même été l'adversaire de toute législation ouvrière. Au fond, il regarde en arrière et devient une force de conservation. Si j'osais, je dirais qu'il a un très bel avenir derrière lui, car il ne correspond plus à l'évolution alors qu'il a eu le très grand mérite de la mettre en marche.

— J'avoue, rétorqua le propriétaire terrien, que je demeure l'adversaire de toute intervention de l'État. Qu'il assure l'ordre et le libre jeu des lois naturelles, on ne lui demande rien de plus.

— Qu'il fasse respecter la propriété et ceux qui la possèdent, interrompit le Militant. Au fond, vous faites bien intervenir l'État, mais seulement à votre profit, et pour vous conserver vos privilèges.

— Voyons, dit Hermodan, vous êtes anti-étatiste et, cependant, malgré tout ce que peuvent dire les libéraux, l'État est bien souvent obligé d'intervenir. Sinon nous assisterions à des abus révoltants. L'appât du gain réveille, chez certains hommes, de vieux instincts barbares.

Le propriétaire terrien fit observer à Hermodan qu'il empruntait au Militant ses idées et son vocabulaire.

— Je maintiens ce que je dis, affirma Hermodan ; tenez, j'ai là, dans ma bibliothèque, l'enquête

qu'ordonna le parlement britannique aux environs de l'année 1835. L'opinion publique était scandalisée par certaines révélations touchant l'industrie du textile.

Il fit une courte recherche dans les rayons et ne tarda pas à brandir un livre qu'il feuilleta rapidement.

— Cette enquête, reprit-il, fut ordonnée par la couronne à la demande du parlement. Elle porte sur les abominables conditions qui sont faites aux ouvriers dans les manufactures de coton, de laine, de soie. Sa lecture est édifiante. Vous y verrez que, dans ces manufactures, on compte 4 800 garçons et 5 308 fillettes au-dessous de onze ans ! Et comment traitait-on ces bambins ? Vous verrez, un peu plus loin, que le nerf de bœuf figure sur chaque métier de fileur au nombre des instruments de travail.

— Quels monstres que ces patrons ! s'exclama le Militant.

— C'est en Angleterre, heureusement pour nous, que ces faits se sont produits, dit le négociant parisien.

— A Mulhouse, continua Hermodan, vers la même époque, ouvriers et ouvrières font 17 heures de travail par jour, dans des conditions d'hygiène déplorables. Ils prennent quelques aliments froids qu'ils portent à leur bouche sans quitter le travail et avec des doigts tout graisseux d'huile de machine... L'exemple n'est pas unique. Que dire des nombreux métiers insalubres, on peut même dire mortels puisqu'ils tuaient ouvriers et ouvrières en pleine jeunesse ! Croyez-vous que, là aussi, l'intervention

de l'État n'a pas été bienfaisante ? Mais sans la contrainte de l'État, il eût été impossible de diminuer la journée de travail, de réglementer et l'apprentissage et l'emploi des enfants dans les usines ! Bref, estimez-vous que la législation ouvrière soit regrettable ?

— Cependant vous ne contesterez pas que la loi de huit heures fut une mesure démagogique au premier chef, intervint le négociant parisien. Que de troubles elle apporta dans les chemins de fer et dans l'industrie !

— Voire, reprit Hermodan. On l'a dit et répété à satiété, et je crois qu'aujourd'hui bien heureux sont les patrons dont les usines peuvent tourner 48 heures par semaine. Je suis certain que le compte en serait vite fait. Et voilà qu'on mène la même campagne contre le projet de la semaine de 40 heures !

— Ah ! il ne manquerait plus que cela, interrompit le négociant parisien, pour achever de tout mettre par terre. Ce serait le désastre complet.

— Je vois, continua Hermodan, que les mêmes erreurs se commettent toujours. Personne ne vous parle d'imposer la semaine de 40 heures en France seulement ! Il est clair que nos industriels seraient désavantagés par rapport à leurs concurrents de l'autre côté de la frontière. Il s'agit d'une mesure internationale.

— Nationale ou internationale, la mesure serait un désastre, répéta le négociant parisien.

— Nous en reparlerons, dit Hermodan. Revenons à notre vieux libéralisme économique et à l'interven-

tion de l'État dont il a une sainte horreur. Cependant, tout industriel vraiment mal en point n'hésite pas à faire appel au concours de cet État abhorré, soit pour obtenir des commandes, soit même un secours financier. A telle enseigne que l'État devient un soutien.

— Dans le cas de la crise actuelle, peut-être, voulut bien reconnaître le négociant parisien.

— Dites toujours, riposta Hermodan. Dès qu'un industriel occupe quelques milliers d'ouvriers, je vous assure qu'il met tout en œuvre pour obtenir, dès que ses affaires périclitent, l'appui de l'État sous une forme directe ou indirecte. J'ai tant de milliers d'ouvriers, dit-il, et si vous ne me passez pas des commandes, ou si vous ne trouvez pas moyen de me faciliter mon échéance, je ferme tout, et ces milliers d'ouvriers sont à la rue. Il ne manque d'ailleurs pas d'ajouter que la catastrophe ne se limitera pas là. Mes usines fermées, continue-t-il, c'est l'arrêt de dix, quinze maisons qui sont mes sous-traitants ; c'est dix, quinze, vingt faillites qui suivront la mienne ; c'est encore des milliers d'ouvriers qui viendront grossir les miens et battre le pavé de Paris ; c'est telle banque qui sautera. J'ajoute que, neuf fois sur dix, l'industriel qui tient ce langage est un fervent apôtre du vieux libéralisme économique.

— C'est pour cela, je le répète, dit le Militant, qu'il faut socialiser les moyens de production.

— Croyez-moi, continua Hermodan, nous n'en finirions pas de faire le procès de l'économie orthodoxe. Elle a, je le répète, donné d'abord de merveilleux résultats, puis ce fut le revers de la médaille. Elle est cause de ces immenses agglomérations

d'hommes misérables qu'elle a permis d'attirer dans les grands centres industriels et qui, aujourd'hui, sont sans travail. Elle a provoqué un autre phénomène : la surproduction presque chronique dont nous parlions l'autre jour. Ah ! si la concurrence est l'âme du commerce, si elle a des bienfaits à son actif, que de désastres elle a provoqués ! Croyez-vous qu'elle réalise souvent cette harmonie économique chantée par Bastiat ?

— Théoriquement oui, fit le propriétaire terrien.

— Pratiquement non, riposta Hermodan. Si la concurrence favorise le consommateur, pourquoi vous êtes-vous plaint si longtemps des hauts prix imposés par le commerce de détail, alors que les détaillants innombrables devraient se faire concurrence ?

— Mais c'est qu'ils s'entendent entre eux, dit le propriétaire terrien, ils s'entendent comme s'entendent les intermédiaires ; dès lors les bienfaits de la concurrence ne peuvent plus se produire puisque la concurrence ne joue pas.

— Permettez, dit le commerçant parisien, il y aurait beaucoup à reprendre à votre raisonnement...

— Laissez-moi continuer, reprit Hermodan. La concurrence ne joue pas, dites-vous. Drôle de loi naturelle tout de même ! Mais joue-t-elle davantage pour les trusts, les cartels, les ententes de toute nature entre producteurs ? Ce qui était autrefois délit de coalition devient le mot de ralliement de tous les producteurs. Et les économistes, surenchérissant, voient, dans les groupements coopératifs, la formule de l'avenir. Certes, les résultats obtenus jusqu'ici par les rationalisations et les super-rationalisations

ne répondent pas à leur attente. Mais que devient la libre concurrence dans tout cela ? Et lorsqu'elle joue réellement, ne voyez-vous pas qu'elle est cause de tout le désordre, de tout le désarroi que nous déplorons dans le monde ? D'abord, le plus souvent, elle fait hausser les prix.

— Ça, c'est un comble ! s'exclama le propriétaire terrien.

— Incontestablement, poursuivit Hermodan. J'appelle, pour un travail déterminé, plusieurs firmes en concurrence. Chacune d'elles va faire une étude, des devis qui nécessiteront sans doute chacun beaucoup de travail d'ingénieur, de chimiste, d'architecte, selon le cas. Mais une seule obtiendra la commande. Toutes les autres auront fait des frais inutiles qu'elles incorporeront ensuite dans leur prix de revient pour les affaires futures.

— Bravo ! fit le Militant, c'est bien répondu.

— Continuons, dit Hermodan. Dès qu'il y a concurrence, il devient difficile de vendre sans de gros frais de publicité. Vous savez que, dans certains cas, elle double, triple, quadruple la valeur du produit. Les exemples de ce que j'avance sont innombrables, car rien n'est plus coûteux que la publicité.

— Et de deux, fit le Militant.

— La concurrence pousse à la recherche continuelle de techniques nouvelles, continua Hermodan. Elle incite à exploiter une invention qui ruine toute une industrie : le moteur Diésel porte un coup très dur aux fabricants de chaudières ; la soie artificielle joue des coudes pour prendre sa place parmi les autres

textiles ; le ciment bouleverse les exploitants de carrières de pierres.

— Mais c'est le progrès, interrompit le propriétaire terrien ; vous faites à nouveau le procès du progrès.

— Je dis, répondit Hermodan, que ce progrès est d'autant plus rapide que la concurrence s'en empare. Il a fréquemment des répercussions désastreuses, et, quelquefois même, ruine tout un pays...

— Je parie que vous allez citer l'exemple de ces engrais chimiques qui sont un désastre pour le Chili en anéantissant ses richesses en guano ? interrompit le propriétaire terrien.

— Non, rassurez-vous ; de tels exemples abondent. J'en choisis un qui a touché notre pays : celui de la garance. L'histoire vaut la peine d'être contée.

Hermodan s'arrêta un instant, rassembla ses souvenirs et reprit :

— La garance eut autrefois une belle carrière. On la cultivait en Vaucluse, aux alentours de 1835, sur plus de 1.900 hectares. C'était, sinon la fortune, du moins l'honnête aisance pour toute la population, et l'unique gagne-pain de nombreuses familles. Les champs qui la produisaient s'étendaient sur les deux bords de la Durance et formaient tout le patrimoine d'une race de paysans sobres et travailleurs. De père en fils, on s'adonnait à cette culture qui remontait déjà à quelques générations, puisqu'on prétend que c'est Colbert qui, le premier, la favorisa. Comme de juste, la récolte avait une suite ; elle servait à alimenter une petite industrie et même un commerce très prospère puisqu'il portait annuellement sur une

vingtaine de mille tonnes de colorants. Tous ces gens vivaient heureux de leur sort. Un beau jour, un chimiste lointain trouva le moyen de fabriquer synthétiquement l'alizarine. En un rien de temps toutes nos familles vauclusiennes sont ruinées, car il n'existe aucune indemnité d'expropriation en matière de progrès technique. C'est le désastre brutal, l'anéantissement du patrimoine et des moyens d'existence. Cela se passait aux environs de 1894. Déjà à cette époque, on pria l'État d'intervenir, et un Ministre de la Guerre au cœur sensible, bien qu'il ne représentât pas encore le Vaucluse à la Chambre, prit un décret en faveur de ces braves gens afin d'atténuer la ruine de tous les habitants du Comtat Venaissin. Ce décret prescrivait que les pantalons des militaires français resteraient rouges contre toute logique tactique et que la racine de garance serait exclusivement employée pour assurer cette teinte discrète. Hélas! pareille mesure n'empêcha pas l'industrie de la garance de disparaître complètement de notre pays. Mais le décret ne fut pas rapporté, et les derniers pantalons rouges, ceux de 1914, étaient teints avec de la garance hollandaise.

Comme aucun de nous ne put réprimer un sourire, Hermodan conclut avec vigueur :

— La concurrence, c'est la lutte pour la vie, c'est la loi du plus fort, comme dans la forêt préhistorique. Malheur aux faibles !

— Que voulez-vous, objecta le propriétaire terrien, c'est dur, comme le sont toutes les lois naturelles.

— Voire, dit Hermodan, mais alors il faut la laisser jouer implacablement. La concurrence a provo-

qué la guerre des techniques et retranché de l'économie mondiale trente millions de travailleurs. Il faut les considérer comme des vaincus, ne pas leur venir en aide, les laisser mourir de faim pour ne pas contrarier le libre jeu des lois économiques. Mais non, vieux libéral, la loi naturelle ne joue pas, dans nos sociétés, comme dans la biologie. En effet, si le plus fort triomphe, le plus faible ne disparaît pas. Et comme les plus faibles sont, de beaucoup, plus nombreux que les plus forts, ils n'acceptent pas leur défaite et cherchent leur revanche sur un autre terrain. Ils ont le bulletin de vote qui appartient indistinctement aux forts comme aux faibles... ou la révolution.

Cette conclusion jeta un froid. Hermodan en profita pour poser à son tour une question :

— Savez-vous dans quel domaine la concurrence joue à coup sûr et de la manière la plus libre ? La concurrence joue toujours contre les ouvriers.

— Pourquoi ? interrogea le propriétaire terrien.

— Du moment que toutes les économies, reprit Hermodan, sont réalisées au détriment de la main-d'œuvre, celle-ci devrait être très rare pour pouvoir résister et refuser la diminution des salaires. Or, tant qu'il y aura un réservoir de trente millions de chômeurs, la loi d'airain restera plus inexorable que jamais.

Comme cette dernière remarque accentuait le malaise, je fis observer qu'il me paraissait injuste de reprocher aux ouvriers de s'unir et de s'organiser eux aussi, contre la concurrence. Cependant le libéralisme du propriétaire terrien était toujours debout.

— Vous vous acharnez contre ces théories de l'école orthodoxe, en essayant toujours de nous prouver qu'il n'y a aucune harmonie entre l'intérêt privé et l'intérêt public, dit-il. Les vaincus ont cependant d'autres possibilités de se refaire ; ils ne sont pas devant le dilemme : mourir ou faire la révolution. Le producteur cherchera une autre carrière, l'ouvrier un autre patron.

— Même en nous plaçant dans le cas le plus favorable, répliqua Hermodan, capitaux et ouvriers, victimes de la concurrence, subiront, les uns, la ruine ; les autres, la misère. Puis le moment arrive où le progrès technique, en supprimant trop de travail, a supprimé, du même coup, trop de besoins solvables. C'est à cette échéance, que l'on croyait lointaine, que nous sommes arrivés aujourd'hui et, dès lors, votre raisonnement ne tient plus.

— Pourquoi ? s'enquit encore le propriétaire terrien.

— Parce qu'il faudrait, répondit Hermodan, que chaque fois que le progrès technique, à la suite d'un perfectionnement ou d'un procédé nouveau, a permis de réaliser une économie de capitaux ou de main-d'œuvre, il faudrait, dis-je, que cette double économie fût immédiatement réinvestie dans une production nouvelle qui absorberait, sinon les mêmes capitaux et les mêmes travailleurs, du moins une quantité équivalente de capitaux et de travailleurs : nombre pour nombre. Malheureusement, lorsque l'effondrement économique se produit, ce remploi devient impossible parce qu'il est improductif.

— Pourquoi improductif ? questionna une fois de plus le propriétaire terrien.

— En raison de la diminution universelle du pouvoir d'achat, répondit Hermodan ; nous tournons dans un cercle vicieux.

— En tous cas, vous devez avouer, reprit le propriétaire terrien, que notre formule « laissez faire » n'a jamais été appliquée complètement. Nous prétendons que les lois naturelles réaliseraient l'harmonie spontanée des intérêts, mais on ne les laisse jamais jouer librement ! « Laissez faire et laissez passer », disons-nous. Or, on ne laisse pas faire, puisque l'État intervient à tout bout de champ, et on ne laisse pas davantage passer, puisque les frontières sont fermées, soit pour les marchandises, soit pour les travailleurs. Or, nous voulons que les marchandises circulent librement et aussi que le travailleur qui perd son gagne-pain, puisse aller librement, de l'autre côté des frontières, là où l'on aura besoin de lui.

— Et où, s'il vous plaît, dit Hermodan ? Dans quel pays le chômage ne sévit-il pas ? Si l'on est obligé d'interdire l'entrée des ouvriers étrangers, c'est précisément parce qu'il n'y a déjà pas assez de travail pour ceux qui sont sur place et chez eux. Non, sérieusement, si vous réclamez une liberté complète, je finis par croire que votre libéralisme orthodoxe ressemble étonnamment à l'anarchie.

Comme nous protestions tous, Hermodan continua :

— Ce que je dis là n'a rien de péjoratif. Je veux dire simplement que votre « laissez faire », complet, exige une société d'hommes justes, intelligents, honnêtes, éclairés, et, contrairement à ce que vous pensez, ce sont les conditions mêmes que requiert l'anarchie. Je ne vous traite pas de propagandiste par le

fait, ce qui, dans le langage courant, est, je l'avoue, synonyme d'anarchiste ; je vous traite de cousin germain de Bakounine, Kropotkine, Reclus, dont les théories ne manquaient pas de grandeur. Comme vous, ils étaient les adversaires irréductibles de l'État...

— Nous admettons l'État, interrompit le propriétaire terrien, mais nous réclamons qu'il se mêle de ce qui le regarde.

— C'est entendu, dit Hermodan. Ni Dieu, ni maître, crient les anarchistes, ennemis de tout gouvernement ; tandis que les représentants du libéralisme économique ne vont pas tout à fait aussi loin, je le reconnais. Ils acceptent un gouvernement, mais réduit à la fonction de gendarme, juste ce qu'il faut pour garantir la propriété de ceux qui possèdent contre les convoitises de ceux qui ne possèdent pas.

— Mais, dit le propriétaire terrien, nous permettons à tous les hommes d'accéder à la propriété.

— Par quel moyen ? s'enquit Hermodan.

— Par le travail, répondit le propriétaire terrien.

— Et quand le travail disparaît, comme c'est le cas pour trente millions d'êtres humains ? riposta Hermodan...

La conversation tombant brusquement, je fis un effort méritoire pour la ranimer. La solution se trouve peut-être dans la doctrine socialiste, dis-je avec beaucoup de ménagement.

— Hum ! fit Hermodan. Celle-là, au moins, n'a pas la prétention d'être bonne pour tous les temps et pour tous les peuples.

— Je la croyais, au contraire, très dogmatique, dit l'ingénieur.

— Ses disciples le sont, concéda Hermodan, mais, lorsqu'on parle de socialisme, j'éprouve toujours le besoin de demander lequel ? Est-ce celui de Saint-Simon, qui ne se préoccupe guère que d'organiser la production ? ou celui de Fourier, soucieux du bonheur des consommateurs qu'il cherche à réaliser par la coopération ? ou celui de Proud'hon, le syndicaliste ? ou celui de Babeuf, le révolutionnaire ? Nous avons encore le choix entre les conceptions de Morelly, de Mably et de quelques autres, qui sont un agréable mélange de communautés religieuses et de républiques antiques. Au fond, que cherchent ces doctrinaires ? Ils veulent couler les sociétés dans des moules tout faits. Comment croire à l'efficacité de ces formules, et même à leur rigueur, dans un monde qui n'obéit qu'au mouvement perpétuel, lequel déjoue les lois considérées les plus sûres ?

— Il faut socialiser les moyens de production, répéta une fois de plus le Militant.

— C'est ce que veut Marx, dit Hermodan. Jules Guesde l'a très bien précisé en disant que, si un cataclysme, heureux ou déplorable à votre choix, faisait disparaître les actionnaires des usines et des chemins de fer jusqu'au dernier, la production n'en serait pas diminuée.

— Il avait raison, dit le Militant.

— Mais il faut un cataclysme, répondit Hermodan, une révolution qui dépossède tous les possédants. C'est là un petit inconvénient majeur.

— Au fond, c'est le communisme, dit le propriétaire terrien. Tant pis pour ceux qui s'en accommoderaient.

— J'ai un avant-goût de ce régime, remarqua le pharmacien, chaque fois qu'il m'arrive, le dimanche, dans la banlieue de Paris, d'utiliser les véhicules de la T. C. R. P. ; c'est ainsi qu'on désigne les transports communistes de la région parisienne. Les voyageurs sont parqués, pressés, encaqués, enchaînés, avant d'être enfournés dans les voitures où ils sont entassés, debout, pendant tout le parcours. Ils ne peuvent poser leurs regards résignés que sur des « défense expresse », des « interdiction absolue », ou sur le copieux relevé des peines d'emprisonnement prononcées contre les malheureux qui ont « outragé par parole » le personnel distingué de la Compagnie.

J'élevai une protestation : les socialistes français se défendent d'être communistes.

— Ils considèrent le capitalisme, dit le pharmacien, comme une vache à lait qu'il s'agit de faire téter à leur clientèle. Mais dès que la pauvre bête dépérit, le parti se précipite chez un vétérinaire conservateur pour la faire engraisser.

— Non, dit Hermodan, le plus gros reproche que j'adresserai à ses adeptes, c'est de vouloir *décapiter le capitalisme*. Ils oublient qu'il peut inscrire à son actif l'essor prodigieux de la civilisation matérielle et que, mieux conçu ou complété, il lui reste encore une belle carrière à parcourir. C'est, du moins, ma conviction. En tant que corps de théories scientifiques, le socialisme me paraît manquer totalement d'intérêt. Ce n'est qu'une critique, souvent acerbe, du capitalisme ; un réquisitoire implacable contre

l'individualisme, au fur et à mesure que ses tares apparaissent à la grande lumière du jour ; un cri passionné de douleur et même de colère. Dégagez le socialisme de cette passion qui l'anime et vous êtes en face du corps de doctrines les plus disparates. Cette société, future et bien vague, qu'il appelle de tous ses vœux, ne se dégagera pas, j'imagine, d'une action concertée des hommes, mais des transformations techniques de la production. Qui peut prévoir cette évolution et ses répercussions sur l'ordre social ? Nous nous retrouvons donc devant l'énigme.

Et l'on échange quelques solutions

— Mais que faire ? demanda le négociant parisien.

— J'allais vous le demander, répondit Hermodan.

— Quoi ! Vous n'avez pas de solution, s'exclama le négociant parisien. Vous vous contentez de décrire le mal dont nous souffrons et vous n'apportez aucun remède ? Quelle utilité d'annoncer une catastrophe sans indiquer le moyen de l'éviter ?

— Mon bon ami, dit Hermodan, il y a de longues années que l'on connaît la tuberculose et ses diverses manifestations, le cancer et ses suites fâcheuses. Je n'ai jamais entendu reprocher au corps médical son impuissance à guérir toutes les maladies. On ne mourrait plus...

— De mieux en mieux, observa l'industriel, vous annoncez froidement la fin du capitalisme.

— Je me borne à constater, dit Hermodan, que la production, au lieu d'être basée sur l'ensemble des besoins des hommes, ne trouve au contraire des débouchés que dans la proportion des besoins solvables, ce qui provoque, d'une part, des stocks inu-

tiles, d'autre part, la misère. Je constate que le progrès technique, au lieu de profiter à l'humanité tout entière, ne profite guère qu'aux privilégiés de la fortune et aux privilégiés du travail.

Je constate, encore, que le machinisme tue d'abord l'artisanat et réduit l'artisan au rôle d'ouvrier d'usine ; qu'il l'oblige à quitter son pays pour venir s'agglutiner aux centres industriels devenus d'énormes aspirateurs de main-d'œuvre ; qu'il l'abandonne ensuite à la détresse autour d'immenses stocks que le travail a permis d'accumuler. Je constate qu'il y a trente millions de chômeurs dans le monde et je redoute, avec logique, que leur nombre n'aille croissant, même si quelques petites reprises partielles font naître d'illusoires espoirs. Je constate...

— Vous constatez, interrompit vivement le propriétaire terrien, que le capitalisme n'a plus qu'à déposer son bilan. Si je ne vois pas quel en serait le liquidateur, vous ne voyez, vous, aucun remède, aucune possibilité d'arrêter son effondrement sous le poids de la machine. De sorte qu'on pourrait comparer le capitalisme à quelque obus conscient, car il sait quel désastre il va provoquer à son point de chute mais incapable de dévier de sa trajectoire !

— Vous avez été artilleur ? questionna Hermodan.

— Ou alors le capitalisme, continua le propriétaire terrien de plus en plus ému, serait comme un beau fruit arrivé à maturité. Un affreux ver, le progrès technique, le rongerait intérieurement. Il va se détacher, tomber, pourrir.

— Vous êtes un horticulteur averti, répartit Hermodan.

— Décidément, je me refuse à vous suivre, reprit le propriétaire terrien, pour la raison bien simple je le répète, que je ne vois pas le liquidateur. Le régime disparaît ; quel en serait le bénéficiaire ? Par quoi le remplacerait-on ? Toute une civilisation ne s'écroule pas, comme cela, un beau matin.

— Bien des civilisations cependant, dit Hermodan, n'ont pas disparu autrement, et ceux qui vécurent leurs dernières heures ne se doutaient certainement pas que c'était la fin. La Chine, l'Assyrie, la Perse, la Chaldée, la Judée, les Indes, l'Égypte, la Grèce, Rome...

— Rome ? dit le Militant.

— Oui, Rome, continua Hermodan. Après Théodose, l'empire romain s'est effondré sans que personne ne conteste l'étiage élevé où il avait permis à l'intelligence de parvenir, mais simplement parce qu'il avait vécu et qu'il ne pouvait plus vivre.

La conversation s'arrêta et je sentis confusément que chacun, réfléchissant au problème, cherchait anxieusement une solution. Ce fut le propriétaire terrien qui rompit le silence.

— Il nous faudrait Poincaré. Cet homme nous tirerait de là, dit-il, en poussant un gros soupir.

— Que ferait-il ? demanda Hermodan.

— Je n'en sais rien, avoua le propriétaire terrien, mais vous vous rappelez qu'en 1926 il a rétabli une situation...

— Qui n'avait rien de comparable à celle-ci,

interrompit Hermodan. M. Poincaré exécuta le plan financier que M. Joseph Caillaux avait préparé, mais dont la Chambre n'a pas voulu car il comportait les pleins pouvoirs. Il s'y résigna avec deux ans de retard ; ce qui obligea la Banque de France à constituer un portefeuille de devises étrangères dont les inconvénients furent nombreux, surtout lorsque la livre sterling abandonna l'étalon-or. C'est l'État qui dut prendre cette perte à sa charge. Enfin il a exigé du pays un effort fiscal trop élevé qui s'est traduit par des excédents de recettes. Vous savez la suite. Quand on a un ami riche, on le tape. Or, dans un régime démocratique, l'État est l'ami du plus grand nombre.

— De sorte qu'on a réveillé, dit l'industriel, des appétits qu'il vaut mieux laisser somnoler. Mais revenons au problème. Si le progrès technique est le grand coupable, on devrait essayer de l'enrayer. J'ai lu dans un livre « *Nous faisons fausse route* » qu'on devrait imposer lourdement les transformations de matériel. Est-ce un remède ?

— Je crois, dit Hermodan, que vous interprétez inexactement la pensée de l'auteur. Celui-ci constate, comme nous, la cause principale de la crise mondiale. Il cherche à démontrer que le progrès technique ne s'arrêtant jamais, il va compromettre la solidité du régime social lui-même. Alors, s'adressant à ceux qui tiennent, par-dessus tout, au maintien de l'ordre de choses existant, il leur dit qu'il faut s'efforcer d'arrêter la guerre des techniques en freinant le progrès au moyen d'une fiscalité draconienne et internationale.

Où l'on cherche à démontrer que l'économie dirigée est un bateau qui nous conduit tout droit dans les eaux communistes

— Mais dans le désarroi des hommes et des choses, fis-je remarquer, ne pourrait-on pas mettre un peu d'ordre ? J'estime, avec beaucoup de gens sérieux, qu'il est regrettable que nous achetions plus à un pays que nous lui vendons. Il devrait y avoir réciprocité. Peut-on admettre que nous fassions venir d'Allemagne des marchandises pour plusieurs milliards alors qu'elle nous achète beaucoup moins. Tout ceci devrait être réglementé. Nos exportations et nos importations sont déréglées, a dit un grand démocrate.

— Cependant, interrompit Hermodan, croyez-vous vraiment que si nous achetons tant de marchandises aux Allemands, ce soit pour leur faire plaisir ?

Comme je ne répondais pas, il continua :

— Nous achetons à l'étranger selon nos convenances et nos besoins, et pour nulle autre raison. Un importateur français n'aura jamais idée de se

dire, avant de passer une commande : je vais m'adresser aux Tchéco-Slovaques, car il convient que je leur fasse une amabilité. Il achètera là où il trouve le meilleur marché à qualité égale. Cette idée de n'acheter à un pays que dans la proportion où on lui vend, n'a qu'à être transposée sur le plan des individus pour qu'éclate son inanité. Voyez-vous un bijoutier n'achetant du pain à son boulanger que dans la mesure où celui-ci lui achèterait des bijoux ? J'espère que notre sympathique ennemi le boucher vend plus de côtelettes au pharmacien qu'il ne lui achète de pilules. Qu'un pays s'efforce de vendre au dehors dans la mesure où il achète, c'est parfait ; sinon l'excédent de ses paiements sur ses recettes produirait un grand trouble dans son économie. C'est ainsi que procède mon fermier lorsqu'il va au marché. Il écoule ses produits et achète aux commerçants du bourg ce dont il a besoin. Il tâche, quand il rentre chez lui, d'avoir un peu d'argent ; mais il ne lui viendra jamais à l'idée d'obliger le médecin, dont il aura payé la note, à lui faire la preuve qu'il a acheté la quantité d'œufs nécessaires pour la solder. Les règles entre particuliers valent pour les groupements d'individus que sont les nations.

— Alors il n'y aurait donc pas moyen de diriger l'économie d'un peuple ? demanda le négociant parisien.

— L'économie dirigée ! répliqua Hermodan. C'est une formule à la mode, car nous vivons à une époque où l'on cherche à résoudre tous les problèmes par des formules. Comme on constate, partout, le désordre causé par les initiatives privées, on devait tout naturellement songer à coordonner ces efforts disparates, c'est-à-dire encourager les uns et interdire les autres. C'est bien cela l'économie dirigée ?

— Oui, répondit l'industriel. On veut substituer l'ordre au désordre. La production est anarchique et produit des résultats abracadabrants. Donc il faut la diriger.

— A l'intérieur de chaque pays, questionna Hermodan, ou pour l'ensemble des pays ?

— A l'intérieur d'abord, répondit l'industriel, puis on s'entendra avec les voisins qui, eux aussi, et même plus que nous, ont besoin de discipliner leur production.

— Si j'ai bien compris, reprit Hermodan, c'est une dictature économique que nous établirions en France. Elle s'entendra ensuite avec les dictatures établies chez nos voisins.

— Parfaitement.

— Et si, par hasard, ces dictatures ne s'entendaient pas ? Supposez que deux pays voisins aient orienté leur production dans le même sens, comment parviendriez-vous à rétablir des courants d'échange de pays à pays ? Cette observation préalable ne manque pas d'intérêt. Si vous organisez votre économie nationale d'après un plan arrêté, il est clair que vous réglementerez les industries qui exporteront et que vous mettrez de l'ordre dans vos importations. Or, pour que le mécanisme fonctionne, il faut que les économies voisines consentent à s'y adapter au même moment. Sinon, c'est encore la guerre des tarifs, et l'ordre que vous avez cru établir dans votre maison va se muer en nouveau désordre. Passons sur ce vice rédhibitoire. Instaurons donc l'économie dirigée chez nous. Qui va la diriger ? Existe-t-il un esprit assez puissant, assez universel, pour pouvoir exercer

une dictature économique dans un pays comme le nôtre ? Choisirons-nous un fonctionnaire ? Non, ils s'entendent peu aux affaires. Un industriel, un de ces génies d'organisation qui aura réussi brillamment dans sa partie ? La déformation professionnelle lui fera favoriser l'industrie au détriment de l'agriculture. D'ailleurs, si nous songeons à un industriel, il serait bon de préciser dans quelle industrie il y aurait lieu de le choisir. La métallurgie ? Hum ! s'il sort de la métallurgie lourde, il aura, sur bien des points, quelques idées saugrenues. Un charbonnier ? Il ne fera pas sa part à l'électricité. Un électricien ? Il risque de brimer les charbonniers et les pétroliers. Non pas que je suspecte l'indépendance de ces messieurs, mais je crois qu'il leur sera difficile de ne pas tenir compte du milieu dans lequel ils ont grandi. Choisirons-nous un agriculteur ? Nous aurons des tarifs douaniers élevés qui nuiront à nos exportations. Bref, il faudrait un homme qui ne fût spécialisé ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture. Un transporteur ? S'il sort des chemins de fer ou s'il vient de l'industrie automobile, nous aurons tout de suite deux conceptions différentes de l'économie du pays. Un banquier ? Un grand commerçant ? Vous faites la grimace. Il faudrait, en somme, quelqu'un qui sût tout en général et rien en particulier. Où diable irons-nous le dénicher ? Je doute d'ailleurs qu'il existe, dans le monde, un cerveau capable de contrôler toutes les activités d'un pays. De plus, il lui faudrait avoir un don de double vue ; qu'il devine, par exemple, ce que donneront les récoltes, car s'il pleut, ou gèle, ou tonne à contre-temps, s'il n'obtient pas du monde des insectes une bienveillante neutralité, ce sont tous ses calculs qui s'effondrent et, avec eux, l'économie qu'il dirige. Voyez-vous les Français déjà si pointilleux à l'endroit d'une dictature politique, s'incliner devant les ukases journaliers du dictateur écono-

mique ? Je suppose que chaque chef de maison devra, tous les matins, lui communiquer son courrier pour savoir s'il doit, ou non, exécuter les ordres qu'il reçoit, puisque chacun d'eux peut avoir une répercussion, plus ou moins fâcheuse, sur le marché que le dictateur est chargé de diriger !

Supposons toutes ces difficultés vaincues. Voyez-vous le désordre irréparable qui suivra toute erreur de cet homme tout puissant ? Un chef de maison se trompe, c'est regrettable pour la maison qu'il dirige ; mais le dictateur qui se trompe, c'est le désastre pour toutes les maisons et, de proche en proche, pour l'ensemble des productions du pays. Nous avons déjà connu des dictateurs au petit pied qui ont essayé de contrôler quelques parcelles de l'activité économique : les allumettes, la soie artificielle, les chaussures. A-t-on oublié leurs succès ? C'était déjà infiniment trop lourd pour leurs frêles épaules, et cependant leur tâche n'exigeait pas la dix-millième partie de l'effort que vous voulez réclamer de votre génial organisateur.

L'économie dirigée ! D'où peuvent provenir ces deux mots ? Ils doivent probablement faire partie du bel héritage de la guerre. Pendant 4 ans et demi, en effet, on a appliqué cette formule, mais précisément à un moment où la vie économique, presque tout entière, était suspendue. Qu'était devenu le crédit ? Les dépôts en banque étaient moratoriés. Le commerce extérieur ? Inexistant et pour raison majeure. L'État disposait des commandes, des wagons, de la main-d'œuvre, des matières premières, des prix. C'était obligatoirement supportable, car tout l'effort de la nation était tendu vers un but unique : libérer le territoire et gagner la guerre. Mais en temps de paix ?

Je vais essayer de vous faire toucher du doigt la contradiction qui se dégage du rapprochement de ces mots : « économie dirigée » et « capitalisme ». Plaçons-nous, une seconde, dans l'hypothèse où votre dictateur économique est en fonctions. Je viens de découvrir un nouveau procédé scientifique qui va me permettre, grâce à un four électrique, de fabriquer un ciment de qualité exceptionnelle et à très bon marché. Je me frotte les mains et me vois déjà en train de révolutionner l'industrie des liants hydrauliques. Je sollicite donc l'autorisation d'exploiter ma découverte et de fabriquer mon ciment. J'adresse une demande au directeur de l'économie dirigée. Que fait-il ? Admettons, puisque nous sommes dans le domaine de l'hypothèse, qu'il veuille bien m'envoyer un accusé de réception. Et ensuite ? Ensuite, il étudiera ou fera étudier mon procédé. Il en découvrira, c'est toujours une hypothèse, toutes les conséquences qui sont : *primo*, que je vais pouvoir fabriquer un meilleur ciment que mes concurrents ; *secundo*, à un prix moins élevé ; mais il va sans doute s'apercevoir que, *tertio*, il existe déjà des stocks de ciment un peu partout et, *quarto*, que ma nouvelle fabrication va les augmenter. Le dictateur froncera le sourcil. Comme, en raison de mon bas prix de revient, je dois pouvoir vendre mes produits tandis que mes concurrents ne pourront écouler les leurs, il va bondir sur son stylo pour me signifier son refus de donner suite. Il aura raison, à son point de vue, car, si je réussis — et je dois réussir, — mes concurrents vont peut-être être obligés d'arrêter leur fabrication et de licencier leurs ouvriers, d'où trouble sérieux dans l'économie nationale. Vous voyez les conséquences du refus ? C'est l'arrêt de toute technique nouvelle puisqu'elle ne peut surgir qu'en bousculant quelque chose. Or peut-on arrêter longtemps le progrès ? Non, puisque, nous le répétons

ici chaque soir, il fait partie de la nature humaine.

Mais ce n'est pas tout : si j'ai demandé cette autorisation de fabriquer mon ciment nouveau, c'est que, pour moi, les stocks ne m'inquiétaient pas du moment que je puis gagner de l'argent en vendant moins cher. Étant sûr de vendre, je suis sûr de réaliser un profit. C'est l'espoir de ce profit qui me guidait, qui me poussait à risquer mon temps et des capitaux. L'économie dirigée va donc m'empêcher de réaliser un profit parfaitement légitime, puisque je n'enfreins ni loi, ni règlement. Alors comment vais-je faire pour vivre ? Et mon cas n'est pas unique. Il se présentera toutes les fois que quelqu'un voudra entreprendre quelque chose de neuf. Oui, comment pourront vivre, dans une économie dirigée, ceux auxquels on va refuser le droit de réaliser ce « profit » qui est à la base de toute activité économique ? En substituant l'autorité au « profit », ne voit-on pas que l'on bouleverse, d'un seul coup, tout notre régime social ? Votre « économie dirigée », c'est la négation même du « capitalisme ». Alors pourquoi accoupler ces mots qui appartiennent, l'un au régime de la propriété collective, l'autre à celui de la liberté individuelle ? L'économie dirigée ne peut se concevoir dans une économie qui, comme la nôtre, est déjà dirigée par un maître impérieux : l'intérêt personnel.

C'est donc sauter à pieds joints dans une organisation où chacun de nous fera ce qu'on lui ordonnera de faire, de la manière et dans la mesure que le comporteront les ordres qu'il recevra. « Économie dirigée ! » deux mots vides de sens dans notre civilisation occidentale ; mais formule qui, petit à petit, fait son chemin, en prenant la forme discrète de l'étatisme mal compris qui gagne, tous les jours, un peu plus de terrain. D'abord, parce que les administra-

tions ont une tendance universelle à s'infiltrer dans ce qui ne les regarde pas, ensuite, parce que nombreux sont les citoyens qui font appel à l'État pour la défense de leurs intérêts corporatifs. Vous doutez-vous de tout ce dont s'occupe déjà l'État français ? Il est industriel, car il fabrique de la poudre, des cigares, des cigarettes, du tabac, des allumettes, etc... Il fabrique aussi de la monnaie, des médailles et même de la porcelaine qu'il se charge de vendre au plus juste prix. Il est entrepreneur de postes, télégraphes, téléphones. Il exploite entièrement une ligne de chemin de fer et paie le déficit de toutes les autres. Mais il est encore banquier, assureur, architecte, métallurgiste. Il construit des bateaux, des aéroplanes, des routes, des ponts, des ports. Il fait imprimer et vendre des journaux, des cartes de géographie. Il est encore médecin, chirurgien, fournisseur de fourrages, horticulteur. Il est enfin graveur, mouleur, tapissier, et s'est spécialisé dans la réparation des vieux monuments. J'allais oublier qu'il est maître d'école, marchand de soupe, qu'il vend de la quinine au Maroc, de l'opium et de l'alcool en Indochine. Enfin il est sur le point de prendre en mains tout le commerce du blé, et bientôt, probablement, tout le commerce extérieur, avec les licences et cet affreux mot que j'ose à peine prononcer : les *contingentements.*

Vous le voyez, grâce à l'étatisme, nous sommes sur le bon chemin de l'« économie dirigée ». Ce vent gonfle, de plus en plus fort, les voiles du vaisseau qui porte notre vieille civilisation et lui fait insensiblement quitter les eaux de la propriété individuelle pour gagner celles de la propriété collective. Nos braves capitalistes, réfugiés à son bord, ne se doutent nullement de la direction que prend leur navire ; ils s'imaginent peut-être qu'une corde tendue à travers

l'Océan, et visible à l'œil nu, sépare les deux hémisphères comme l'ont cru, quelquefois, les passagers naïfs qui assistent pour la première fois au passage de la ligne... (1).

— Alors je ne vois qu'une réduction importante de la journée de travail, dit le pharmacien. On pourrait ainsi résorber une partie du chômage.

(1) Pour bien saisir la signification de ce chapitre, il faut se reporter en 1932. Il n'était question que d'organiser ou de diriger l'économie, tout en restant dans le cadre capitaliste. Or une économie ne peut qu'être individualiste et basée sur le profit, ou collective et basée sur les besoins. Le Dr Hermodan raille les capitalistes qui rêvaient de diriger l'économie tout en demeurant des capitalistes. *(Note de la 2e édition.)*

La semaine de 40 heures

— Oui, dit Hermodan, cette mesure est à l'ordre du jour. Bien entendu, il faudrait la réaliser dans le cadre international, car si un pays, seul, appliquait la semaine de 40 heures, il serait désavantagé vis-à-vis de ses concurrents. Mais la mesure est-elle opérante ?

— Évidemment, fis-je remarquer. Si j'ai bien compris, voici comment se pose le problème : Il y a dans le monde des gens qui travaillent et des gens qui consomment. Mais, à l'exception du petit nombre de ceux qui vivent de leurs rentes, on peut dire que travailleur et consommateur sont une seule et même personne puisqu'il suffit de regarder autour de nous pour constater que l'on consomme à peu près dans la mesure où l'on travaille. Mais voilà qu'en fournissant le même effort, le travailleur produit le triple, grâce au machinisme qui lui a été adjoint. Or, il ne consomme pas plus qu'autrefois, puisque son travail est resté le même. Comme la production devient trop abondante, on préfère se passer d'un certain nombre de travailleurs. Et ceux-ci sont désormais en dehors du circuit et vivent en marge de la société. Ne serait-il pas plus juste de faire le total des heures de travail dont l'industrie a besoin et répartir cette somme entre tous les

travailleurs ? Ce total, évidemment, décroîtra au fur et à mesure que le machinisme progressera, et il est clair que cette répartition entre tous les travailleurs donnera à chacun d'eux un nombre d'heures de travail de plus en plus réduit. On travaillera de moins en moins jusqu'à l'époque rêvée, prédite par Sismondi. Je ne vois pas pourquoi les patrons sont opposés à cette mesure.

— Ils ont été les adversaires, me répondit Hermodan, de toutes les réductions qui ont été apportées à la journée de travail. Dans ma jeunesse, on travaillait de 12 à 15 heures par jour. Les 8 heures ont fait leur apparition après la guerre et vous vous souvenez des attaques dont cette loi fut l'objet. Aujourd'hui, on parle de la semaine de 40 heures. Parmi les industriels qui protestent, combien cependant seraient heureux de voir leurs usines tourner aussi longtemps dans le moment présent !

— Il n'y a pas que les patrons qui protestent, dit l'industriel. J'ai lu, sous la signature du professeur Allix, que réduire la journée de travail conduit à l'augmentation des prix de revient et que c'est effarant d'y songer en pleine crise de sous-consommation.

— Cela prouve, dit Hermodan, que l'on peut être un esprit de premier ordre, posséder une grande culture, et s'effarer facilement. Où a-t-il découvert que la diminution de la journée de travail devait automatiquement faire monter les prix de revient ? D'abord les heures ne travail de cessent de diminuer depuis un siècle, et les prix de revient n'ont pas tous monté, bien loin de là ; ensuite il ne faut pas qu'ils montent. C'est le taux de l'argent qui doit baisser et baissera dans des proportions qui réservent au

professeur Allix quelques effarements supplémentaires.

— Cependant la campagne est bien menée, dit l'ingénieur, et l'on remarque que les chambres de commerce et les chambres syndicales emboîtent le pas avec un remarquable ensemble.

— En tous cas, dit Hermodan, ces chambres de commerce, ces syndicats patronaux, qui font la guerre à la semaine de 40 heures, me paraissent être composés de gens qui n'ont aucun espoir de voir une reprise des affaires.

— Pourquoi cela ? interrogea le propriétaire terrien.

— On travaille actuellement, en moyenne, de 30 à 35 heures par semaine, dit Hermodan, malgré que nombre d'usines aient dû fermer leurs portes. Et, cependant, il y a plus de 30 millions de chômeurs dans le monde. Il est donc évident que si les affaires reprenaient, on travaillerait 36, puis 38, puis 40 heures, etc..., jusqu'aux 48 heures qui constituent la limite légale actuelle. Vous voyez donc, d'ici, l'importance de la reprise qui serait nécessaire avant qu'il faille embaucher du personnel nouveau ! Tandis qu'en abaissant la durée de la journée de travail, la minute où il deviendrait urgent d'aller puiser dans l'immense réservoir du chômage aurait peut-être quelque chance de sonner bientôt.

— C'est juste, remarqua l'industriel, la marge qui nous reste avant de parvenir aux huit heures autorisées nous permet de doubler notre production actuelle, et même un peu plus.

— Je vois cependant, dit Hermodan, un grave inconvénient à la réduction de la journée de travail. Chose curieuse, les opposants irréductibles ne paraissent pas l'avoir aperçu ; en tout cas, je ne crois pas qu'ils s'en soient servis à Genève.

— Lequel ? dit l'industriel.

— Il m'a été signalé par mon vieil ami Roussarie qui prouve, clair comme l'eau de nos cascades, que cette réduction donnerait un coup de fouet à la technique qui prendrait vite un nouveau temps de galop et provoquerait encore du chômage. Sa démonstration est limpide. Prenez deux usines spécialisées dans la même fabrication et produisant la même quantité de marchandises. Bien entendu, elles vendent au même prix, mais leurs bénéfices sont différents. L'une a un outillage ultra-moderne ; l'autre, au contraire, est restée fidèle à un matériel désuet. La première occupera donc moins d'ouvriers que la seconde, puisque son machinisme perfectionné n'a été installé que pour supprimer de la main-d'œuvre. Supposons que la première occupe 500 ouvriers et que l'effectif de la seconde soit de 1.000. Si nous tablons sur un salaire moyen de 15.000 francs par an, un simple calcul nous montre que la première usine dépense sept millions et demi de francs chaque année pour sa main-d'œuvre, tandis que la seconde paie quinze millions à ses ouvriers. Brusquement la loi établissant la semaine de 40 heures est promulguée. Quelles en seront les conséquences pour nos deux établissements ? Le premier, ayant besoin des 24.000 heures par semaine que lui fournissaient ses 500 ouvriers, va être obligé d'en embaucher 100 de plus, soit une dépense supplémentaire d'un million et demi de francs par an. Le second, dont les besoins sont de 48.000 heures par semaine,

va être obligé de faire appel à deux cents nouveaux ouvriers, ce qui l'obligera à dépenser trois millions de plus que récédemment. La semaine de 40 heures coûtera donc deux fois plus cher à la seconde usine qu'à la première. Son désavantage est évident et la conséquence en sera immédiate : elle améliorera son matériel afin de pouvoir s'aligner avec son concurrent. Dès que ce progrès sera réalisé, elle congédiera le personnel dont elle n'aura plus besoin.

— Nous assisterons donc à un nouveau déchaînement du machinisme ? dit le propriétaire terrien.

— Oui, dans bien des cas, répondit Hermodan, et une nouvelle réduction de la journée de travail deviendrait bientôt indispensable.

— Suivie d'une recrudescence de progrès technique, continua l'industriel, puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets.

— Je crois que nous ferions bien de chercher autre chose, conclut le pharmacien.

Nous observions un religieux silence, lorsqu'une voix s'éleva : c'était celle du jeune ingénieur.

— J'ai une solution, dit-il, je demande la parole.

Elle lui fut accordée immédiatement.

La solution du jeune ingénieur

— J'ai longuement réfléchi au problème, commença-t-il, et je crois qu'il n'est pas insoluble.

Il fit une courte pause, comme pour préparer ses effets. Puis il débuta en ces termes :

— D'abord une hypothèse. Supposons qu'un être surnaturel, échappé d'un monde à quatre dimensions, ait l'idée d'étudier l'espèce humaine, à la manière d'un Fabre penché sur la vie des abeilles ou celle des fourmis. Il ferait de bien curieuses constatations. Devinez-vous celle qu'il inscrirait, en premier lieu, sur son carnet d'observations ? La voici :

Les hommes sont de petits êtres étranges, apparemment pourvus d'une certaine intelligence, et dont la couleur de peau varie selon les espèces. Ceux qui sont blancs vivent en société tout en paraissant conserver une certaine liberté individuelle. Ils peuvent être divisés en deux catégories qui se distinguent par leur habitat. Les uns, très peu nombreux, font figure de chefs et vivent dans des cellules spacieuses ; ils donnent l'impression de l'immobilité, car ils paraissent ne rien faire. Les autres, infiniment plus nombreux, vivent entassés dans des logis étroits et sont en proie à une agita-

tion continuelle. Ils semblent occupés à ravitailler les oisifs auxquels ils apportent des objets qu'ils sont quelquefois allés chercher très loin et à grand'peine.

Cette observation dûment enregistrée, notre entomologiste géant en ferait une seconde :

Ceux qui travaillent se divisent encore en deux catégories. Les uns sont occupés dans leur alvéole ou dans un petit espace environnant. Les autres, au contraire, quittent leur nid, aux premières heures du jour, pour aller s'enfermer jusqu'au soir — en groupes compacts — dans des sortes de ruches où ils se livrent à un travail mystérieux. Ces ruches, archi-pleines dans la journée, se vident en quelques instants dès qu'arrive la nuit, et leurs occupants regagnent leurs nids jusqu'au lendemain matin. Quelques-uns semblent même passer la nuit dans ces ruches, mais alors ils dorment le jour dans leurs nids. Il serait intéressant de pouvoir étudier le genre de travail auquel ils s'adonnent dans ces ruches bruyantes et malodorantes. Il doit être dur, car certains en sortent exténués.

Cette deuxième observation : le travail en commun, hors du domicile, a raison de surprendre notre savant. Nous avons presque tous deux domiciles : celui dans lequel nous gîtons, celui dans lequel nous travaillons. La grande usine, conséquence logique de la machine à vapeur, a détruit l'artisanat, c'est-à-dire les métiers de ceux qui travaillaient chez eux avec leurs outils.

— Très juste, interrompit Hermodan, et l'artisan était propriétaire de son outil qui n'était que son prolongement. L'artisan lui était profondément attaché. Un simple outil, pour celui qui s'en servait,

avait une jeunesse, un âge mûr, des vieux jours, et excitait des sentiments divers. L'ouvrier se plaisait à la vivacité brillante de l'outil neuf, aux qualités ou aux défauts qu'amenait son âge mûr. Il le conservait, par affection, même après qu'il fût devenu inférieur à ses jeunes rivaux.

— Tandis qu'aujourd'hui, reprit le jeune ingénieur, l'ouvrier n'est pas propriétaire de la machine qu'il conduit. Elle appartient à un autre, et il loue ses bras et son intelligence au plus offrant. Conséquence : il ne peut matérialiser son effort. Toute satisfaction du devoir accompli lui est refusée, puisque son rôle est purement anonyme et l'empêche de voir les résultats de son intervention. Avouons, entre nous, que l'amour du métier ressemble étrangement à celui du condamné au « hard labour » pour la roue qu'il fait tourner. Du jour où l'on a inventé la « rationalisation », notre ouvrier est devenu l'accessoire d'une mécanique. Cette collaboration exige une pensée aussi passive que possible, jusqu'à devenir un rouage momentanément indispensable de la machine elle-même.

Revenons maintenant à notre entomologiste, qui, pendant que nous philosophons, n'en continue pas moins ses observations. En voici une encore qu'il note avec stupéfaction :

Pendant le temps que les hommes passent enfermés dans ces ruches, ils se livrent, je crois, à un travail mystérieux. Ce travail doit être intensif à en juger par les produits de tous genres qui sortent de ces ruches. Mais ces produits, qui paraissent être utiles à la race, ne sont consommés qu'en faible partie. Ils s'amoncellent à côté de la ruche. En certains endroits, j'ai cru noter qu'on les détruisait

au lieu de les répartir. Qui expliquera cette anomalie ?

Le Dr. Hermodan nous l'expliqua l'autre soir. En multipliant constamment la puissance de l'ouvrier, grâce au machinisme, on est arrivé à surproduire, puis à sous-consommer du fait du chômage de trente millions de travailleurs. Ceux-ci vont donc, eux et leurs enfants, périr de dénutrition physiologique autour de stocks presque incalculables. De sorte que l'on est allé chercher des hommes dans les campagnes pour les grouper dans les usines ; on les a contraints, par la concurrence, à quitter l'établi, le métier à tisser, leur outil..., et aujourd'hui ils sont pauvres, démunis de tout, encerclant ces richesses devenues inutiles. Telles sont les conséquences de la concentration industrielle née de la machine à vapeur.

— Vous êtes bien sévère, mon jeune ami, interrompit l'industriel.

— Pas assez encore, reprit-il. La machine à vapeur, en créant la grande industrie, a donné naissance à un genre d'esclavage peut-être pire encore que celui qui existait autrefois, car le patron romain avait intérêt à conserver son esclave en bonne santé, tandis que les patrons d'aujourd'hui se désintéressent de son existence. Ils le congédient, sur l'heure, pour peu que son départ laisse espérer un profit. S'ils ne le congédient pas, ils diminueront son salaire sans demander son avis. Souvent même, cela s'est vu, un patron congédie tout son monde, quitte à le réembaucher une heure plus tard avec un salaire réduit. Pourquoi se gênerait-il, tant qu'il y a un immense réservoir de trente millions d'hommes réclamant du travail ? Or, ce réservoir, c'est la grande industrie qui l'a créé et qui l'alimentera, sans

cesse, au fur et à mesure que la technique fera des progrès. L'ouvrier est ainsi condamné à la misère à perpétuité, aucune chance ne lui étant offerte de s'évader de son bagne. Et j'ai tort de ne parler que des ouvriers ; leur triste sort est partagé par les ingénieurs, les chimistes, les employés. Aujourd'hui toute carrière est bouchée pour celui qui sort des écoles avec un bagage de connaissances utiles. S'il trouve à s'employer, sa situation sera précaire. Je ne connais pas d'entreprise privée, occupant cinq ingénieurs, où l'on hésite à en sacrifier un, si les quatre restants peuvent assurer le service.

— Quel langage subversif, dit le propriétaire terrien, mais dites-moi donc, les jeunes ingénieurs sont-ils devenus communistes ?

— Communistes, jamais ! reprit l'ingénieur avec force. Les Soviets ont des usines si vastes qu'elles font pâlir d'envie les Américains eux-mêmes. Est-il admissible, réfléchissez un instant, que l'ouvrier cherche à s'approprier le bagne où il souffre ! Comme si la grande usine devait cesser d'être un bagne tout en restant une grande usine !

Comme nous demeurions tous un peu interloqués, le jeune ingénieur insista :

— Si tout le mal vient, comme nous le répétons tous les soirs, des excès de la concentration industrielle qui, je le répète, fut la conséquence de la machine à vapeur, n'est-il pas absolument stupide de partir en guerre contre la société actuelle, comme le font les Soviets, si cette même concentration industrielle doit se maintenir sous un régime de propriété collective ?

— Décidément, dit le propriétaire terrien, je ne vous suis plus. Je ne comprends plus.

— C'est cependant bien simple, reprit le jeune ingénieur. Si la concentration industrielle est à la base du mal dont nous souffrons, si elle est cause du désarroi des hommes et des choses pour employer une formule fameuse, ses effets seront aussi fâcheux dans un régime de propriété collective que dans un régime de liberté individuelle. Ce qu'il faut, c'est faire la guerre à la concentration industrielle qui, déjà, est en train de mourir de sa belle mort. Et vive la décentralisation industrielle ! C'est d'elle, et d'elle seule, que viendra le salut, c'est-à-dire la fin de la crise.

— Enfin ! dit le propriétaire terrien, enfin, vous vous expliquez !

— Vous auriez compris dix fois si vous ne m'aviez pas interrompu, répondit l'ingénieur. Maintenant, je vais allumer ma lanterne en vous disant ce que j'entends par la décentralisation industrielle.

Une remarque au préalable. L'ordre social, comme dit mon maître Marcel de Coninck — car je suis son disciple — se modifie insensiblement tous les jours sous l'action du progrès scientifique. Chaque grande découverte vient hâter les transformations de la société. La poudre à canon met le point final au Moyen Age. Pourquoi ? Parce que le roi s'est réservé le monopole de l'artillerie qui réduit toute résistance au silence. L'unité française, n'en déplaise donc à Léon Daudet, a été réalisée avec la collaboration involontaire d'un moine obscur. Continuons : Gutenberg découvre l'imprimerie, qui centuple les forces de l'esprit humain et permet l'éclosion de la Renaissance, puis de la Réforme. Notre prodigieux essor industriel du XIXe siècle est dû à la découverte de la machine à vapeur, à son application

aux usines, aux chemins de fer, aux transatlantiques, etc... Quant aux moralistes, économistes, législateurs, ils se bornent à façonner l'ordre social tant bien que mal, et à l'adapter au progrès de la science, mais avec un retard toujours bien regrettable.

Nous venons de vivre l'ère de la concentration industrielle. Elle eut son utilité incontestable, mais, aujourd'hui, ses méfaits sont tellement supérieurs à ses avantages, qu'il faut qu'elle disparaisse, sinon nous sombrerions dans un désordre innommable. Ses méfaits ? J'en cite quelques-uns au hasard, car je n'ai que l'embarras du choix. D'abord, la disparition de milliers de métiers qui faisaient vivre leur propriétaire et sa famille. La liste des professions, qui sont en voie de disparaître, serait bien longue et s'allonge encore tous les jours. Ensuite, la *standardisation* qui engendre la monotonie, la médiocrité, l'uniformité, la disparition du bon goût, d'une part ; l'abrutissement du travailleur, obligé d'exécuter à satiété les mêmes gestes dont on s'évertue encore à diminuer le nombre, d'autre part. Enfin, l'impérieuse nécessité de tourner à plein, même si les acheteurs disparaissent, quitte à amonceler des stocks sans aucune utilité pour personne. La lutte des classes, proclamée par Marx, est justifiée du fait que le propriétaire de la machine garde tout le profit — tant qu'il y en a — et se contente de louer les bras du prolétaire que la loi d'airain fixe au prix minimum. Enfin, et j'allais l'oublier, ce potentiel de guerre qui est proportionnel à la concentration industrielle d'un pays et le rend apte à s'équiper presque instantanément pour une guerre d'agression. Sous le règne de la grande industrie, on ne peut plus savoir où commence et finit une armée.

Au lieu de concentrer l'industrie, il faut la décentraliser. Cela revient à dire, qu'au lieu de concentrer la force motrice, il faut décentraliser cette force. C'est possible grâce au moteur à explosions qui nous a donné l'automobile et l'avion. Préférez-vous une formule plus saisissante encore ? La concentration de la force motrice a tué l'artisan, c'est-à-dire l'ouvrier propriétaire de son outil. Nous devons essayer de le ressusciter en considérant la machine comme un outil perfectionné, dont l'ouvrier doit être propriétaire. Pour cela, il suffit d'encourager, dans tous les pays, la diffusion de la force motrice, car elle permettrait à un nouvel artisanat de se créer de toutes pièces. Cet artisanat s'annexerait le progrès technique, alors que celui-ci est aujourd'hui monopolisé par la grande industrie. Je dis que c'est possible et je le prouve.

— Je vous arrête tout de suite, dit l'industriel, en vous faisant remarquer que votre système a déjà été expérimenté et n'a donné que de piteux résultats. Ce que vous voulez, si j'ai bien saisi, c'est combiner l'industrie et l'agriculture. Demandez aux Savoyards et aux Jurassiens ce qu'ils en pensent ? Oh ! je ne conteste pas que l'idée soit très séduisante : tout le monde devient agriculteur et fait de l'industrie à ses moments perdus, en hiver notamment. On monte de petits ateliers familiaux qui sont annexés à la ferme. Malheureusement les résultats sont là, et personne ne peut les contester. Le paysan qui fabriquait des ressorts de montre, ou des pièces détachées, ou de décolletage, n'a pas tardé à opter pour l'atelier et s'est défait de ses champs... à quelques exceptions près.

— J'ai le regret de vous dire, répondit le jeune ingénieur, que votre exemple ne prouve rien. Ou

plutôt il prouve une chose : c'est que la grande industrie et l'industrie décentralisée ne peuvent pas vivre côte à côte, car la première tue l'autre, comme elle a déjà tué l'artisan d'autrefois. Mais que vienne à disparaître la grande industrie, et elle en prend le chemin, vous verrez si l'industrie rurale ne sera pas florissante ! Tout d'abord, industrie et agriculture ont, de plus en plus, des points communs, surtout depuis que le progrès technique a fait son apparition dans les campagnes et y remporte victoire sur victoire. L'agriculture, croyaient les Physiocrates, était seule, dans une nation, à pouvoir créer de la richesse. La science a renversé cette illusion. L'agriculteur se borne, comme l'industriel, à transformer des matières pré-existantes, et le premier se sert de la chaleur du soleil, tandis que le fondeur se sert de la chaleur du cubilot ou du four électrique.

Que faire pour que cette révolution s'accomplisse ? Favoriser la diffusion de la force motrice et le développement de l'automobile. Moyennant quoi notre économie se transformera très rapidement. On s'acheminerait ainsi vers la production dispersée, composée d'une multitude de petits établissements disséminés sur tout le territoire et qui serait le complément du travail agricole, lequel doit primer tous les autres.

— C'est encore une affirmation gratuite, dit l'industriel. On affirme que si la crise mondiale n'a pas trop affecté notre pays, c'est précisément parce que l'industrie et l'agriculture s'équilibrent à peu de chose près. Pourquoi vouloir faire une part plus grande à l'agriculture ?

— Parce que, répliqua le jeune ingénieur sans se décourager, l'agriculture satisfait à 70 p. 100 de

nos besoins. C'est elle qui se charge de notre alimentation et de nos vêtements ; n'est-ce pas le principal dans la vie d'une famille ? Voyons, la campagne nous donne, à profusion, tout ce qu'il faut pour nous nourrir, nous désaltérer, nous vêtir. Oui, nous vêtir : textiles, cuirs, peaux sont des produits agricoles qu'il suffit de transformer. Elle nous fournit ce dont nous avons besoin pour nous loger : le bois, les matériaux de carrière, etc... Admettez-vous qu'un homme qui posséderait un peu de terres labourables, un petit bois, une vigne, un joli verger — même si le tout est réparti dans un rayon de quelques kilomètres, ce qui l'obligera à avoir une bicyclette — est nettement au-dessus de toutes les crises mondiales ? Évidemment il n'aura pas l'emploi des puissantes machines agricoles qui ont été construites à l'échelle des grands espaces du nouveau monde, mais qui nous empêche de le doter d'un outillage que j'appellerai de moto-jardinage, et qui conviendra fort bien à son genre de culture ?

— Curieuse conception, fit l'industriel, que celle qui se réclame de l'automobile et, en même temps, souhaite la disparition du travail en série, à la chaîne, bref de tout ce qui est indispensable pour sortir des voitures nombreuses et à bon marché.

— Ne vous hâtez pas de triompher, reprit l'ingénieur, et puisque nous parlons d'automobile, dites-moi ce qui importe le plus dans cette industrie ? Est-ce la fabrication des pièces ou leur montage ?

— Il faut les fabriquer d'abord, et les monter ensuite, répondit l'industriel.

— D'accord, continua l'ingénieur, mais le montage, seul, exige la fameuse « chaîne » que l'on ne

peut établir que dans une vaste usine, alors que le constructeur peut s'approvisionner de toutes les pièces en s'adressant au dehors. Ce que l'on fait « à la chaîne », c'est le simple assemblage des éléments. Que représente cet assemblage dans le prix de revient total de la voiture ?

— Peu de chose, j'en conviens, dit l'industriel. Au fait, le montage lui-même peut être accompli par une petite équipe, bien entraînée, ayant rassemblé tous les éléments constitutifs.

— Voilà que vous y venez, conclut le jeune ingénieur. J'attends encore que vous vouliez bien ajouter que le travail de cette petite équipe, bien entraînée, sera peut-être plus rapidement exécuté que celui de la longue « chaîne » dont l'allure est réglée par celui des maillons qui travaille le plus lentement.

— Si cela peut vous faire plaisir, je le reconnais, voulut bien admettre l'industriel.

— Alors je continue, dit le jeune ingénieur. Mes pièces sont fabriquées dans les ateliers disséminés dont je parle. Leur transport jusqu'au centre de montage n'entraîne pas des frais bien élevés. Je puis même le préciser dans l'hypothèse où les pièces sont fabriquées à cent kilomètres du centre de montage. Le transport revient à cinquante centimes par tonne-kilomètre. C'est une dépense d'un sou par kilog ; or l'automobile coûte trente francs le kilog.

Ce que je dis pour l'automobile est vrai pour une quantité d'autres choses. La production dispersée s'applique à la meunerie, à la fabrication du vin, du beurre, du fromage. Elle est possible dans la brasserie, la sucrerie, la confiserie, la chocolaterie,

la biscuiterie, dans toute l'industrie alimentaire. Avec un minimum d'imagination, vous l'appliqueriez à la filature et au tissage où la matière première est à pied d'œuvre ; à la papeterie, au ciment, au savon, aux briques, à la tannerie, à la fonderie, aux aciers fins, à la chimie, au travail du bois et du cuir, aux tissus, au bâtiment. Je laisse de côté — car je suis de bonne foi — les grands travaux publics, les mines, et la construction de ces paquebots géants et déserts qu'aucun port ne pourra bientôt plus abriter.

— Pareille évolution équivaut à une révolution, dit le négociant parisien. C'est la disparition des grandes villes et de leur commerce. Les touristes étrangers n'auront plus de raison de venir en France. Ce que vous proposez là est simplement du domaine du rêve. Si cela se réalisait, je n'aurais plus qu'à fermer mes magasins comme tous mes confrères.

— Ce n'est pas sûr, reprit le jeune ingénieur. D'ailleurs la décongestion des centres est chose souhaitable. Voyez-vous un inconvénient à ce que les grandes villes diminuent d'importance ? Quand voudra-t-on bien reconnaître que, grâce à l'automobile, les campagnes font aujourd'hui partie de la banlieue des villes ? Qu'est-ce que 150 kilomètres en auto !

— Peu de chose, dit l'industriel, mais je crains que votre production morcelée, telle que vous la concevez, n'ait, en général, un prix de revient très élevé.

— Je n'en suis nullement convaincu, continua le jeune ingénieur. Je pourrais vous citer nombre de petites exploitations industrielles dans lesquelles le travail est parfaitement exécuté à un prix qui n'est

pas bien loin de celui que pratique la grande industrie. Cette dernière nous répète à satiété qu'elle peut parvenir à un bon marché exceptionnel. C'est vrai, mais à condition de fabriquer beaucoup et de vendre. Dès que l'écoulement ralentit, la grande industrie est obligée de réduire sa cadence de production, et le prix de revient augmente. Ajoutez les frais considérables qu'entraîne la publicité, indispensable si l'on est contraint d'atteindre une masse d'acheteurs, et vous arriverez à cette conclusion que le prix de revient très bas n'est praticable que tant que le marché n'est pas saturé. Or il se sature, hélas ! très vite. L'atelier rural, au contraire, n'est pas obligé de tourner à plein rendement sous peine de perdre de l'argent. Sa production a une souplesse qui lui permet de suivre facilement les variations du marché. L'atelier rural utilisera les femmes, les enfants de la famille, les vieillards, même les infirmes, à des travaux qui n'exigent qu'une surveillance ou ne demandent que quelques moments dans la journée, comme la correspondance et la comptabilité. N'oubliez pas non plus que le personnel, famille et quelques ouvriers, habitant sur place ou à proximité de l'atelier, on économisera ainsi les frais des transports journaliers dont la grande industrie est bien obligée de tenir compte dans le calcul du prix de sa main-d'œuvre. Evidemment les pièces, ainsi usinées à domicile, seront assemblées dans un centre de montage qui, lui, ne peut être situé ailleurs que dans une grande ville. Il faudra donc transporter ces pièces à une certaine distance du lieu de leur fabrication. Je vous ai démontré que l'automobile résout le problème sans grever sensiblement le prix de revient.

Dans d'autres cas, au contraire, l'atelier rural économisera des frais de transport que la grande

industrie des centres manufacturiers est obligée de supporter. En voulez-vous un exemple ? C'est lorsque notre industriel-campagnard usinera des matières premières sur le lieu même de leur production, et le cas est loin d'être exceptionnel. Il peut être la règle pour les textiles tels que le lin, le chanvre, la soie, la laine. Il en sera de même pour les peaux, les cuirs, les cornes, les gaines oléagineuses, etc...

La clef de voûte de cet édifice, c'est, j'insiste, l'éparpillement nécessaire de la force motrice sur tout le territoire. L'homme se libérera ainsi de la machine à vapeur qui concentra la main-d'œuvre. L'électricité et l'automobile donneront la vie aux ateliers disséminés dans le pays et l'ouvrier, redevenu propriétaire de cet outil perfectionné qu'est la machine moderne, retrouvera le goût de son métier.

— Il reste à nous expliquer deux choses, dit l'industriel. La première : comment disséminer la force motrice dont vous aurez partout besoin en quantité industrielle ? La seconde, celle de l'outillage réduit dont vous aurez besoin et qu'il faut substituer à celui qui existe en ce moment.

— Je vois le piège, dit en souriant le jeune ingénieur. Il consiste à me faire avouer que les ateliers ruraux seront tributaires des grandes centrales thermiques, seules capables de fournir une production massive d'énergie. J'ai une opinion diamétralement opposée. Votre puissante centrale thermique n'est utile, aujourd'hui, qu'en raison de nos grandes agglomérations.

— Vous prétendez donc vous en passer ? dit le propriétaire terrien.

— Certainement, répondit le jeune ingénieur. Ces centrales présentent un danger permanent. Avez-vous réfléchi à ce qui se produirait, en cas de troubles sociaux ou de guerre étrangère, si ces organes étaient mis hors de service ? Le pays serait plongé dans l'obscurité et atteint de paralysie générale !

— Aveugle et paralytique, précisa le pharmacien.

— Avouez, dit le jeune ingénieur, que nous sommes vraiment des gens légers. Nous agissons comme l'homme qui, en pleine bataille, offrirait son cœur comme cible à son adversaire. Et par dessus le marché, au point de vue économique la combinaison est désastreuse. Vos grandes centrales thermiques utilisent à peine 20 p. 100 des calories qu'elles consomment. Tout le reste est rejeté en pure perte dans l'atmosphère ou dans les rivières que l'on chauffe vraiment inutilement. Remplacez ces géants par de petits groupes thermiques que vous éparpillez sur tout le territoire, et ceux-ci vous donneront le chauffage d'abord, puis la force motrice ensuite comme sous-produit. Passons à votre deuxième question ; celle de l'outillage qui convient aux dimensions de l'atelier-rural. Croyez-vous qu'il soit bien difficile de le créer à l'échelle de leur capacité de production ? Que faites-vous donc des moteurs mobiles de toutes puissances ? Serait-il impossible de mettre au point des machines agricoles légères et rapides ? Vive le machinisme individuel ! C'est lui qui supprimera le salariat à perpétuité, car il permettra de multiplier le nombre des patrons. Le travail, rétribué par un salaire, ne sera que l'étape nécessaire permettant à l'homme d'acquérir la maîtrise de sa profession avant de devenir un

producteur indépendant. Je répète : vive le machi nisme individuel !...

— Et démocratique, ajouta le Militant.

— C'est vrai, répondit le jeune ingénieur par une association d'idées assez naturelle ; plus de milliardaires. Ils furent utiles, mais ils ne le sont plus.

— Vous n'allez pas, j'espère, faire à votre tour de la démagogie ? dit le propriétaire terrien.

— Non, continua le jeune ingénieur, j'en ai horreur. Malheureusement il m'apparaît, de toute évidence, que le milliardaire, aujourd'hui, n'a plus d'utilité sociale.

— Il n'en a jamais eu, dit le Militant, et les ploutocrates furent toujours les ennemis de la classe ouvrière.

— Je ne vais pas jusque-là, répondit le jeune ingénieur. L'homme, puissamment riche, fut utile comme le furent, un moment, les grosses entreprises. Bien souvent le milliardaire fit un emploi très judicieux de ses capitaux. Rockfeller, pour n'en citer qu'un seul, consacra une bonne partie de sa fortune à des œuvres de premier ordre. Il a couvert les États-Unis de bibliothèques et de dispensaires. Mais je suis bien obligé de remarquer, maintenant, que le problème de la consommation prime tous les autres, et qu'un milliardaire ne dépense pas dans la mesure de ses moyens.

— Un milliardaire mange beaucoup moins de pain qu'un prolétaire dit le Militant.

— Un milliardaire, reprit le jeune ingénieur, possède deux hôtels particuliers, trois châteaux, cinq Rolls-Royce, un yacht, une écurie de courses. Sa femme, ses enfants, ses secrétaires, son train de maison, tout cela additionné représente peut-être une centaine de consommateurs. Or un milliardaire est égal à mille millionnaires. Mille millionnaires, ce sont mille appartements avec mille mobiliers, mille villas, mille Citroën. Faites le compte des femmes, enfants, domestiques, et vous arrivez à cinq ou six mille consommateurs, contre une centaine seulement lorsque toutes ces fortunes sont dans un seul patrimoine.

— A ce compte-là, dit le négociant, vous n'avez qu'à imaginer le milliard divisé en deux mille avoirs de cinq cent mille francs chacun, pour pouvoir aligner dix mille consommateurs.

— Poussons le raisonnement plus loin, dit le propriétaire terrien, et divisons le milliard entre un million d'individus ; chacun d'eux aura mille francs. La consommation sera réduite à rien.

— Quelle erreur, dit le Militant, puisque le milliard sera intégralement dépensé.

— En produits alimentaires seulement, dit l'industriel, au détriment de tout le reste. Voyons, précisa-t-il, en s'adressant au Militant, vous avez été architecte. Quelles commandes eussiez-vous pu attendre de cette poussière de consommateurs, tandis qu'un milliardaire vous eût couvert d'or ?

— Nous nous égarons, dit Hermodan, et je reviens à la solution du machinisme individuel qui vient de nous être exposée.

Elle est intéressante, mais n'exige-t-elle pas la disparition préalable de toute notre concentration industrielle et de tous les capitaux investis ? Votre critique du système actuel de la production d'énergie est peut-être juste, mais elle fait bon marché des organisations existantes dont quelques-unes, comme celles d'Ernest Mercier, ont permis de réaliser de grands progrès dans l'ordre social. Votre conception exige le partage du sol entre des millions de petits propriétaires et, à cet égard aussi, elle est révolutionnaire. Et le problème du chômage ? Estimez-vous qu'il soit possible d'intégrer trente millions de chômeurs dans vos ateliers ruraux ? Quant au progrès technique, votre éparpillement industriel va lui donner un nouvel essor. Que ferez-vous des ouvriers dont le travail ne sera plus nécessaire ? Enfin, dernière objection, si la société pouvait ainsi se transformer radicalement, votre solution ne serait bonne que pour un tout petit nombre de pays comme le nôtre, possédant un climat tempéré, des cultures variées et d'abondantes richesses naturelles...

— Ah ! sous ce rapport, interrompit le jeune ingénieur, je ne me préoccupe que de mon pays natal. La France peut se suffire, donc elle doit vivre en se tirant d'affaire toute seule. Les étrangers n'ont qu'à agir comme nous, et à chercher la solution qui leur convient.

Où l'on explique comment la politique «du vase clos» n'est qu'un retour au moyen âge

— Non, dit Hermodan, pas d'État-Robinson se suffisant jalousement à lui-même. Il faut combattre cette doctrine de l'économie fermée. Il n'est que trop triste d'assister, en ce moment, au spectacle de tous les peuples se renfermant dans leurs frontières pour vivre leur propre vie. Qu'on y soit contraint en temps de guerre, hélas ! c'est bien forcé et on le paie de sacrifices infinis ; mais que l'on en fasse son idéal en temps de paix, c'est vouloir s'infliger des efforts inutiles et même ridicules.

— Qu'avons-nous donc à craindre ? dit le jeune ingénieur.

— L'asphyxie, répondit Hermodan, peut-être un conflit armé, en tous cas une régression économique dont vous ne vous faites aucune idée. M. Joseph Caillaux, dont personne ne conteste, j'imagine, la très grande autorité, écrivait dernièrement que ce serait la plus folle des chimères que d'envisager, pour des peuples modernes, la possibilité de vivre ramassés sur eux-mêmes. Je me permettrai d'ajouter que l'autarchie est, pour les États vieillissants, ce que la

retraite est actuellement pour les hommes qui atteignent un âge avancé. Se réfugier dans l'autarchie ou prendre sa retraite, c'est l'annonce d'une fin prochaine.

— Vous êtes trop sévère, interrompit le négociant parisien.

— Je le serai volontairement bien davantage encore, reprit Hermodan, en vous disant que c'est contre nature. Tout simplement parce que la nature n'a pas réparti également ses richesses dans le monde, alors que les hommes y sont partout répandus. La nature veut donc que les échanges puissent se pratiquer entre ces groupes d'hommes que sont les nations, comme entre les individus eux-mêmes. Ce n'est, après tout, qu'une extension de la division du travail, donc une forme supérieure de la coopération. C'est précisément cette stupide politique du « vase clos » qui disloque l'économie mondiale pour former des morceaux disparates qui ont l'ambition d'être autonomes. Ceux-ci se surchargent de productions nouvelles, alors que l'engorgement existe déjà partout. Il y a trop de sucre dans le monde et voilà la Colombie qui se lance dans la production sucrière ! Tâchons d'être raisonnables et à peu près logiques. Si nous rêvons de nous suffire, à l'intérieur de nos frontières barbelées de droits de douane, voulez-vous me dire pourquoi l'on perce des tunnels sous les montagnes, pourquoi l'on construit des paquebots géants, pourquoi l'on ne cesse de développer les communications rapides, pourquoi l'on invite tous les peuples de la planète à venir admirer nos expositions universelles ? Il nous manque du pétrole, du coton, de la laine, du cuivre, de l'étain, d'autres matières premières...

— Et des touristes, interrompit le négociant parisien.

— Et des touristes, reprit Hermodan, et l'on voudrait que nous nous passions du reste du monde !

— Malheureusement, c'est une doctrine très à la mode, dit l'industriel. Elle est défendue par des hommes éminents.

— Tant pis pour eux, dit Hermodan ; je vois, au contraire, que la marche séculaire de l'humanité la conduit vers une association de plus en plus vaste. La famille à l'origine, puis la tribu, puis la cité, puis la province, puis la nation, puis la fédération de nations. Il me semble paradoxal de vouloir remonter le courant. Déjà, de mille et une façons, l'association dépasse les frontières politiques qui sont purement conventionnelles.

— Oh ! dit le propriétaire terrien, que voici une parole regrettable !

— Elle ne devrait pas surprendre le vieux libéral que vous êtes, dit Hermodan ; vous me paraissiez féru de la formule « laissez faire et laissez passer ».

— En matière économique s'entend, rectifia le propriétaire terrien.

— Pourquoi nous payer de mots, répondit Hermodan. Nous savons bien, pour peu que nous ayons lu, réfléchi ou voyagé, que les limites d'une communauté sont forcément arbitraires. Je vous assure que j'aime passionnément mon pays et cependant, en Chine, j'ai fraternisé avec des Allemands au nom d'une culture commune. Je prétends que le domaine

de Gœthe, de Schiller, de Beethoven, de Nietzsche est un foyer qui éclaire et chauffe des hommes pour qui les frontières de l'Allemagne n'ont qu'une simple signification politique. La nationalité, à mon sens, est du domaine spirituel et ne peut être encerclée par des poteaux-frontières. La Renaissance a débordé les limites de l'Italie, la culture grecque, celles de l'Hellade ; il n'est jamais venu à l'idée de personne que le Vatican devrait contenir tout le catholicisme.

— J'y enfermerais volontiers tous les cléricaux, dit le Militant.

— Déplorons donc, conclut Hermodan, que l'économie fermée fasse tous les jours des progrès. C'est une conséquence, nous l'avons déjà dit, de la diminution du pouvoir d'achat universel et de la disparition du profit, que l'on cherche à rétablir artificiellement à l'intérieur de chaque pays. C'est pour cela que l'on veut vivre en « vase clos », même si nous devons être ainsi conduits à une conflagration générale.

— Nous n'en sommes pas là, je l'espère, dis-je à mon tour.

— Certainement non, reprit Hermodan, mais exciter les nationalismes, c'est quand même jouer avec le feu. Or, la résurrection du profit par les procédés artificiels dont nous parlons risquera, un jour, de supprimer complètement tout le commerce international dont l'action bienfaisante est de resserrer les liens entre les peuples. Ce jour-là, la paix sera bien compromise.

Et l'on presse Hermodan de dépasser le présent pour découvrir l'avenir

— La paix ! répéta le négociant parisien. Dire que, quinze ans après la grande guerre, elle est encore si mal établie, qu'on est fondé à se demander si un nouveau conflit européen ne va pas prochainement surgir. C'est peut-être l'aboutissement obligatoire de cette crise longue, profonde, universelle !

— Elle provoque, sans aucun doute, dit Hermodan, les graves troubles politiques auxquels nous assistons. Prenez l'Allemagne et demandez-vous, franchement, si la misère qui la gagne, au fur et à mesure des progrès de la crise, n'explique pas les événements dont nous sommes les témoins stupéfaits ? C'est peut-être dans ce pays que le progrès technique a le plus favorisé la création d'un outillage hors de toute proportion avec les possibilités de consommation.

A cet égard, le déséquilibre a atteint une exagération qui défie le bon sens. Il faudrait à l'Allemagne des débouchés tellement importants qu'il est difficile de les concevoir, même au cas où, la prospérité miraculeuse revenue, les échanges reprendraient avec la régularité que nous souhaitons. Produits chimiques,

appareillages électriques, fers, aciers, etc... peuvent être produits en des quantités telles, qu'elles exigent, non pas toute la clientèle européenne, mais celle de la planète ! Le désordre qui en résulte oblige la moitié de Berlin à subvenir aux besoins de l'autre.

— Exact, observa le propriétaire terrien, mais le mouvement hitlérien est cependant inspiré par un sentiment de revanche.

— Il ne l'était sûrement pas à l'origine, répliqua Hermodan. Hitler a groupé les mécontents, et ses recrues proviennent de l'armée de six millions de chômeurs que l'Allemagne entretient tant bien que mal. Le différend franco-allemand n'aurait aucune raison de se réveiller si la situation économique n'exigeait pas un exutoire à la colère des masses. Au point de vue militaire, l'honneur des deux pays est sauf, puisque, en moins de cinquante années, l'Allemagne a renversé l'empire français et que la France a renversé l'empire allemand.

— Mais vous n'excluez pas cependant la possibilité d'une nouvelle guerre ? demanda l'industriel.

— Nullement, répondit Hermodan, mais cette fois le capitalisme disparaîtra brutalement et pour toujours sans doute. C'est que notre globe paraît aujourd'hui divisé en deux parties complètement distinctes. Il y a, d'un côté, les pays où règne un capitalisme plus ou moins malade, plus ou moins battu en brèche par des cohortes grandissantes de mécontents ; de l'autre, les républiques soviétiques et cette Chine mystérieuse qui, s'éveillant du sommeil des siècles, paraît devoir accepter la loi de la propriété collective.

— A moins que le Japon n'y mette bon ordre, riposta le propriétaire terrien.

— Quoi qu'il en soit, dit Hermodan, une nouvelle guerre condamnerait l'Europe au sort de la Grèce antique. Comme elle, notre continent est organisé en États souverains, tous jaloux de leur indépendance, et remplis de méfiance à l'égard de leurs voisins. Français, Allemands, Italiens, Espagnols, etc., tous appartiennent à une même culture, comme il y avait autrefois les races ioniennes, doriennes, éoliennes qui peuplaient l'archipel, le sud des Balkans et les côtes voisines. Si les uns et les autres étaient divisés au point de vue politique, les uns comme les autres se sentaient réunis par une civilisation commune qui, à leurs yeux, les plaçait très au-dessus du reste du monde. Les Européens pratiquent la même religion ou des confessions issues de la même origine. Les peuples de la Grèce avaient une épopée nationale, les jeux olympiques, les mystères. Pas plus que l'Europe, les Grecs ne comprirent que l'union politique était la condition même de leur avenir. Sparte, Athènes, Thèbes luttaient entre elles, comme Rome, Berlin, Paris. Si le danger perse provoqua une entente passagère, les rivalités recommencèrent de plus belle après les guerres médiques. Car, pas plus que Paris et Berlin, Athènes et Sparte ne voulaient se réconcilier. Alors survint la guerre du Péloponèse dans laquelle tous les États furent entraînés. Ce fut, en réduction, ce que nous promet le prochain conflit : un coup mortel à la civilisation. L'Hellade fut rayée de l'histoire du monde, Thèbes détruite, Athènes ruinée, et Sparte devint une bourgade minuscule.

— Vous êtes de plus en plus consolant, dit alors le propriétaire terrien.

— Préféreriez-vous que je vous dise que tout va bien, dit Hermodan, que l'avenir est sans nuages ? Voulez-vous que je parle comme les météorologistes de la politique et de l'économie ? Alors je vous dirai qu'il n'y a qu'à attendre gentiment que l'orage soit passé, un de ces beaux orages d'été qui vous privent d'une sortie. Après la pluie viendra le beau temps. Que la confiance renaisse et tout le monde pourra reprendre son petit train de vie ordinaire ! Un de ces météorologistes, que je lis hebdomadairement, me paraît s'être évadé de son observatoire pour torturer les statistiques. Il découvrait régulièrement que la *conjoncture* devenait de plus en plus favorable et que, le plus dur étant fait, la grande reprise était en vue. Je constate, avec plaisir, qu'il trouve prudent, maintenant, d'exprimer quelques réserves ; ce qui lui permet de ne pas faire trop mauvaise figure lors de la conjoncture suivante.

— Il a peut-être raison, dit le propriétaire terrien, il faut un bon moral à la nation.

— Cependant, répondit Hermodan, d'excellents esprits prétendent que la seule manière d'empêcher les hommes d'être absurdes et méchants, c'est de les éclairer.

— Alors, dites-nous ce que nous allons devenir demain ? réclama l'industriel. A quand l'effondrement général ?

— Interrogez une pythonisse, répliqua Hermodan.

— Ce n'est pas une réponse, objecta l'industriel. Si vous dénoncez le mal, c'est que vous connaissez la maladie. Comment va-t-elle évoluer ? Qu'est-ce que demain nous réserve ?

— Le monde continuera, reprit Hermodan. J'espère que nous admirerons encore de beaux couchers de soleil comme ce soir. L'avez-vous vu disparaître, incendiant *ces pics glacés qui ne fondent jamais* !

— Allons, dit le propriétaire terrien, nous sommes tous intimement persuadés que vous ne possédez pas le don de double vue. Mais vous avez réfléchi au problème. Quel est le dénouement le moins mauvais que vous entrevoyez pour le drame que nous vivons ?

La grande relève

— D'abord qu'il soit bien entendu, dit Hermodan, que l'extraordinaire complication des rapports sociaux dépasse, de beaucoup, la force de prévision de l'entendement humain. Vous ne me ferez donc pas tomber dans l'erreur commune des gens qui bâtissent des sociétés de toutes pièces. Les socialistes sont passés maîtres dans l'art d'édifier la cité future, et nos braves attardés de l'économie libérale font comme eux ; ils fabriquent une société composée d'hommes intègres, sages, raisonnables, alors qu'il y aura toujours, tant qu'il existera des hommes, des esprits ardents et inquiets qui se feront des ennemis, des savants qui chercheront à se faire des réputations, des caractères insinuants qui se feront des partisans, et des politiques qui tireront parti des passions de tous les autres.

Si vous me demandez, simplement, dans quelle voie notre société capitaliste pourrait s'engager pour éviter de disparaître brutalement, c'est une autre affaire. Du moment que nous ne vaticinons pas, je veux bien vous confier que je ne vois pas pourquoi la race humaine serait condamnée au travail à perpétuité ? Ou alors il ne fallait pas la doter d'un cerveau grâce auquel elle oblige la matière à travailler

à sa place. Des trésors de patience et d'intelligence ont été dépensés par des générations et des générations, pour inventer et mettre au point des machines qui, de plus en plus, remplacent le travail des hommes. Nous assistons aujourd'hui à la grande relève des travailleurs par la matière disciplinée et animée d'une force de production. Ne peut-on concevoir une évolution du capitalisme qui tienne compte de cette relève, sans obliger les troupes qui descendent des lignes à mourir de faim ?

Au cours des siècles passés, tous les hommes, sans exception, étaient mobilisés pour la guerre, incessante et sans merci, que la faim, la soif, le froid font à notre pauvre humanité. Tout le monde devait gagner sa vie au prix de la sueur de son front, et passer tous ses jours dans les tranchées du champ de bataille.

Mais voici que, comme au cours de la grande guerre, la défense s'organise, le matériel vient se substituer, en partie, aux poitrines vivantes. Il faut des effectifs de plus en plus réduits pour tenir les lignes contre cet ennemi héréditaire : la misère humaine. Les hommes sont relevés de la fournaise ; petit à petit ils sont libérés de l'obligation de lutter pour leur vie. Ces soldats qui descendent vers l'arrière, ce sont des libérés, des hommes dont on n'a plus besoin puisque, sans leur présence au chantier, la communauté possède enfin tout ce qui lui est nécessaire.

Les libérés d'autrefois s'appelaient les rentiers. Aujourd'hui, ce sont les chômeurs. Les uns comme les autres ne sont pas indispensables pour la production des richesses. Jamais les récoltes n'ont été plus abondantes, ni les stocks plus élevés.

Un pays devrait donc être fier du nombre d'hommes dont le progrès permet d'économiser l'effort. Le chômeur, au lieu d'être la rançon de la science, devrait en être la récompense. Plus il y a de chômeurs dans un pays, plus le niveau intellectuel, plus l'étiage économique est élevé. Théoriquement, n'est-ce pas vrai ?

— Vous m'effrayez, fit le propriétaire terrien.

— Qu'y a-t-il d'effrayant ? répliqua tranquillement Hermodan. Voici deux pays de même population. L'un comme l'autre produisent, chaque année, la même quantité de richesses, mais, dans le premier, ce résultat est obtenu grâce à l'effort intensif de tous les travailleurs ; dans l'autre, grâce au travail de la moitié seulement de la population. Laquelle des deux nations possède le niveau intellectuel, social, économique, — mettez l'adjectif qui vous plaira, — le plus élevé ? La seconde évidemment. Cependant ce pays privilégié est à plaindre, car la moitié de sa population, réduite à ne rien faire, est condamnée à mourir de faim et de froid. Voilà le drame que nous vivons.

Transposons le problème sur un autre plan. Il n'y a pas que les hommes que le progrès technique a délivrés, en partie, du travail obligatoire. Il y a aussi les chevaux. Ceux-ci sont remplacés, de plus en plus, par les chevaux-vapeur qu'on élève dans les cylindres d'un moteur à explosions. Le travail des chevaux en chair et en os devient de moins en moins nécessaire. Comme dit mon ami Joseph Dubois, connaissez-vous des chevaux-chômeurs ?

— Expliquez-vous, dit le propriétaire terrien.

— Très volontiers, reprit Hermodan. Comme on

a trouvé inutile de nourrir les chevaux à ne rien faire, on s'est empressé, dès que l'on a eu moins besoin de leurs muscles, d'en envoyer quelques-uns à la boucherie, et de limiter la saillie des juments. Est-ce le sort que vous réservez aux hommes dont le travail est accompli par des machines ?

— Le chômage serait donc un bien ? dit timidement le propriétaire terrien.

— Théoriquement, il est la preuve irréfutable que le pays où il sévit a réalisé de grands progrès techniques dans sa production, répondit Hermodan. Théoriquement toujours, ces hommes qui ne sont plus obligés de tenir la tranchée, ces hommes qui ont été relevés par les machines, sont le signe qu'une victoire a été remportée par le commandement, c'est-à-dire par l'intelligence. La présence de ces affranchis devrait être un élément de confiance, de réconfort, de fierté pour toute la nation. Mais c'est à la nation qu'il incombe de les faire vivre. Elle s'en acquitte un peu partout sous forme d'indemnités de chômage. Seulement, on espère, dans l'état actuel des esprits, que ces secours sont passagers et que ces libérés ne sont que des permissionnaires ; qu'ils vont bientôt être forcés de remonter aux tranchées et de reprendre leur métier de galérien en travaillant le plus d'heures possible tous les jours. On souhaite que, pour obtenir ce résultat admirable, le niveau industriel baisse prochainement. Quelques-uns vont jusqu'à rêver qu'on démolisse une partie de ces esclaves-matière ou chevaux-vapeur, afin de replacer leur fardeau sur des épaules de chair. Que tout le monde retourne au bagne, c'est à cela que s'emploient les experts qui veulent mettre fin au bienfaisant chômage.

Malgré la stupéfaction indignée de tous ses auditeurs, Hermodan continua froidement :

— Évidemment, je m'aperçois que ce que je dis vous surprend légèrement. J'insisterai donc en affirmant que, du moment que vous n'avez plus besoin de ces hommes, vous êtes dans l'obligation absolue de les faire vivre sans travailler. Car du moment qu'ils sont venus au monde, ils ont droit à la vie. Ils y sont venus comme tous leurs frères, nus, sans poches remplies sur les côtés. Est-ce leur faute si toutes les richesses qui existent ont déjà un propriétaire légitime ? Et si l'abondance de ces richesses est telle que vous préférez les détruire ? Ah ! pour légitimer cette appropriation de tout ce qui est nécessaire à la vie, la société a élevé le travail à la hauteur d'une véritable religion. Ils ont accepté cette loi, bien qu'elle dût leur paraître dure, et ils se sont mis courageusement à l'œuvre. Mais voilà que, grâce au progrès technique, leur travail ne vous est plus nécessaire ! C'est cependant leur unique bien, qu'ils sont forcés d'échanger contre le morceau de pain indispensable à la vie. Concluez ?... Préférez-vous les faire disparaître comme les chevaux ? C'est la solution des anthropophages. Elle paraît tellement odieuse que, dans tous les pays, c'est l'État qui vient en aide à ces soi-disant déshérités. Vous savez, d'ailleurs, qu'une attitude différente conduirait droit à la révolution, car ils sont de plus en plus nombreux. Aujourd'hui 30 millions, demain 35, 40, 50 millions ! Il n'y a pas de raison pour que cela s'arrête, puisque l'idéal du progrès technique est la suppression totale de la main-d'œuvre.

— Mais comment cette situation a-t-elle pu naître si brusquement, dit enfin le propriétaire terrien, qui fut le premier à reprendre ses esprits.

— Je vous ai expliqué déjà qu'elle menaçait depuis longtemps. La guerre a précipité les événements qui, sans elle, ne se seraient produits que beaucoup plus tard, mais qui se seraient produits tout de même.

— Et c'est vraiment sans appel ? risqua l'industriel.

— Sans appel, reprit Hermodan. Il faut en prendre une bonne fois son parti. Certes vous aurez des hauts et des bas, de petites reprises suivies de dépressions plus profondes. Mais franchement, je croyais que nous avions épuisé le sujet et que notre religion à tous était faite et archifaite. Croyez-vous encore au retour de la prospérité telle qu'on convenait de la définir autrefois ?

— Non, évidemment, dit l'industriel, mais tout de même...

— Croyez-vous sérieusement, interrompit Hermodan, que le monde revive l'année 1929 qui, si je ne me trompe, fut l'année de la prospérité exceptionnelle ?

— Non, dit l'industriel, 1929 fut évidemment une période unique ; c'est une époque qu'on ne revivra plus.

— Je ne vous le fais pas dire, reprit Hermodan. Sachez cependant que le chômage technologique existait déjà en 1929 ! Oui, même à ce moment de production intensive ! Interrogez un homme compétent, comme M. Picquenard, notre directeur du travail, il vous le confirmera.

— C'est épouvantable ! dit le propriétaire terrien.

— Mon vieil ami, continua Hermodan, ne vous lamentez pas. D'abord, c'est complètement inutile, puisque cela ne changerait rien. Ensuite, dites-vous bien que ce qui arrive devait fatalement se produire. Logiquement, si la science, grâce aux savants, aux inventeurs, aux praticiens, est parvenue à fournir à l'humanité une armée d'un milliard d'esclaves de fer, et une autre d'un milliard de chevaux-vapeur, ce n'était pas dans l'intention que disparaissent quelques millions d'hommes, sous prétexte que leur travail ne devenait plus nécessaire. L'homme, contrairement à ce que vous avez cru, n'était pas condamné au travail à perpétuité. Il a durement peiné jusqu'à ce qu'il possède cette armée d'esclaves matériels qui, désormais, vont travailler pour lui. C'est la grande relève qu'il attend, qu'il a préparée et qui, enfin, est en marche pour le débarrasser de la corvée du labeur. Pourquoi serait-ce épouvantable ? La civilisation antique ? Quelques hommes libres portés par un monde d'esclaves. Demain ? L'humanité tout entière sera ces quelques hommes libres, et la matière sera la multitude d'esclaves. Je ne vois vraiment pas là de quoi nous attrister et vous empêcher de dormir.

— Mais voyez les conséquences, dit le propriétaire terrien. Vous avez eu la précaution de nous dire que vous nagiez en pleine hypothèse ; je crois que vous nagez en plein communisme, et cela, sans vous en douter.

— Pas fatalement, dit Hermodan. Je vous ai dit que, pas plus que vous, je ne connaissais l'avenir. Nous souhaitons que le désordre qui règne dans le monde ne nous conduise ni à la guerre, ni à l'anarchie. De plus, nous voudrions bien que le régime capitaliste, au lieu de s'effondrer, consente à évoluer afin de tenir compte des progrès scientifiques. Je cherche

dans quelle voie il pourrait s'engager pour sauver notre civilisation. Voulez-vous me permettre de continuer ?

— C'est bien inutile, dit le propriétaire terrien. Vous imaginez un régime où celui qui ne travaille pas aura les mêmes avantages que le travailleur. Vous donnez une prime à la paresse et vous comptez que quelques braves gens dans la tranchée, pour employer votre expression, vont se faire tuer pour permettre aux autres de se goberger à l'arrière.

— Oh ! fit Hermodan en souriant. Voilà un sentiment de pudeur qui vous honore, mais qui me paraît bien tardif. Si l'idée que des individus peuvent vivre sans travailler est de nature à vous faire souffrir, vous avez dû souffrir beaucoup et depuis longtemps, Car vous avez certainement entendu parler de centaines de milliers d'hommes qui ont vécu bien tranquillement de leurs rentes. Peut-être même en avez-vous connu personnellement. Des millions d'hommes ont vécu, et bien vécu, sans jamais rien faire de leurs dix doigts, ni de leur substance grise. Certains journaux s'étaient même spécialisés dans la description de leurs faits et gestes. Comment se fait-il que cette paresse, du moment qu'elle reposait sur de bonnes rentes, ne vous ait jamais choqué ?

— Leurs parents et leurs grands-parents avaient travaillé pour eux, dit le propriétaire terrien.

— Les parents et les grands-parents des chômeurs d'aujourd'hui ont beaucoup travaillé pour nous, répliqua Hermodan. C'étaient ces millions d'hommes qui bûchèrent toute leur existence et qui nous ont fabriqué cette armée d'esclaves-matière. Dites que les chômeurs d'aujourd'hui sont les successeurs des

rentiers d'autrefois, si cela peut vous soulager. Des rentiers infiniment moins privilégiés, du moins pour l'instant, que ne le furent ceux que nous avons connus et que nous connaissons encore. Car il est évident que notre société ne peut pas faire, demain, à celui qui devra vivre sans travailler, un sort supérieur, ni même égal, à celui qui lutte pour se faire une place au soleil. Je souhaite, au contraire, que l'on puisse toujours maintenir ces possibilités d'émancipation, de mieux-être, qui sont la force du régime capitaliste. Donc notre nouvelle classe de rentiers, soyez-en bien persuadé, sera dans une situation très inférieure à celle qui disparaît sous nos yeux.

— C'est la collectivité qui va assumer cette nouvelle charge, interrompit le propriétaire terrien. Vous voyez bien que, malgré tout votre désir de sauver le capitalisme, vous sombrez, vous aussi, dans l'étatisation à outrance.

— Voire, dit Hermodan.

— C'est tout vu, répliqua le propriétaire terrien. Baptisez votre système du nom que vous voudrez, c'est encore et toujours l'étatisme. Il est impossible de mettre le doigt dans l'engrenage sans que le corps y passe tout entier. Paul-Boncour, Léon Blum, Staline !... Je ne me représente pas la France et les Français soumis à ce régime. Cela vous plairait, à vous, qu'à chaque geste économique, à chaque transaction ou autre opération, nous fussions inscrits, enregistrés, recensés, timbrés, mesurés, tarifés, cotés, patentés, autorisés, licenciés, empêchés, contingentés ! A la suite de quoi nous serions traqués, houspillés, contrariés, poursuivis, interrogés, emprisonnés, fustigés, sacrifiés, vendus, contrecarrés, bernés, découragés, outragés, déshonorés ! Grand merci !

— Voilà que vous recommencez à vous lamenter dit Hermodan...

— Mais c'est à cet étatisme que l'on court, interrompit le propriétaire terrien, et à quelle allure ! Voyez ce qui se passe en Allemagne. Il y fait des progrès inouïs. La législation de crise a déjà placé, sous le contrôle de l'État, les banques, l'industrie lourde, les lignes de navigation et, pratiquement, tout le commerce extérieur. C'est l'État qui fixe la durée du travail et la rémunération des ouvriers, les loyers, le taux de l'intérêt, bientôt le prix de toutes choses A Rome, c'est encore l'étatisation, qui se prononce « fascisme » en italien. L'emprise de cet étatisme est sans doute déjà plus forte qu'en Allemagne. Toute création d'industrie nouvelle et tout agrandissement d'industrie existante sont soumis à l'autorisation du Sénat. Un propriétaire n'est plus libre de cultiver son champ comme bon lui semble. La nature de ses cultures lui est en quelque sorte imposée par le gouvernement. S'il refuse, il est dépossédé au profit du syndicat agricole le plus voisin.

— Propriété oblige ! c'est le principe de Mussolini, dit Hermodan ; la propriété fasciste a pris un caractère nouveau, celle de fonction sociale, et le propriétaire a des devoirs envers la collectivité.

— Communisme ! dit le propriétaire terrien.

— Pas nécessairement, répliqua Hermodan.

L'État est l'héritier de ceux qui n'en ont plus

— Pourquoi oublier, continua Hermodan, vous, homme pondéré, que, partout où s'exerce l'activité humaine, un juste tempérament est la mesure de la vérité ? Vous venez de le méconnaître en partant en guerre contre une étatisation qui supprimerait toutes les libertés. Au fait, il faudrait s'entendre sur la liberté. Est-ce l'indépendance complète de l'individu comme le réclament les anarchistes ? Le droit d'aller et de venir, d'embrasser la profession qui vous plaît, d'acheter, vendre, louer, prêter, à votre guise, sans contrôle d'aucune sorte, sans avoir de comptes à rendre à personne ? Cette liberté, prise dans un sens aussi large, est incompatible avec le fait de vivre en société. Il n'y a pas de vie en commun sans un minimum de règles, sans une restriction au caprice des hommes. Arrêtez-vous devant la devanture d'une boutique, vous ne portez préjudice à personne. Que mille personnes fassent comme vous, au même instant et au même endroit, c'est toute circulation rendue impossible ! Qu'est-ce que l'État ? Pas autre chose qu'une des conséquences de la division du travail. Si chacun de nous était non seulement obligé de gagner sa vie, mais encore de veiller à sa propre sécurité, la tâche serait trop lourde. Alors

c'est la collectivité qui s'en charge pour l'ensemble des citoyens. Sécurité au dedans, sécurité au dehors. Puis, insensiblement, l'État a assumé tous les services d'intérêt général : routes, canaux, ports, etc... Peut-on honnêtement le lui reprocher ? Il est capable de s'en acquitter d'une manière irréprochable.

— Ah ça, jamais, dit le négociant parisien. L'État, c'est le désordre et la gabegie.

— Voyons, reprit doucement Hermodan, vous avez souvent voyagé, n'est-ce pas ? N'avez-vous jamais visité de ville — je ne précise pas si c'est en France ou à l'étranger — où vous fûtes agréablement frappé par l'ordre et la netteté qui y régnaient ? Des quartiers bien bâtis ; des rues larges, bien éclairées, bordées de beaux arbres ; des jardins publics, admirablement entretenus ; une police bien faite ; des moyens de transport rapides et bon marché ; un service téléphonique fonctionnant à la perfection de jour, de nuit et même le dimanche ; des services de voirie impeccables ; une banlieue coquette respectant les abords de la cité si souvent mal tenus. De telles villes existent dans le monde. Songerez-vous à reprocher à l'État ou aux municipalités d'intervenir si judicieusement que le séjour dans ces villes vous soit vraiment agréable ?

— D'accord, concéda le négociant parisien, mais il faut que l'État n'aille jamais plus loin.

— Non, reprit Hermodan, l'État, c'est autre chose encore. C'est la plus haute manifestation de la solidarité nationale qui, logiquement, a pour fin suprême le progrès de l'humanité ou, si vous préférez, l'amélioration du sort matériel et moral de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. L'État ne peut

donc se désintéresser de la misère d'une partie des citoyens et même de leur bien-être. Il n'y a là rien qui puisse vous effaroucher, car cette conception est loin d'être révolutionnaire. Un pape, dans l'encyclique *Rerum Novarum*, a admis l'intervention de l'État pour assurer la justice dans les relations naturelles entre les hommes. Il doit devenir, a-t-il dit, la providence des travailleurs.

— Ses interventions, en matière économique, sont toujours désastreuses, reprit le négociant parisien qui ne voulait pas se rendre. Vous n'allez pas vous faire le défenseur de toutes les sottises des administrations publiques ?

— Je concède, dit Hermodan, que l'État ne doit pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Reste à définir le domaine qui doit lui être hermétiquement défendu. Si je vous proposais la formule d'un économiste de l'école dont vous vous réclamez constamment : l'école classique libérale ? Puis-je mieux choisir ?

— Évidemment non, dit le propriétaire terrien, quelle est-elle ?

— Ni l'État, ni les communes ne doivent jamais faire ce que peut faire un particulier ; c'est la formule d'Yves Guyot, reprit Hermodan. Vous l'acceptez sans réserve et je l'applique à la situation actuelle.

— Comment cela ? dit l'ingénieur.

— L'État, dit Hermodan, doit s'abstenir d'être commerçant ou industriel partout où un commerçant et un industriel peuvent faire mieux ou aussi bien que lui.

— Bravo ! dit le propriétaire terrien, voilà qui est sagement raisonné.

— Mais, continua Hermodan, chaque fois que le capitalisme est défaillant, l'État ne doit pas intervenir pour renflouer les entreprises privées comme les intéressés ne manquent jamais de le réclamer. Ceux-ci ne doivent pas compter sur l'État pour créer artificiellement le profit lorsque celui-ci vient à disparaître.

— J'approuve encore, dit le propriétaire terrien.

— Alors je continue, dit Hermodan. Mais, ainsi que l'exige l'amour du prochain qui est au fond de chaque cœur d'homme, le profit ne doit commencer qu'après qu'il aura été pourvu à l'existence de ceux des citoyens qui, ne possédant au monde que leur travail, sont dans l'impossibilité de prélever quoi que ce soit des richesses dont le monde regorge, du moment que leur travail ne trouve plus preneur.

— C'est l'assistance actuelle aux chômeurs, remarqua l'ingénieur.

— C'est mieux, dit Hermodan, mais laissez-moi continuer. Enfin, s'il arrive qu'en raison des progrès techniques réalisés, le profit vienne à disparaître de certaines activités indispensables à la vie de la nation, c'est l'État qui doit recueillir ces activités, car il est l'héritier de ceux qui n'en ont plus.

— Voilà du socialisme pur, remarqua le propriétaire terrien ; cette troisième proposition est inacceptable.

— Nous verrons bien, dit Hermodan. A mon avis,

elle est située aux antipodes du socialisme. Celui-ci veut décapiter le capitalisme en lui enlevant les plus beaux fleurons de sa couronne. Je prétends que les industries prospères doivent persévérer, sans aucune aide de l'État, car le profit est l'aiguillon le plus acéré de l'activité économique. Mais si l'heure sonne où elles ne peuvent plus exister ? Elles deviennent alors des biens sans maîtres ; c'est à l'État qu'incombe le soin d'en assurer la marche, si celle-ci doit se poursuivre pour le bien de tous.

— Reprenons vos trois propositions, dit le propriétaire terrien. La première ne souffre aucune discussion. Passons à la seconde : les chômeurs sont définitivement à la charge de l'État.

— Ils le sont déjà, répondit Hermodan, et comme vous ne voulez ni les détruire, ni les empêcher de naître comme nos malheureux chevaux...

— Il y aura donc deux catégories d'hommes, reprit le propriétaire terrien, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas ?

— Non, dit Hermodan.

— Des hommes qui travailleront, dit le pharmacien, et d'autres qui seront déclarés d'inutilité publique ?

— Non, répliqua Hermodan.

— Alors expliquez-vous, conclut l'industriel.

— Il y aura, dit Hermodan, deux catégories d'hommes : ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent *plus*, car tous les hommes doivent travailler.

— Vous ne pouvez obtenir ce résultat que par la réduction des heures de travail, fit observer l'ingénieur ; or vous nous avez déclaré qu'elle présentait des inconvénients !

— Je me rallie au projet de M. Roussarie, dit Hermodan. Tout le monde doit travailler, mais tout le monde n'est plus *obligé de travailler toute sa vie.* On doit diminuer le nombre des années que l'on passera au service de la production.

— Hein ? interrompit le propriétaire terrien, de plus en plus impatient.

— Supposez, continua Hermodan, que nous ayons en France un peu plus de 300.000 chômeurs. C'est le chiffre approximatif que nous fournissent, en ce moment, les statistiques de M. Picquenard. Il est facile de connaître l'âge de tous les ouvriers et de tous les employés qui ont du travail. Supposons donc que le nombre de ceux qui ont dépassé, par exemple, l'âge de 55 ans, soit égal à celui des chômeurs ? Il faut mettre les premiers à la retraite et confier leur travail aux seconds. L'heure de la retraite sonnera à 55 ans, à 54 ans, à 50 ans, cela dépendra du progrès technique.

— C'est impossible, dit l'industriel, nous n'accepterons pas de nous séparer de ceux de nos ouvriers, atteints par votre limite d'âge, dont nous apprécions les services. Pour les remplacer par qui ? par des jeunes gens peut-être inexpérimentés !

— C'est impossible, appuya le propriétaire terrien. D'abord ces ouvriers ne voudront pas de la retraite précoce que vous leur offrirez ; ensuite cela coûtera les yeux de la tête. C'est fou.

— C'est impossible, dis-je à mon tour, car il y a des professions où le chômage sévit plus que dans d'autres ; l'âge de votre retraite obligatoire variera, non seulement à chaque instant, mais dans chaque corps de métier.

— Mes bons amis, dit Hermodan, vous avez une peur bleue d'un effondrement complet de tout le régime social ; une venette intense de la guerre ou de la révolution ; vous sentez que vous êtes à la veille d'une ruine complète et définitive et que vous allez perdre tout le bénéfice d'une belle civilisation. Prétendriez-vous échapper à cette collection de désastres sans faire le plus petit effort, sans consentir le plus léger sacrifice, sans renoncer à l'une quelconque de vos chères petites habitudes ? Vous imaginez-vous pouvoir vous tirer d'une situation dramatique sans un petit changement dans votre manière de vivre ? Toutes vos critiques sont fondées, mais vous êtes devant le dilemme d'Hamlet : être ou ne pas être. Voulez-vous continuer à être, même au prix d'une certaine gêne ?

Vous m'avez demandé mon avis. Je vous indique dans quel sens le capitalisme pourrait *peut-être* trouver son salut. Ceci dit, je réponds à vos objections...

— Un seul mot encore et je ne dis plus rien, interrompit le propriétaire terrien. Avez-vous réfléchi à ce que feront vos retraités pour occuper leurs loisirs ?

— Ah ! c'est trop fort, répliqua Hermodan. Vous vous préoccupez des loisirs des hommes qui seront à la retraite ? Mais vous préoccupez-vous de ce que font, actuellement, de ces mêmes loisirs,

les 30 millions de chômeurs et leurs familles ? En Allemagne, ils vont grossir les phalanges d'Hitler ; en Italie, celles de Mussolini. D'autres passent leur existence sur les talus à regarder passer des trains. Les loisirs de vos retraités ? Ils feront du sport, ils seront condamnés au jardinage, à la pêche à la ligne à perpétuité ! Ils feront ce qu'ils voudront, à condition toutefois qu'ils ne fassent pas, comme aujourd'hui, concurrence à ceux dont c'est le tour de travailler. Ainsi, sous prétexte que j'accepte de me livrer à une anticipation, voilà que vous me demandez de résoudre tous les problèmes qui se poseront pour tous les hommes, au cours de tous les siècles à venir !... Revenons à vos objections. Évidemment, il faudra vaincre bon nombre de difficultés, mais sont-elles aussi insurmontables que vous voulez bien le dire ? D'abord il est navrant de constater l'existence de chômeurs de profession et de savoir qu'il existe des jeunes gens qui ne connaîtront jamais la discipline du travail. Dans mon hypothèse, ils disparaîtraient puisque tout le monde travaillera ou aura travaillé. C'est déjà quelque chose. Ensuite, le fait pour la classe ouvrière de ne plus avoir à redouter la misère des vieux jours, c'est, il me semble, un avantage appréciable. Vous connaissez l'appréhension des pauvres gens devant l'énigme si lourde de menaces, d'un avenir obscur et incertain. Ce souci permanent gâte les plus petites joies du père et de la mère de famille : que deviendrons-nous quand nous ne pourrons plus travailler ?... Abordons maintenant la question financière.

— Une paille, dit le négociant parisien.

— Nous allons bien voir, répondit Hermodan. Je vous préviens tout de suite qu'il ne s'agit pas, hélas ! d'une retraite dorée. Nos nouveaux rentiers

seront à l'échelle de la situation économique d'après-guerre ; ce ne seront pas les rentiers d'autrefois. En résultera-t-il des charges écrasantes pour le budget ? D'abord nous pouvons faire état des allocations que l'on donne aux chômeurs. Ensuite on pourrait peut-être utiliser une partie des fonds des assurances sociales.

— Ah ! les assurances sociales ! s'exclama l'industriel.

— Si on vous libère de l'assujettissement qui provoque votre colère, dit Hermodan, peut-être consentirez-vous à verser, à une caisse générale des retraites, les 4 p. 100 environ des salaires payés ?

— A la place des assurances sociales ? questionna l'industriel.

— Bien entendu, continua Hermodan : les assurances sociales n'auraient plus aucune raison d'être, sauf la branche maladie dont se chargeront les sociétés de secours mutuels, en même temps qu'elles abandonneront la branche *retraite* que certaines pratiquent encore.

— Tout ceci ne suffira pas, dit l'industriel ; ne pourrait-on pas fournir le logement à ces retraités ?

— Comment cela ? demanda le propriétaire terrien.

— En utilisant les casernes désaffectées, répondit l'industriel. D'ailleurs, avec les procédés modernes de construction, qu'est-ce qu'un million de logis convenables, à la place du million de taudis qui sont une honte pour notre pays ? Interrogez les grands entrepreneurs de travaux publics et demandez-leur le prix de revient du mètre carré bâti ?

— Il y a encore la ressource des immeubles qui ne trouveront jamais de locataires, ajouta le jeune ingénieur.

— Pour ma part, dit le négociant parisien, je verrais assez volontiers l'État se décider à doter les travailleurs en retraite de fournitures en nature. Pour le vêtement et une partie de l'alimentation, il lui serait assez facile de s'organiser dans de bonnes conditions. Au lieu de la resserre aux Halles, l'État pourrait se rendre acquéreur de certains stocks que l'on détruit...

— Cette organisation ne serait pas très facile, interrompit Hermodan, mais aucune suggestion ne doit être écartée *a priori.*

— On pourrait encore, dit l'industriel, concéder aux retraités, à titre viager, un petit lopin de terre, soit dans certains départements qui se dépeuplent, soit dans le Nord-Africain Je commence à être de l'avis d'Hermodan. Les États pourraient s'engager dans cette voie. Quand on pense que l'Allemagne dépense, chaque année, vingt et un milliards pour ses chômeurs !

— Ne nous emballons pas, dit Hermodan. Vous voici tout disposés à accepter, comme d'une application toute simple, ce qui, il y a cinq minutes, vous paraissait hérissé d'impossibilités.

— Que cela ne vous fasse pas perdre de vue votre troisième proposition, rappela le propriétaire terrien. Vous voudriez que l'État assurât la marche des industries utiles qui ont ruiné leurs propriétaires ?

— Parce que, là aussi, répondit Hermodan, la

société actuelle n'a pas le choix. Si l'État ne devient pas l'héritier des entreprises capitalistes utiles qui ne peuvent plus vivre, ces industries disparaîtront. Vous rendez-vous compte de la situation dans laquelle on risque de se trouver avant longtemps ?

— Mais nous déraillons, dit l'industriel. Prenons les industries par catégories. Dans chacune d'elles, les entreprises qui la composent ne disparaîtront pas le même jour. Elles s'éteindront progressivement. Or, au fur et à mesure des disparitions, le profit renaîtra pour celles qui subsistent, de sorte que toutes ne disparaîtront jamais.

— Vous avez partiellement raison, dit Hermodan, et je ne vois pas, moi non plus, l'anéantissement brutal et sans appel de toute une catégorie d'activités. Prenons l'exemple du blé. Nous disions, l'autre soir, que la production était tellement plus élevée que ne le réclament les besoins solvables, que l'on avait laissé pourrir des récoltes sur place, aux États-Unis, en Argentine, au Canada. Il est clair que les ensemencements seront vraisemblablement réduits dans les années qui vont venir. Je ne vois pas bien, soit dit en passant, ce que feront les fermiers obligés de renoncer à cette culture. Mais admettons l'hypothèse que le cours du blé soit artificiellement relevé. On recommencera immédiatement à en produire en excès. Alors, à nouveau, il faudra détruire les récoltes. Vous croyez que les hommes ne se lasseront pas un beau jour de produire, puis de détruire le lendemain ce qu'ils avaient produit la veille ? L'heure sonnera vite où ce petit jeu les découragera à tout jamais de faire pousser du blé ? C'est à ce moment-là que l'État devra se substituer à l'initiative privée. Je ne prétends pas que ces successions vacantes, pour poursuivre ma comparai-

son, vont s'ouvrir demain, mais je crains qu'elles ne s'ouvrent fatalement un beau matin. L'État devrait, à mon avis, adopter, dès maintenant, une politique qui tienne compte de cette éventualité, afin de pouvoir y faire face lorsqu'elle se produira.

— Ah ! dit le propriétaire terrien, que Dieu fasse que cette succession ne s'ouvre que bien tard. J'ai une telle appréhension des talents de l'État en matière économique !

— C'est entendu, dit Hermodan, je connais ce genre de critique. Leroy-Beaulieu a créé le genre. Sottises, malfaçons, incapacité notoire, gabegie, que n'a-t-on relevé contre la gestion de l'État ? L'argument est facile, mais on pourrait faire le même bilan dans un grand nombre d'entreprises privées. Que de désordres, que d'incurie, que de fautes lourdes ! Mais vous passez votre temps, mon brave ami, à vous plaindre de vos fournisseurs, en particulier de l'électricien et du plombier ! A vous entendre, c'est un supplice que de s'adresser à certains corps de métiers ! J'avoue, moi, que je ne vois pas grande différence entre la Compagnie des Chemins de Fer de l'État et celle d'Orléans... Mais la question n'est plus là. Demain des industries, indispensables à l'existence des citoyens, ne pourront plus vivre pour les raisons diverses que nous connaissons et qui viendront fondre en une seule : parce que tout profit en aura disparu. Là encore, je le redis bien fort, la société n'a pas le choix. Si l'industrie est inutile, qu'elle meure de sa belle mort, car elle n'avait aucune raison de naître. Mais si l'industrie est indispensable, qui donc désormais pourra en assurer la marche, sinon la collectivité, sinon l'État ? Il l'exploitera moins bien, c'est possible, mais les capitalistes ne l'exploitaient plus du tout !

— Et vous vous imaginez d'ici la dépense qui en résultera ! observa l'industriel, car enfin vous ne voulez pas confisquer les champs et les usines ?

— Je ne parle d'aucune confiscation, dit Hermodan, ce terme est absolument hors de propos. Vous ne supposez pas que l'État indemnisera les propriétaires puisqu'il n'y aura plus de propriétaires ? Que vaut une usine arrêtée pour toujours ? Je ne vous parle que de successions sans héritiers. Il n'y aura donc personne à indemniser, contrairement à ce qui se produirait avec le plan socialiste, s'il s'agissait d'étatiser des industries productives.

— Et l'exploitation par l'État deviendra rémunératrice ? objecta encore le propriétaire terrien.

— On pourrait vous répondre : peut-être. En effet, il peut y avoir profit lorsque l'exploitant n'a pas de capital à rémunérer, rien à amortir, pas d'impôts à payer. Je préfère vous dire que la question du profit ne se posera plus. Si même le chiffre des recettes atteint juste celui des dépenses, l'État peut avoir intérêt à faire fonctionner une usine alors qu'un propriétaire serait condamné à s'arrêter ; car l'État n'a pas besoin de gagner de l'argent pour se retirer après fortune faite, et il n'a pas à assurer ses vieux jours puisqu'il ne meurt pas. S'il joint les deux bouts, tant mieux !

— Cette conception nouvelle de l'État bouleverse tous les systèmes, dit le propriétaire terrien ; j'ai beaucoup de peine à l'admettre.

— Elle ne bouleverse rien du tout, répliqua Hermodan. De même que l'État joue déjà, sous forme de création et d'entretien de routes, un rôle

que le capitalisme ne peut assumer faute de profit, de même il lui faudra prendre en charge toute entreprise vitale que le capitalisme ne pourra plus vivifier. Je répète mon exemple de tout à l'heure : l'État fera un jour du blé, si les agriculteurs ne peuvent plus y trouver leur compte ; du pain, si les boulangers n'en tirent plus de bénéfice, et ainsi de suite. Quant aux ressources nécessaires, vous auriez tort de vous en préoccuper. S'il y a déficit, il sera comblé par l'impôt.

— Nous vous attendions là, dit l'industriel.

— Espériez-vous, dit Hermodan, que l'État pourrait tout faire avec rien ? Si vous pouvez réussir mieux que lui, rien ne vous empêchera de vous mettre à l'ouvrage. Mais pouvez-vous vivre sans profit ? Je répète encore qu'il s'agit de l'intrusion de l'État dans le domaine de l'économie privée, là et à l'instant où cette économie privée fait faillite. Vous accepterez ce rôle de l'État et vous serez heureux de manger son pain, ou vous ne mangerez plus de pain, car il n'y aura plus de boulanger pour vous en fournir. Quant aux impôts, je serais surpris si vous avez pu croire de bonne foi qu'ils disparaîtraient avec la crise ! Il est vraisemblable, au contraire, que l'État, au fur et à mesure qu'il recueillera les défaillances de l'économie privée et que le progrès technique augmentera le nombre de ses retraités, aura de plus en plus besoin d'argent. Mais il n'est pas défendu de penser que le système fiscal actuel peut être modifié dans le sens de l'unification, donc de la simplification; ce qui augmenterait sans doute son rendement.

— Et si cela ne suffisait pas ? dit l'ingénieur. Où prendra-t-il ce qui lui manque ? La limite qui permettait encore un léger profit est dépassée.

— Je vais vous le révéler, dit le propriétaire terrien ; on frappera les successions de droits tellement élevés qu'on supprimera l'héritage.

— Peut-être bien, dit Hermodan. La propriété, au cours des siècles, a été en perpétuelle évolution. Autrefois on possédait des hommes, aujourd'hui on ne possède que des choses. Le droit de tester, hier, était complètement libre ; aujourd'hui, il est ligoté dans des liens de plus en plus étroits. L'héritage ! De quel avantage, injuste en somme, jouissent certains hommes, souvent notoirement inférieurs, en étant soutenus par la fortune que leur ont léguée leurs parents ! C'est une prime donnée au hasard de la naissance et qui fait d'un homme, fût-il un sot, l'animateur accidentel de l'économie. Ne versons qu'un pleur discret si nous voyons diminuer le nombre des *frelons* dont parlaient les Saint-Simoniens. C'est une espèce qui a la prétention de consommer sans produire, précisait le Général Foy.

Il faut que les Jeunes retrouvent la foi dans l'avenir

Je me décidai à rompre un silence pesant.

— L'évolution que vous supposez, dis-je à Hermodan, exige une transformation complète des mœurs. Il faudrait d'abord faire comprendre aux hommes que cette course au progrès ne peut se poursuivre sans assurer le sort de ceux qui en sont les victimes. Ensuite que le travail, s'il est nécessaire, n'est plus le but unique de l'existence. Or, depuis des siècles, on prêche qu'il est un bienfait des dieux, qu'il sanctifie la vie. La morale est, en partie, basée sur le travail !...

— C'est pour cela, interrompit Hermodan, qu'il ne faut pas le supprimer, mais le réduire, en expliquant aux hommes que, si le travail c'est la liberté, il ne faut pas que cette liberté, exercée sans limite, ait pour conséquence de condamner le voisin à la misère. A tous les miracles qui ont été accomplis par la science, il vient de s'en ajouter un : celui d'avoir fait du travail humain une denrée précieuse parce que de plus en plus rare. Alors, de même que l'on répartit strictement les vivres dans une ville assiégée, de même nous devons désormais rationner

le travail avec parcimonie, de manière à le distribuer entre toutes les parties prenantes.

Cette évolution se ferait assez vite dans les esprits si, au lieu de parler indéfiniment de cette crise qui doit toujours se terminer demain, on daignait se placer, au contraire, en face de la réelle transformation qui se produit, sous nos yeux, dans tout l'univers.

— Que de préjugés à vaincre, dit l'industriel, que d'aveuglements à faire disparaître, d'illusions à dissiper, d'habitudes à réformer, d'égoïsmes à combattre ! Votre conception de l'État est incompatible avec notre régime actuel.

— Certes l'Etat dit Hermodan, doit, lui aussi, se transformer pour s'adapter aux circonstances. Mais n'est-ce pas ce qui se passe un peu partout dans le monde ? Pour peu que vous vouliez bien ouvrir les yeux, vous remarquerez que les nations, obscurément conscientes des événements qui se préparent, sentent la nécessité de gouvernements forts et compétents. Le corps social voit arriver la fièvre à grands pas ; il éprouve l'impérieuse nécessité d'une hygiène parfaite grâce à laquelle il espère supporter la maladie avec le minimum d'inconvénients. Les risques, en effet, sont loin d'être négligeables, puisque c'est tout simplement le sort de la civilisation qui va se jouer au cours des années qui viennent.

— Dans ces conditions, observa le propriétaire terrien, je crois qu'il serait bien dangereux de confiner nos préoccupations politiques dans l'étroit domaine de nos ancêtres de 89.

— Étranglez tout de suite la liberté, dit le Militant, je me doutais déjà que vous étiez un adversaire de la démocratie et que vous feriez bon marché de ses conquêtes.

— La liberté ! s'exclama le jeune ingénieur. Supprimez pendant 48 heures tous les sergents de ville de Paris et vous m'en direz des nouvelles !

— Je parle des libertés politiques, riposta le Militant, de celles qui furent conquises par le peuple sur les barricades.

— Elles se résument, remarqua le pharmacien, à la faculté qui nous est accordée, une fois tous les quatre ou six ans, d'élire un nouveau Topaze.

— Vous voudriez être méchant comme Odette Pannetier, intervint Hermodan, mais vous êtes loin d'être aussi spirituel. Nos élus sont, en grande majorité, des hommes parfaitement honnêtes. Certains d'entre eux ont une compétence indiscutable. Quelques-uns sont des hommes de premier plan. D'ailleurs faire leur procès, n'est-ce pas faire le nôtre, puisque c'est nous qui les choisissons ?

— Il faut reconnaître, dit le propriétaire terrien, que la représentation nationale peut faire d'excellentes choses quand tout va bien. Mais au moment où tout va mal ? Expliquez donc pourquoi un représentant, investi de la confiance de la majorité des électeurs d'un arrondissement, serait apte à résoudre des problèmes dont la complexité déconcerte l'élite intellectuelle de tous les pays ? Le nombre n'a pas forcément raison ; il ne détient pas la vérité, et encore moins la sagesse. Pourquoi les médecins ne sont-ils pas désignés, eux aussi, par le suffrage

universel ? Pourquoi ne pas faire choisir l'ingénieur par un congrès d'ouvriers ? Nous est-il jamais venu à l'idée que l'on pourrait faire élire le général, à la veille d'une bataille, par la moitié plus un des soldats sous les armes ? Ces hypothèses vous font hausser les épaules, et cependant vous vous en remettez à neuf cents parlementaires, élus au petit bonheur, du soin de résoudre une crise qui secoue le régime social lui-même. Comme je ne veux m'attirer les foudres de personne, je me garderai d'insinuer que certains d'entre eux sont quelquefois choisis parce qu'ils ont fait des promesses extravagantes...

— J'ai pour ami, dit le pharmacien, un entrepreneur d'élections, spécialiste des circonscriptions difficiles. Il m'a avoué qu'il avait deux catégories de clients : les candidats qui rédigeaient eux-mêmes leur programme, et ceux qui s'en remettaient à lui du soin de faire leur profession de foi. Les seconds sont généralement élus.

— Qu'est-ce que cela prouve ? dit le Militant.

— Qu'il est quelquefois prudent, répondit le propriétaire terrien, de dire au peuple les choses qui lui plaisent, même si elles ne sont pas rigoureusement exactes. Je reconnais que, fort heureusement, les élus oublient leurs promesses.

— Le reproche que j'adresse au régime parlementaire, intervint Hermodan, c'est qu'il paralyse les meilleures volontés. Les élus sont pris entre mille intérêts divers et contradictoires, entre celui des mandants et celui de la Nation. En multipliant cette paralysie par le coefficient 900, députés et sénateurs réunis, on n'a jamais pour total qu'une

paralysie. Car 900 chevaux gris ne feront jamais un cheval blanc.

— Ils font quelquefois un cheval noir, glissa le pharmacien.

— A la bonne heure, dit le propriétaire terrien.

D'avoir plusieurs Seigneurs, aucun bien je n'y vois
Qu'un, sans plus, soit le maître et qu'un seul soit le Roi.

— Voilà Daudet qui vous inspire ! interrompit le Militant.

— Non, c'est Ulysse, répondit le propriétaire terrien.

Le Militant fit alors entendre cette petite toux bruyante mais courte qui, lorsqu'on n'a pas compris, sert à s'assurer contre le risque d'être pris pour un ignare. Hermodan crut bon de clore l'incident.

— Si votre auto roule bien, après une révision complète, si la route est bien droite, très large, si aucun obstacle n'est en vue, vous pouvez sans inconvénient, dit-il, confier le volant à un apprenti. Mais si le moteur cogne, si la panne survient, l'intervention des spécialistes est plus recommandée.

— Vous venez d'avouer qu'un gouvernement fort est absolument indispensable, ne manqua pas de souligner le propriétaire terrien.

— Oui, reconnut Hermodan, et cependant je suis un républicain de vieille roche. Mais je ne vois pas l'État, sous sa forme actuelle, parvenant à maintenir l'équilibre entre les grands féodaux

modernes, acharnés à la poursuite d'un profit qui se dérobe, et une masse toujours plus grande d'hommes réduits à la misère. Je ne dis pas cela pour notre pays en particulier, mais pour tous ceux qui vivent sous le régime capitaliste. Je crains que les dirigeants ne sentent vite l'impossibilité de résister au courant qui emporte, à grande allure, un ordre économique et social bouleversé par un machinisme de jour en jour plus perfectionné. Les féodaux modernes pousseront le gouvernement vers la dévaluation de la monnaie, puisqu'en diminuant le poids du capital investi, elle soulagera les exploitations déficitaires. Les troupes formant l'armée de la misère le pousseront vers le communisme, c'est-à-dire vers la révolution. Un gouvernement fort est la seule planche de salut. Quand nous critiquons M. Mussolini, nous oublions qu'il est parvenu à maintenir l'ordre dans un pays qui allait à la dérive. Et que fait-il ? Il évite les cahots trop violents qui risqueraient de disloquer l'économie de son pays et il concentre ses efforts pour lui permettre, avec le minimum de chocs, d'arriver au bout du défilé dangereux que traverse la civilisation. L'Allemagne d'Hitler, les États-Unis de Roosevelt, l'union nationale du socialiste MacDonald me paraissent inspirés de préoccupations identiques (1).

(1) C'est cette malheureuse page, soigneusement isolée de tout le reste du livre, qui a valu à l'auteur le qualificatif de *fasciste* qui lui fut hurlé en mesure au cours de ses toutes premières conférences publiques. On pourrait répondre qu'en 1932 le fascisme n'avait pas l'allure qu'il prit par la suite. Mais, allons plus loin : quelques mesures économiques décrétées par Mussolini, et certaines de ses déclarations sont infiniment plus anticapitalistes que celles que proposaient, hier encore, certains socialistes et communistes de notre pays. En réalité, la forme politique du gouvernement est sans effet sur les conséquences inéluctables du progrès technique. Un dictateur, même de génie, ne parviendra jamais à faire *vendre* le blé ou le

— Alors, vive la dictature ! dit le Militant.

— Pourquoi ? répondit Hermodan... Une poignée d'hommes résolus et compétents suffirait amplement. Est-il impossible de les trouver ? Des hommes bien convaincus qu'il est aussi stupide de nier l'évidence quand elle est gênante, que d'espérer, par décret, changer la mentalité des hommes !

— C'est de la justice distributive, dit l'industriel ; vous venez de dire leur fait à la droite et à la gauche.

— Sans m'en douter, poursuivit Hermodan ; le spectacle de ces deux fractions de la Chambre se rejetant la responsabilité des événements qui se déroulent implacablement est un des spectacles les plus affligeants qu'on puisse imaginer. Aucun de ces gens-là n'a donc lu de sa vie un journal étranger ? Ils ne se doutent pas que le monde entier subit les mêmes phénomènes, connaît les mêmes soucis, constate la même misère, déplore la même paralysie des affaires, supporte la même chute du bien-être général, s'accroche aux mêmes solutions, essaie les mêmes remèdes, échoue dans les mêmes tentatives ?

— Ils sont si loin de se douter de quoi que ce soit, dit le négociant parisien, que, vous avez pu le constater, certains gouvernements récents, comptant une vingtaine de membres, ont tout juste un sous-secrétaire d'État à l'Économie Nationale. Ce département devrait être, cependant, le portefeuille le plus important, auquel on devrait subordon-

vin... D'où nécessité, comme dit Hermodan, un peu plus loin, de faire appel à des hommes qui ont compris. Les quelques Russes groupés autour de Lénine, étaient, eux aussi, un groupe d'hommes résolus et compétents. Les a-t-on traités de fascistes ? *(Note de la 2e édition.)*

ner le Commerce, l'Agriculture, les Travaux Publics, les Colonies, le Travail !

— D'où peuvent procéder tant d'incompréhensions et d'erreurs contradictoires ? demanda l'industriel.

— De notre vieille machine politique, répondit Hermodan. En voilà une que le progrès technique n'a pas réussi à faire envoyer à la ferraille. Avant qu'il soit peu de temps, les Français s'apercevront que les partis qui se prétendent *avancés* sont aussi immobiles que les autres.

— Oui, dit le négociant parisien, mais que faire ? A quel parti politique se fier ?

— A aucun, dit Hermodan, mais aux hommes. Nombreux sont ceux qui se rendent compte de la réalité et sentent l'impérieuse nécessité d'une discipline pour que leur patrie ne périsse pas. Vous avez le choix : ou le glissement de plus en plus accéléré sur la pente du désordre qui mène à la ruine, ou l'adaptation raisonnée de la société à la situation nouvelle créée par la science. Mais pressez-vous de grouper les citoyens qui, mesurant le danger, sont décidés à agir, et agissez. Au bout de l'effort, se trouve une plus grande somme de bonheur pour l'humanité, car la vie n'est pas faite uniquement pour produire des richesses ! Il y a autre chose : l'étude, les beaux-arts, la science pure, les lettres, les sports, bref tout ce qui fait la joie de vivre. Armés de la vérité, la plus belle des éloquences, vous convaincrez facilement les jeunes, car ils sont aujourd'hui désemparés parce que sans foi dans l'avenir. Et vous laisserez aux événements, tout proches, le soin d'ouvrir les yeux des indifférents et des incré-

dules. Enfin, conclut Hermodan, *ducunt volentem fata, nolentem trahunt* !

— Amen, dit le Militant, pour qui tout texte latin était obligatoirement clérical.

TABLE

Avant-Propos de la 2e édition..... 5

Où l'auteur dévoile sa source d'information..... 7

Pourquoi un désordre universel ?..... 13

Les progrès surprenants de la technique..... 21

Plus la production augmente et plus la consommation diminue..... 33

De quelques conséquences..... 43

Le chômage technologique..... 53

La tenace illusion des besoins illimités et des débouchés nouveaux..... 63

Propriété individuelle et profit..... 73

L'abondance tue le profit et provoque la thésaurisation..... 85

Si l'abondance ne réussissait à tuer le profit, la fiscalité s'en chargerait..... 91

Alors on détruit l'abondance pour ressusciter le profit..... 99

Où l'on cherche à établir que le progrès technique poursuit inlassablement sa carrière..... 105

Où l'on consulte sans succès les doctrines économiques 121

Et l'on échange quelques solutions..... 139

Où l'on cherche à démontrer que l'économie dirigée est un bateau qui nous conduit tout droit dans les eaux communistes..... 143

La semaine de 40 heures..... 153

La solution du jeune ingénieur..... 159

Où l'on explique comment la politique du « vase clos » n'est qu'un retour au Moyen Age..... 177

Et l'on presse Hermodan de dépasser le présent pour découvrir l'avenir..... 181

La grande relève..... 187

L'État est l'héritier de ceux qui n'en ont plus... 197

Il faut que les jeunes retrouvent la foi dans l'avenir. 213

Établissements Dreyfus et Charpentier
Imprimeurs
8, rue de Choiseul, Paris (2e).

UNIVERSITAS

La Bibliothèque
Université d'Ottawa

Echéance

Celui qui rapporte un volume après la dernière date timbrée ci-dessous devra payer une amende de cinq sous, plus un sou pour chaque jour de retard.

The Library
University of Ottawa

Date due

For failure to return a book on or before the last date stamped below there will be a fine of five cents, and an extra charge of one cent for each additional day.

ce
2-N-52
20-1-53
08 11 72
JUL 13 '83
JUL 13 83
NOV 09 '83
08 NOV '83

a39003 004718002b
HD 6331 .D8G
DUBOIN, JACQUES.
GRANDE RELEVE DES HO

CE HD 6331
.D8G
COO DUBOIN, JACQ GRANDE RELEV
ACC# 1125877

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 02 03 05 22 12 3